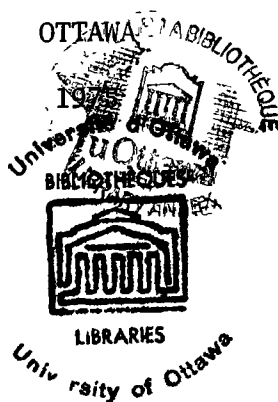


LES CONTRADICTIONS ENTRE LE CAPITALISME  
MONOPOLISTE ET LA THEORIE POLITIQUE DE  
LA CONCURRENCE

par

MICHEL de la DURANTAYE

Thèse présentée à l'Ecole des Etudes  
Supérieures de l'Université d'Ottawa  
en vue de l'obtention du diplôme de  
Maîtrise ès Arts en Science Politique



UMI Number: EC55985

### INFORMATION TO USERS

The quality of this reproduction is dependent upon the quality of the copy submitted. Broken or indistinct print, colored or poor quality illustrations and photographs, print bleed-through, substandard margins, and improper alignment can adversely affect reproduction.

In the unlikely event that the author did not send a complete manuscript and there are missing pages, these will be noted. Also, if unauthorized copyright material had to be removed, a note will indicate the deletion.

**UMI<sup>®</sup>**

---

UMI Microform EC55985  
Copyright 2011 by ProQuest LLC  
All rights reserved. This microform edition is protected against  
unauthorized copying under Title 17, United States Code.

---

ProQuest LLC  
789 East Eisenhower Parkway  
P.O. Box 1346  
Ann Arbor, MI 48106-1346

## T A B L E D E S M A T I E R E S

	Page
- INTRODUCTION -----	2
- 1 <sup>ère</sup> PARTIE      L'analyse théorique et conceptuelle de l'intervention étatique dans le processus d'accumulation du capital au stade monopoliste.	
A - les HYPOTHESES -----	15
B - GENESE THEORIQUE DES CONCEPTS D'ANALYSE DU M.P.C. -----	20
1 - Le capital	
2 - Rapport social de production	
3 - Rapport social d'exploitation	
4 - Fondements et conditions d'ex- istence du capital	
4.1 - Concentration et accu- mulation du surproduit social	
4.2 - Le fondement de la va- leur des marchandises et des biens	
4.3 - La marchandise	
4.4 - La plus-value et l'appropri- ation privée par les capita- listes de la production et du surproduit social	

	Page
C - L'ACCUMULATION DU CAPITAL ET LES CONDITIONS SPECIFIQUES DE L'ELARGISSEMENT DU M.P.C. -----	47
1 - La reproduction élargie	
2 - Composition organique du capital et concurrence	
3 - La contradiction fondamentale du M.P.C. et ses formes	
4 - La demande économique du surproduit	
D - L'INTERVENTION DES SECTEURS ETATIQUE ET TERTIAIRE DANS LE PROCES D'ACCUMULATION DU CAPITAL -----	64
1 - Impossibilité de réaliser le surplus dans le secteur de production	
2 - Taux de plus-value différents	
2.1 - Echange inégal et développement inégal	
3 - La théorie de la croissance intensive	
4 - Dévalorisation du capital	
5 - Composition organique du travail vivant	
6 - Les frais de circulation du capital	
6.1 - Les dépenses commerciales	
6.2 - Le capital du secteur tertiaire	

	Page
7 - L'Etat et l'aménagement du plein-emploi	
8 - Les dépenses publiques improductives	
- 2ème PARTIE      L'analyse conceptuelle de la théorie politique de la concurrence _____	115
A - Le CADRE D'ANALYSE ET LES HYPOTHESES CONCERNANT LA CONTRADICTION REVELEE PAR LA THESE __	115
B - GENESE THEORIQUE DES CONCEPTS D'ANALYSE DE LA DEMOCRATIE PLURALISTE _____	126
1 - L'Etat : la forme de la force politique - la contrainte - cohésive	
2 - L'Etat et le pouvoir institutionnalisé	
3 - Dissolution du social dans et par le politique: l'ETAT	
3.1 - Un ensemble d'actions coordonnées en vue de la reproduction du système	
3.2 - Le temps accordé à la survie différentielle ou le consommateur consommé	
3.3 - Les forces et les rapports de production et de reproduction du surproduit social et de l'intérêt public	

- 3.4 - Le mode de production démocratique de l'intérêt public
- 3.5 - Dépendance politique et hétéronomie du citoyen
- 3.6 - Le métapolitique: ou les institutions surajoutées à des oeuvres
- 3.7 - Métalangage et métapolitique

4 - Le politique

- 4.1 - La vie politique: l'individu agent absolu et relais

C - Le MODE DE PENSER PLURALISTE ET LA DEMOCRATIE PLURALISTE ----- 168

- 1 - Hiérarchisation de la société et marchandage national
- 2 - De la représentation nationale au marchandage national
- 3 - L'intégration des intérêts fragmentaires

D - L'ETAT PLURALISTE ----- 182

- 1.- L'Etat arbitre
- 2 - L'Etat arène
- 3 - Le droit égal - inégal
- 4 - L'échange inégal et l'Etat

- 5 - Les rapports étatiques et la violence créative
- 6 - L'intérêt général et l'intérêt de l'Etat
- 7 - Réduction de l'intérêt public à la méthode pour le définir

C O N C L U S I O N ----- 201

R E F E R E N C E S ----- 205

B I B L I O G R A P H I E ----- 218

## INTRODUCTION

L'objectif général de la thèse est l'étude des processus de vie politique contemporaine et des rapports étatiques et juridiques dans nos sociétés démocratiques. Son objectif particulier et restreint est l'analyse des contradictions entre le capitalisme monopoliste et la théorie politique dominante de la concurrence. Pour produire cette analyse spécifique, il nous faudra distinguer et faire le lien entre l'évolution des conditions de production économiques et les formes juridiques, politiques et idéologiques dominantes. De plus, nous postulerons avec Marx et nous tenterons de démontrer que les rapports juridiques et les formes de l'Etat prennent racine dans les conditions d'existence matérielle. En effet, dans la production sociale de leur existence, les hommes entrent en des rapports de production qui correspondent à un degré de développement de leur forces productives matérielles. Nous croyons avec Marx que le mode de production de la vie matérielle conditionne le processus de vie sociale, politique et intellectuelle.

En raison de la nature même du mode de production capitaliste (M.P.C.) qui fait de la production matérielle une sphère déterminante de la réalité sociale, l'analyse du M.P.C. va constituer un aspect essentiel et primordial de notre étude du processus politique et des

rappports étatiques existant dans nos sociétés démocratiques et post-industrielles. Nous tenterons également de démontrer que l'Etat est une partie intégrante du procès contemporain d'accumulation du capital. En effet l'Etat a reçu, selon nous, pour mission d'aménager le plein emploi de la capacité de production de l'industrie capitaliste.

D'une part, en remplissant cette mission et d'autre part, en légalisant l'acte politique que constitue le capitalisme d'hier et d'aujourd'hui, l'Etat régularise et occulte les contradictions entre le développement des forces productives et le processus global de vie politique, c'est-à-dire, la superstructure juridique et politique.

C'est parce que nous croyons que l'Etat reproduit les rapports politico-économiques dominants que nous allons tenter, à partir du point de vue de la critique de l'économie politique, de situer et d'analyser l'intervention étatique dans le mode de production capitaliste contemporain.

C'est pourquoi nous abordons dans le sens d'André Vachet lorsqu'il écrit:

" La démocratie économique est toujours la condition de la démocratie politique. " (1)

Par conséquent, avant d'aborder cette démocratie politique, nous avons voulu définir les rapports de production du surproduit social et les rapports de répartition du surproduit social auxquels cette démocratie politique se réfère. Car, en définitive, ces rapports de production et de répartition du surproduit social, dont l'Etat est partie intégrante, ne constituent-ils pas également, en quelque sorte, des rapports de production, de définition et de répartition de l'intérêt public. Car le premier intérêt public ou le premier bien commun, n'est-il pas le surproduit social lui-même!

Par ailleurs, s'il est vrai que le mode de production de la vie matérielle est le mode d'agir en société le plus primaire et le plus fondamental, en ce sens que ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine leur être mais inversement leur être social, leurs rapports sociaux matériellement productifs, qui déterminent leur conscience, pourquoi alors le M.P.C. ne conditionnerait-il pas le processus de vie sociale, politique et intellectuelle.

Notre démarche se divise en trois grandes étapes absolument interdépendantes qui correspondent d'ailleurs aux trois types suivants de conditions sociales. Premièrement, les conditions matérielles d'existence sociale de tous les individus. Deuxièmement, les conditions sociales d'existence sociale de tous les individus et troisièmement,

ment, les conditions sociales de conscience sociale de tous les individus. Précisons. Les conditions matérielles d'existence sociale des individus se définissent par le mode de production sociale de la vie matérielle de la société. Ce mode de production comprend les forces productives et les rapports de production. A ce niveau des conditions de production économiques, l'objet de notre étude sera le capitalisme monopoliste. Selon nous, le capitalisme monopoliste détermine une société bureaucratique de consommation dirigée et il se définit comme étant l'appropriation du surproduit social par les concurrents les plus violents et les plus efficaces à reproduire les rapports spécifiques de production et à développer les forces productives en fonction de cette reproduction des rapports.

Quant aux conditions sociales d'existence sociale des individus, elles constituent un mode d'action en société. Ce mode d'agir en société se définit par deux genres d'interactions sociales, d'interdépendances, d'inter-soumissions, d'inter-contraintes. Il y a d'abord les contraintes actuelles, présentes, ici et maintenant, les conjonctures vivantes qui se manifestent soit par la présence des acteurs sociaux sur les lieux de la conjoncture ou soit par leur absence. Ces contraintes actuelles constituent le pouvoir actuel. Il y a également les anciennes contraintes sociales, celles qui définissent le pouvoir passé et réalisé, qui sont stigmatisées en conven-

tions sociales, en rapports sociaux, constants ou tendant à la constance, contraintes sociales déjà actualisées sous la forme du droit, des lois et des institutions. D'ailleurs l'Etat est l'institution la plus englobante des pouvoirs juridiques et politiques d'une société. En d'autres mots, l'Etat c'est le modèle de forme juridique et politique le plus global concernant les rapports de pouvoir entre les hommes. L'Etat, c'est également la concentration du pouvoir de décision globale en un cadre institutionnel de relations de pouvoir dont la responsabilité première est le choix des normes sociales qui vont orienter l'allocation des ressources sociales disponibles. Nous tenterons également de démontrer que l'Etat, c'est-à-dire le mode étatique de penser socialement, constitue une fausse conscience de l'administration sociale; c'est-à-dire par le peuple ou ses représentants et pour le peuple; du surproduit social et de l'intérêt public.

A ce niveau des formes juridiques et politiques, l'objet de notre étude sera la démocratie. Selon nous, la démocratie constitue l'organisation de la quotidienneté et de l'autonomie, ce qui équivaut à la promotion de l'hétéronomie. La démocratie se définit comme le gouvernement de la majorité des consommateurs par la minorité des plus compétents à maintenir un équilibre socialement acceptable entre le développement des forces productives et la reproduction des rapports spécifiques de production.

Les conditions sociales de conscience sociale des individus constituent un mode de penser en société. Ce mode se rapporte aux formes idéologiques et il se définit par une dichotomie entre deux types de conscience, la conscience créative (inventive) et la conscience reproductive (conservative). A ce niveau de l'idéologie, l'objet de notre étude sera le pluralisme qui constitue, selon nous, un mode de conception des rapports de distribution et de répartition de la plus-value sociale. Le pluralisme se définit comme étant la théorie politique de la concurrence entre les groupes de citoyens évoluant dans des conditions de contrôle par les oligopoles du développement et de l'autonomie potentielle des forces productives. Le pluralisme constitue donc un ensemble de normes sociales orientant l'allocation des ressources sociales disponibles.

Les trois types de conditions sociales que nous venons de définir rapidement, c'est-à-dire le capitalisme monopoliste, la démocratie représentative et le pluralisme constituent trois modes de comportement en société, trois modes dominants et trois institutions sociales. Dans une société capitaliste, démocratique et pluraliste pour qu'un élément de la réalité puisse se voir reconnaître une quelconque valeur sociale, il doit adopter les formes économiques, juridiques, politiques et idéologiques reconnues par le capitalisme monopoliste, par la démocratie représentative et par le pluralisme. Il

n'y a reconnaissance de valeur sociale qu'à travers ces trois modes ou modèles dominants de produire (valeur d'échange) d'agir (valeur stratégique) et de penser (valeur justificatrice et explicative).

Dans cette thèse nous allons tenter de démontrer que les sociétés capitalistes, post-industrielles, démocratiques et pluralistes, se donnent globalement et quotidiennement comme objectifs fondamentaux la reproduction élargie des modèles dominants de produire, d'agir et de penser socialement et l'accumulation des formes que peuvent prendre ces modèles.

Il existe une coupure politique entre d'une part ces trois modèles dominants de produire (capitalisme monopoliste) d'agir (l'Etat démocratique et représentatif) et de penser (le pluralisme) et d'autre part, la pensée marxiste. Cette coupure est politique parce que, contrairement aux normes sociales dominantes, Marx s'est attaché à montrer que le M.P.C. ainsi que l'Etat ne sont ni inéluctables, ni naturels, ni éternels. Marx réalise le passage de l'apologie de l'Etat et du M.P.C. à la critique de tout Etat, de toute politique et de tout capital en tant que rapport social d'exploitation. La pensée marxiste est une pensée totale comme la praxis humaine d'ailleurs. En effet, la praxis humaine et sociale est à la fois économique, juridique, religieuse et théori-

que. Nous croyons qu'il faille partir du principe de la totalité de l'homme, de l'homme indivisiblement économique, social et mental; de l'homme insécable.

Nous croyons que la société est une véritable machine organisée dont toutes les parties contribuent d'une manière différente à la marche de l'ensemble. La réunion des hommes constitue selon nous un véritable être dont l'existence est plus ou moins vigoureuse ou chancelante suivant que ses organes s'acquittent plus ou moins régulièrement des fonctions qui leur sont confiées. Ainsi, le système social est considéré comme une totalité. Dans une telle totalité chaque élément est déterminé par le tout qui, en tant que tel, en fixe la fin et la fonction.

Cependant, il faut insister sur l'idée que la réalité sociale n'est pas un objet; que la réalité sociale, c'est la réalisation par les hommes de leur propre histoire.

" Le marxisme en tant que science sociale ", écrit Serge Latouche, " est ainsi une science de l'idéologie qui vise à démasquer le réel à travers la critique du discours. La connaissance du mode de production revêt un caractère fondamental. " (2)

Si la réalité sociale est réalisation, il y a au point de départ de la réalisation un projet, un dessein, quelque chose qui est

de l'ordre de la représentation.

" La réalité sociale est ainsi un mouvement de la parole à l'acte. Connaître la réalité sociale, consiste à faire le mouvement inverse, c'est-à-dire, ramener l'acte à la parole, l'évènement au projet. " (3)

Pourtant, il faut préciser à la suite de Marx que ce n'est pas la conscience qui détermine la vie, c'est la vie qui détermine la conscience. En effet, il n'y a que deux façons de comprendre l'histoire. Ou bien l'on part de la conscience et ainsi l'on manque la réalité. Ou bien l'on part de la vie réelle et du même coup l'on atteint et l'on explique cette conscience qui n'a aucune réalité.

" Le matérialisme historique ", écrit Henri Lefebvre, " met fin à la spéculation qui part de la conscience, des représentations, donc des illusions. " (4)

" Ce que les hommes disent vient de la praxis du travail et de la division du travail, des actes et des luttes réelles. Mais ce que les hommes font n'entre dans la conscience qu'en passant par le langage, qu'en étant dit. Les idéologies donc constituent la médiation entre la praxis et la conscience (c'est-à-dire le langage). " (5)

C'est encore Henri Lefebvre qui écrit que le langage est aussi ancien que la conscience. Selon lui, il n'y a pas de

conscience sans langage, car le langage est la conscience réelle, pratique, existant pour d'autres hommes, donc existant aussi pour l'être devenu conscient. Le langage, toujours selon Henri Lefebvre, n'est pas seulement le moyen ou l'instrument d'une conscience pré-existante, il est aussi le milieu naturel et social à la fois de la conscience, son existence. (6)

Quant à l'idéologie, son rôle est de fournir une représentation c'est-à-dire de rendre compte, d'expliquer la pratique d'une classe sociale. Nous disons que le marxisme est une science de l'idéologie surtout parce que Marx croyait vraiment que la connaissance de la réalité se réalise par la critique de l'idéologie dominante à une époque donnée. Notre projet en est un de connaissance des contradictions au sein du mode de production de la vie concrète.

Nous croyons que ce mode de production de la vie concrète englobe les trois modèles dominants de produire, d'agir et de penser la vie concrète et quotidienne que sont le capitalisme monopoliste, l'Etat démocratique et représentatif ainsi que le pluralisme.

Pour tendre vers cette connaissance des contradictions au sein du mode de production de la vie concrète et quotidienne, nous

croyons que le meilleur moyen est la critique de l'idéologie qui rend compte de l'essentiel, à notre époque, de cette production de la vie concrète et quotidienne. C'est ainsi pensons-nous qu'il faut comprendre la préface à la " Critique de l'économie politique " que Marx écrivait en janvier 1859 à Londres, et dans laquelle il brosse son itinéraire intellectuel.

" Mes recherches aboutirent à ce résultat que les rapports juridiques - ainsi que les formes de l'Etat - ne peuvent être compris ni par eux-mêmes ni par la prétendue évolution générale de l'esprit humain mais qu'elles prennent au contraire leurs racines dans les conditions d'existence matérielle dont Hegel ... comprend l'ensemble sous le nom de "société civile" et que l'anatomie de la société civile doit être recherchée à son tour dans l'économie politique ... " (7)

Il nous faut donc distinguer entre le bouleversement matériel des conditions de production économique et les formes juridiques politiques ou philosophiques, bref les formes idéologiques sous lesquelles les hommes prennent conscience de ce bouleversement.

Ainsi l'analyse et l'anatomie du M.P.C. constituent le centre du projet marxiste. Or, pour bien comprendre l'analyse du M.P.C., il est nécessaire de partir de la situation de l'économie politique comme idéologie de la bourgeoisie montante au temps de Marx puisque c'est par la critique de cette idéologie que peut être produit l'effet

de la connaissance sur la réalité. (8) En effet, c'est grâce à la critique des nombreuses formes que peut adopter l'économie politique que nous la forcerons à dénoncer ses propres conditions d'émergence. Et une des conditions d'émergence de l'idéologie dominante, c'est le M.P.C.. Ce mode de production constitue sûrement, selon nous, la condition la plus fondamentale d'émergence et de reproduction de l'idéologie dominante. Ainsi la connaissance du M.P.C. nous permettra de comprendre toutes les autres formes de la conscience sociale: philosophie, religion, art, droit, etc... Nous croyons que c'est par une démarche et une analyse conceptuelles que nous pourrions aboutir à une reconstruction plus ou moins fidèle du concret actuel. Nous tenterons donc de retracer tout le développement des principaux concepts tels: le capital, l'Etat, la démocratie de l'idéologie dominante. Ce que nous tenterons, c'est une analyse critique essentiellement des conditions économiques, sociales et politiques du déroulement du procès politique dominant. C'est justement ce point de vue critique qui nous permettra de dévoiler les principales contradictions au sein du mode de production de la vie quotidienne et concrète.

Même s'il est vrai que les concepts élaborés par Marx sont insuffisants pour comprendre la réalité humaine un siècle plus tard, nous croyons quand même qu'ils sont nécessaires et indispensables à

notre analyse. Justement parce que notre recherche constitue un projet critique ayant comme principal objectif non pas d'élaborer des modèles critiques d'analyse ou des descriptions critiques des structures sociales existantes mais bien de montrer les tendances fondamentales contemporaines. C'est Henri Lefebvre qui écrivait que:

" Mettre l'accent sur la stabilité sur la permanence c'est le contraire de la méthode marxiste. " (9)

Car pour Marx, il n'y eut jamais dans l'histoire que des tendances et des\*conjonctures toujours combattues par des tendances contradictoires.

" (Pour Marx) les transitions sont plus profondes, plus réelles, plus vraies que les structures. Il suffit de montrer la tendance. " (10)

1ère partie

L'ANALYSE THEORIQUE ET CONCEPTUELLE  
DE L'INTERVENTION ETATIQUE DANS LE  
PROCESSUS D'ACCUMULATION DU CAPITAL  
AU STADE MONOPOLISTE

A)- LES HYPOTHESES

C'est parce que nous croyons que l'Etat contemporain est partie intégrante du procès d'accumulation du capital, que nous avons décidé de faire la critique de l'économie politique contemporaine c'est-à-dire l'analyse critique des conditions politico-économiques du déroulement du processus politique global. Contrairement à l'économie politique dominante (autocritique ou non) le point de vue par lequel nous abordons l'analyse du processus politique actuel c'est le point de vue de la critique des modèles économiques de croissance. Aussi c'est dans ce contexte que nous écrivons que l'Etat est partie intégrante du procès d'accumulation du capital. Car, croyons-nous, l'Etat a reçu la mission d'aménager le plein emploi de la capacité de production de l'industrie capitaliste. Nous allons tenter de démontrer conceptuellement que sans l'intervention accrue des secteurs tertiaire et étatique pour

absorber le surplus en quête d'investissements et réaliser la plus-value suraccumulée il y aurait dans l'Etat actuel du M.P.C. arrêt de toute accumulation du capital.

Nous prétendons que les limites économiques de la population consommatrice sont épuisées par le jeu normal des forces capitalistes en quête de profit. Dans ce contexte, il faut pour maintenir le M.P.C., élargir d'une façon plus ou moins artificielle, c'est-à-dire en dehors des rapports de production de plus-value, élargir, dis-je, les limites économiques de cette population, c'est-à-dire les limites économiques des forces productives. Nous prétendons que les nouvelles limites économiques des forces productives sont constituées par les secteurs tertiaire et étatique de production. Ainsi les nouvelles limites au développement des forces productives en société post-industrielle sont l'Etat (et ses ressources économiques) et le secteur tertiaire.

Nous tenterons de démontrer que, du fait de l'intervention de l'Etat du profit est créé qui n'existerait pas si l'Etat n'intervenait pas. Nous pensons que l'Etat peut, aujourd'hui, créer du profit là où le secteur privé ne le peut pas. Pour cela, il faut que l'Etat permette un élargissement des débouchés. A cause des contradictions entre les conditions de production de la plus-value et les conditions de sa réalisation c'est-à-dire les contradictions

entre les rapports de production et les rapports de distribution, il semble qu'il soit nécessaire pour les capitalistes de bénéficier d'un fort taux de plus-value en ce qui concerne la création du profit et d'un faible taux de plus-value en ce qui concerne la réalisation du profit. Un des moyens d'y parvenir est de disposer ou de bénéficier de zones de création de plus-value et de zones de réalisation de plus-value. Au stade monopoliste du capitalisme nous tenterons de démontrer que les problèmes d'absorption du surplus vont être régularisés de deux manières. D'une part via l'utilisation improductive de la plus-value qui se manifeste par les dépenses commerciales, par la tertiarisation de l'économie, ce qui constitue en gros des transferts de plus-value sans création de nouvelles valeurs, et par le financement public (l'Etat) de la consommation et par le parasitisme des technostuctures.

Les problèmes d'absorption du surplus vont être régularisés, d'autre part, grâce à l'élargissement de l'utilisation productive de la plus-value qui se manifeste par l'implantation de nouvelles branches de production en fonction de nouveaux besoins et par le financement public de la production (socialisation des entreprises les moins productives, investissements publics dans les entreprises à haut taux de risque, subventions à l'industrie, dégrèvements fiscaux, aide à l'expansion industrielle, cogestion avec des capitaux privés). En bref, l'Etat est à la fois une zone où se crée de la

plus-value sociale et une zone où se réalise de la plus-value sociale. L'Etat est une zone où se crée de la plus-value sociale dont une partie ou la totalité sera à un moment donné transférée purement et simplement vers l'entreprise privée (subventions à fonds perdus à l'entreprise privée, crédits à l'expansion industrielle privée, etc...). D'autre part, l'Etat constitue aussi une zone où se réalise de la plus-value sociale dont une partie ou la totalité a été transférée de l'entreprise privée à l'Etat via notamment la taxation et l'imposition.

Ainsi la contradiction fondamentale du procès d'accumulation du capital apparaît selon Serge Latouche:

" ...sous une double forme au niveau des déterminations économiques: contradiction création - réalisation et contradiction de la dévalorisation du capital. " (11)

Par conséquent, nous émettons l'hypothèse que le capital c'est l'aboutissement de l'histoire de l'appropriation du surproduit social par une partie de la société aux dépens d'une autre et non pas l'aboutissement de l'histoire de l'économie du travail humain effectué au profit de la société humaine dans son ensemble.

" Le but de la production capitaliste ", écrit Henri Lefebvre, " n'est pas la production des marchandises comme telle mais le profit. Le

travail dans cette société n'est productif que dans la mesure où il crée du profit pour le capital et les capitalistes. " (12)

Selon nous, le M.P.C. recherche, en fin de compte, la satisfaction du besoin de concentration, entre les mains de ceux qui détiennent une supériorité historique en capacités positives, du surproduit social, du contrôle des forces productives, du contrôle de leur développement en fonction du maintien des rapports spécifiques de pouvoir, de propriété et de contrôle. Cette supériorité historique en capacité positive elle est l'apanage de quelques uns des plus habiles et des plus puissants participants à la lutte pour la propriété et le contrôle d'une quantité optimale de richesse sociale, c'est-à-dire de surproduit social. Cette supériorité historique en capacités positives elle est également l'apanage des plus habiles et des plus puissants participants à la lutte pour le contrôle du développement des forces productives en fonction du maintien des rapports spécifiques et historiques de pouvoir, de propriété et de contrôle.

Il est indispensable de préciser, ici, que selon nous, et c'est ce que nous tenterons de démontrer dans les prochains chapitres, les droits politiques dans notre société sont fondés sur des supériorités en capacités positives. Cela signifie que chacun retire de la société des bénéfices exactement proportionnés à sa

mise sociale, c'est-à-dire à sa capacité positive, à l'emploi utile pour cette société historique que l'individu fait de ses moyens. Ces capacités positives constituent donc des sources légitimes de pouvoir. Les capacités individuelles peuvent, en M.P.C., se transformer en capacités positives dans la mesure où l'individu met ses moyens au service de l'entreprise capitaliste de contrôle du développement des forces productives en fonction du maintien des rapports spécifiques et historiques dominants de pouvoir, de propriété et de contrôle. En bref, chaque individu peut dans le M.P.C., transformer ses moyens personnels en capacités utiles à la reproduction élargie des modèles dominants de produire (capitalisme monopoliste), d'agir (l'Etat démocratique et représentatif) et de penser socialement (pluralisme).

B)- GENESE THEORIQUE DES CONCEPTS D'ANALYSE DU M.P.C.

1 - LE CAPITAL

Nous sommes convaincus que le choix d'une méthode de recherche et d'analyse, l'option pour une grille d'analyse plutôt que pour une autre, constitue une prise de position idéologique et un acte politique. Voici donc le cadre d'analyse de notre thèse

appliqué au M.P.C.. D'ailleurs nous reviendrons en deuxième partie de cette thèse avec le même cadre d'analyse pour l'appliquer cette fois-là au mode d'agir démocratique.

Ce cadre d'analyse se résume à cinq éléments. Nous croyons en effet que toute réalité sociale comporte les cinq éléments suivants: premièrement des sujets qui véhiculent et incorporent des différences et des libertés. Dans le M.P.C., ces sujets sont les propriétaires des moyens de production et les contrôleurs des moyens de production. Deuxièmement, toute réalité sociale comporte des projets, des desseins et des besoins appartenant aux sujets de l'action. Dans le M.P.C., ce projet dominant c'est la reproduction élargie du capital en tant qu'institution. Troisièmement toute réalité sociale comporte une source sociale de valeur sociale. Dans le M.P.C. cette source sociale de valeur c'est la force de travail des producteurs. Quatrièmement, toute réalité sociale comporte une forme, un code, un véhicule du projet, du dessein. Dans le M.P.C., la forme du projet est la plus-value. Cinquièmement, toute réalité sociale comporte une règle d'articulation, de conjugaison, de disposition des formes du projet. Dans le M.P.C. cette règle d'articulation des formes du projet c'est la loi de l'accumulation de la plus-value. D'ailleurs, c'est cette accumulation de la plus-value, engendrée par un rapport de violence, de vol, de non-équivalence et d'exploitation

dans les échanges sociaux, qui constitue l'origine du capital. Nous allons donc tenter dans cette première partie de la thèse de mettre en lumière ce rapport d'exploitation sociale que constitue le capital. D'ailleurs cette mise à jour du rapport d'exploitation capitaliste constitue la critique fondamentale de Marx à l'économie politique classique.

Notre projet est donc de dénoncer la nature du capital et du profit.

## 2 - RAPPORT SOCIAL DE PRODUCTION

Il est impossible de tirer de Marx une définition économique du capital car pour lui, les instruments de production ne sont pas plus du capital, en soi, qu'un nègre n'est en soi un esclave. Disons d'abord et avant tout que le capital est un rapport social de production. Considérés globalement, les rapports de production constituent selon Charles Bettelheim:

" Un système de places assignées aux agents de la production par rapport aux principaux moyens de production; ce système détermine la place des producteurs immédiats et éventuellement, celle des non-producteurs: ces places sont elles-mêmes rien d'autre que les lieux où s'exercent certaines fonctions..."  
(13)

Puisque nous sommes à définir les rapports de production il ne serait pas inutile de définir également les forces productives et les modes de production. Un mode de production...

"... est une articulation de forces productives et de rapports de production telle que dans sa définition la plus simple elle comporte une structure qu'on ne retrouve dans aucune (autre) articulation. " (14)

Quant aux forces productives, elles consistent dans le...

"... travail matériellement productif ... effectué par des travailleurs distribués à leur poste de travail à l'aide très généralement d'outils, en dépensant de l'énergie. " (15)

Le capital est donc un rapport de production c'est-à-dire selon la définition même des rapports de production, un système de places assignées aux agents de la production par rapport aux principaux moyens de production. Or ce système de places assignées aux agents de la production que constitue le capital, il se manifeste non pas immédiatement et directement, mais à travers une série de transformations successives qui constituent la condition même de l'existence du capital. Ainsi par exemple:

" Là où la force de travail est devenue marchandise, là les moyens de production deviennent capital, là le rapport marchand peut devenir la base de la société. " (16)

### 3 - RAPPORT SOCIAL D'EXPLOITATION

Ainsi la compréhension du rapport social concret d'exploitation que constitue le capital suppose ou nécessite toute une genèse théorique des concepts d'analyse tels la marchandise, la valeur d'échange, la plus-value, qui nous permettront de démasquer le capital et de comprendre le rapport social concret qu'est le capital. Nous émettons l'hypothèse que le rapport de production qui caractérise le M.P.C. se résume à la domination formelle et réelle du capital sur les travailleurs. De plus, cette domination se transforme en modèle constant de rapports humains c'est-à-dire que cette domination s'institutionnalise dans le salariat. Dans ce contexte la force de travail devient une marchandise.

" Ce rapport de production sur lequel repose le rapport d'exploitation caractérisée par l'existence du surtravail et de la plus-value, constitue les deux classes antagoniques du système capitaliste: la bourgeoisie et le prolétariat." (17)

A propos des classes sociales, Lénine les définissait comme:

" De vastes groupes d'hommes qui se distinguent par la place qu'ils occupent dans un système historiquement défini de production sociale

par leur rapport vis-à-vis les moyens de production, par leur rôle dans l'organisation sociale du travail donc par les modes d'obtention et l'importance de la part de richesse sociale dont ils disposent. " (18)

Dans les sociétés divisées en classes, la domination de l'idéologie ne suffit pas à assurer le pouvoir de la classe dominante, les rapports de production doivent donc être aussi doublés par des rapports politiques qui se concrétisent par la mise en place d'institutions et de moyens de répression (19). D'ailleurs,

" ... les institutions d'autorité qu'on peut qualifier de politique doivent correspondre le plus exactement possible au rapport des forces sociales dans leur relation à la productivité. Le pouvoir doit traduire fonctionnellement la prépondérance d'une classe dans l'ensemble des forces qui constituent le système social. " (20)

Or à partir du moment où naissent des antagonismes sociaux et où le consentement général devient irréalisable apparaît la nécessité de créer des institutions et des instruments susceptibles d'assurer la permanence d'une société qui engendre et entretient des conflits internes. Ces institutions nécessairement contraignantes et répressives, organisationnelles et administratives constituent ce qu'on appelle l'Etat (21). L'Etat reproduit donc les rapports économiques, son domaine est celui des institutions. L'Etat a pour objectif fondamental de légaliser un certain nombre

d'activités humaines et notamment la violence. Il faut que l'utilisation de la violence se présente comme la manifestation du droit tout court. Le rôle de l'Etat est de travestir le droit du plus fort en un droit qui serait le garant du bien pour chacun et pour tous. L'Etat c'est une institution dont la fonction principale est de sanctionner des modèles dominants de rapports humains. L'Etat a la capacité de reproduire et d'accumuler les différentes formes que peut prendre la légalité définie par l'Etat lui-même. C'est Marx qui dans "L'idéologie Allemande" écrivait:

" Chaque nouvelle classe qui prend la place de celle qui dominait avant elle est obligée, ne fut-ce que pour parvenir à ses fins, de représenter son intérêt comme l'intérêt commun de tous les membres de la société ou, pour exprimer les choses sur le plan des idées: cette classe est obligée de donner à ses pensées la forme de l'université, de les représenter comme étant les seules raisonnables, les seules universellement valables. " (22)

Néanmoins c'est un acte politique qui constitue le capitalisme.

" Le capitalisme est bien le résultat réel d'une action de classe, mais d'une classe qui se pose essentiellement comme politique. " (23)

Si nous voulons montrer le rapport d'exploitation capitaliste il nous faudra d'une part retracer tout le développement du concept de valeur d'échange. De plus il va falloir partir de la marchandise des économistes classiques pour la forcer à démasquer le capital. Précisons cependant, avant de faire la genèse théorique des concepts d'analyse du M.P.C. que ce n'est pas la valeur d'échange qui est la base du M.P.C., ni même la marchandise, mais plutôt le capital.

#### 4 - FONDEMENTS ET CONDITIONS D'EXISTENCE DU CAPITAL

Pour bien comprendre les fondements du M.P.C. ainsi que les conditions d'existence du capital nous croyons qu'il est utile d'avoir une intelligence claire de la notion de surproduit social et de son appropriation.

##### 4.1 - CONCENTRATION ET ACCUMULATION DU SURPRODUIT SOCIAL

De tout temps, la première obligation des formations socia-

les était la production de la vie matérielle. Peu à peu, dialectiquement, les hommes ont trouvé des moyens d'accroître la production tout en réduisant l'effort physique des producteurs qu'ils étaient. Par expérience, l'humanité a pris conscience que l'accroissement de la productivité du travail déterminait l'apparition d'un surproduit social. Or, ce surproduit social consista d'abord en un surplus permanent de vivres. La société pouvait dès lors nourrir des milliers d'hommes qui ne participaient plus directement à la production de vivres. Or la concentration de ce surplus devint une condition préalable pour son utilisation effective.

" Peu à peu par l'application de la contrainte, de la force, c'est-à-dire de l'Etat, s'établit un ordre social fondé sur l'abandon par les paysans des surplus de vivres aux maîtres " (24),

aux chefs. C'est ainsi que pris forme une couche supérieure de nobles, de seigneurs ou de prêtres s'appropriant le surproduit du travail social.

" Au-delà de la concentration et de l'accumulation du surproduit social, ces nouvelles classes possédantes ont rempli d'autres fonctions socialement nécessaires et progressistes, elles ont permis la différenciation du surproduit social grâce à son accumulation, elles ont permis et en partie assuré personnellement

grâce à leur loisir l'accumulation des techniques, des connaissances et règlements qui ont garanti le maintien et le développement des forces productives. "  
(25)

Or, même si elle est historiquement indispensable et justement à cause de cela, la technique de l'accumulation sert de justification à l'appropriation de larges privilèges matériels. Conséquemment, la notion de surproduit social qui plonge ses racines dans celles du surplus permanent des moyens, est essentielle pour l'analyse des rapports de production. De plus, l'accroissement du surproduit social, grâce à l'accroissement de la productivité du travail, a joué un rôle stratégique dans l'histoire humaine.

La nécessité primordiale du M.P.C. est l'accumulation du capital. Or le fruit de l'accumulation peut servir la collectivité elle-même ou devenir le monopole d'une petite classe supérieure, ceux qui contrôlent ou possèdent les moyens de production. Pour qu'une société subsiste il faut que sa production reproduise les stocks d'instruments de travail existants. Pour qu'une société progresse, il faut qu'elle accroisse la productivité moyenne du travail. Cependant l'accroissement du surproduit au-delà d'une limite étroite (réserve de vivres) n'est pas le résultat d'un développement autonome de l'économie. Il est le résultat de l'intervention de pressions externes, économiques (échange) ou sociales (appropriation du surplus par un pouvoir central ou une classe dominante).

#### 4.2 - LE FONDEMENT DE LA VALEUR DES MARCHANDISES ET DES BIENS.

L'apparition des échanges est donc le corollaire de la division sociale du travail. A partir du moment où le producteur renonce à produire la totalité des denrées dont il a besoin, il doit pour se satisfaire se procurer ces denrées auprès de d'autres producteurs. Ainsi, tant que la division du travail n'est pas très poussée, il est admissible que les quantités échangées soient des surplus. Or le concept d'échange implique que, peu à peu, la production n'est plus faite pour la réalisation immédiate des besoins du producteur mais plutôt pour l'échange. Dans une société où tous les individus indépendants devraient recourir à l'échange pour satisfaire leurs besoins et devraient ainsi produire pour le marché, le taux d'échange devient donc très important. Une telle société ne pourra continuer à survivre et à produire que si tous les producteurs ont le sentiment d'être rétribués justement pour leur travail. A partir du moment où nous sommes dans un contexte de division du travail social l'apport communautaire de chaque producteur doit être mesurable. La mesure commune d'organisation c'est le temps de travail. En d'autres mots, cet étalon objectif qui est à la base de toute l'organisation sociale c'est le temps de travail socialement nécessaire pour produire une marchandise. Cela signifie que les marchandises sont le produit du travail humainement social, c'est-à-dire, d'une partie du temps global qui

est disponible à une formation sociale et sur l'économie duquel la société est basée. C'est ce qui rend les marchandises commensurables car on sait que la valeur d'usage de deux marchandises exprimées dans leur qualité est incommensurable. Ce qui veut dire que ce n'est pas le nombre d'heures de travail effectivement dépensé (valeur individuelle ou locale) pour la fabrication d'un objet qui en détermine la valeur, mais plutôt le nombre d'heures de travail nécessaire (valeur sociale) pour la fabrication de l'objet dans les conditions moyennes de productivité de cette société à cette époque. Cependant, dès que la valeur des marchandises s'établit par la quantité de travail socialement nécessaire pour les produire, les producteurs maladroits, lents, travaillant avec des méthodes archaïques, sont pénalisés. C'est de cette façon que la loi de la valeur coordonnant les échanges sur une base objective et n'assurant que des équivalents à chaque marchandise échangée, réorganise à travers les procès de production et de circulation la répartition entre les différentes branches de production de l'ensemble des heures de travail disponible dans la société.

Par conséquent, c'est sur une base objective que s'effectue l'organisation de la répartition entre les branches de production de l'ensemble des heures de travail disponible à la société. Cette base objective d'organisation, c'est la valeur d'échange c'est-à-dire le temps de travail socialement nécessaire (T.T.S.N.) pour produire une marchandise.

" La valeur d'échange apparaît, "écrit Serge Latouche, " comme la proportion dans laquelle des valeurs d'usage d'espèces différentes s'échangent les unes contre les autres. Toutefois, dans l'échange il est fait totalement abstraction de la valeur d'usage des marchandises, seule compte la proportion. " (26)

Dans ce contexte nous devons donc conclure que la valeur d'échange de la force de travail est déterminée comme la valeur d'échange de toute marchandise c'est-à-dire par la quantité de travail nécessaire à sa production.

#### 4.3 - LA MARCHANDISE

C'est parce que le mode de production marchand simple implique le M.P.C. qu'il est indispensable que nous arrêtons, ici, sur la notion fondamentale de marchandise. D'abord, la marchandise ne s'impose pas comme une chose ou comme un ensemble de choses mais elle s'impose plutôt comme une logique. D'ailleurs le monde de la marchandise suscite une rationalité, le calcul, la quantification des choses.

Mais qu'est-ce au juste qu'une marchandise? Dans une certaine mesure l'on pourrait répondre que la marchandise est un pro-

duit concret mais qui a été abstrait de son environnement génétique: c'est-à-dire là où il a été créé.

Justement à cause de la logique de la marchandise, ce n'est que sur le marché que les producteurs et les produits paraissent avoir un caractère social. C'est-à-dire, paraissent avoir la valeur d'échange qu'ils incorporent. Le marché est une institution de la société, c'est un mode dominant de rapports humains d'échange. L'échange est un processus d'information, de communication, de prise de conscience. Hors du marché, le travail, les produits et les producteurs n'ont plus de caractère social mais privé. Il n'y a reconnaissance de valeur qu'à travers des modes dominants de produire, d'agir et de penser; c'est-à-dire qu'à travers des modèles, des cadres institutionnels de production de la vie matérielle, d'action sociale et de conscience sociale.

Or c'est la marchandise qui fournit la forme, le langage, le miroir de la société et non le travail social. La force de travail est considérée comme une marchandise, c'est-à-dire une valeur d'échange impliquant une valeur d'usage. Il n'y a communication qu'à travers la marchandise qui est le médium d'information, la valeur dominante. Le contenu de la forme, le travail incorporé dans la marchandise s'estompe, est occulté derrière le médium qui devient lui-même médium et message, signifiant et signifié. Ainsi l'ensem-

ble des travaux concrets est réduit à un travail abstrait, le temps de travail socialement nécessaire. Il y a abstraction du message c'est-à-dire du travail, de l'homme, de sa qualité et de sa signification. Il y a abstraction de la valeur d'usage. L'ensemble des travaux humains différents, l'ensemble des messages différents sont réduits à un médium, à un signifiant unique: la valeur d'échange, le temps de travail socialement nécessaire. Or ce temps de travail il est socialement nécessaire mais à quoi? On impose donc à la société une nécessité formelle c'est-à-dire la production de valeurs d'échanges, de marchandises et l'échange institutionnalisés de ces marchandises. La finalité dominante de cette production et de cet échange ce n'est pas la jouissance sociale de la production sociale ni la satisfaction des besoins des hommes ni le développement des forces productives mais plutôt la reproduction élargie d'un univers de marchandises: c'est-à-dire la reproduction élargie de rapports marchands, de production et d'exploitation entre les hommes. Ce rapport marchand de production et d'exploitation c'est le capital, c'est-à-dire du surtravail social exploité et accumulé sous forme de plus-value.

La production dominante est une production de marchandises et l'échange social dominant est un échange de marchandises. De plus, ce genre de production et d'échange, est déterminé comme la nécessité sociale dominante. La marchandise dominante n'est pas la force de

travail humaine. La marchandise dominante c'est le capital qui domine les travailleurs et leur force de travail. Cette domination est constante et se reproduit via une institution, un modèle de rapports humains que constituent le salaire; le salariat. Les marchandises ne seront pas échangées en tant que produits du travail social mais en tant que produits de capitaux sociaux dominant et exploitant le travail social humain et l'incluant dans leur définition ( $C + V + p_l$ ). Dans la définition de la force de travail-marchandise n'est incluse que la reproduction simple de la force de travail (T.T.S.N.). Tandis que dans la définition du capital est incluse la reproduction simple de la force de travail-marchandise (dominée et exploitée par le capital-marchandise dominante), est incluse également la reproduction simple du capital constant plus le surproduit social issu du procès de production. Ce surproduit social est affecté, de façon violente, notamment à l'élargissement de la reproduction simple du capital constant. Dans le M.P.C., chacun retire de la société des bénéfices exactement proportionnés à sa mise sociale. Cette mise sociale, c'est la valeur d'échange de la marchandise mise en jeu. Ce peut être la force de travail, sa valeur est limitée à sa reproduction simple. Ce peut être aussi le capital; sa valeur s'étend à sa reproduction élargie. Cette croissance du capital qui détermine la croissance des forces productives, équivaut à la croissance de la domination du capital sur la force de travail. Car, en réalité, les instruments de production, suivant le mot de Marx, ne

sont pas plus du capital en soi qu'un nègre n'est en soi un esclave. Il est donc impossible de tirer de Marx une définition économique du capital, le capital est un rapport de production. C'est pourquoi nous disons que dans le M.P.C. l'activité de production est à la fois production de marchandises et reproduction de rapports sociaux. A cause de la logique du capital et de la marchandise capitaliste, la vie produite par le M.P.C. est une représentation sans contenu, insignifiante. La vie n'est qu'une structure, une forme sans substance, qu'on évalue à partir de sa quantité. Dans le M.P.C., la vie est homogène, la valeur individuelle des êtres n'intéresse pas le capital, la qualité de la vie est liquidée ou presque. Seules les quantités homogènes intéressent le mode pour ne pas dire "la mode". Au diable les substances différentes!

Ainsi pour mesurer la valeur d'échange, il faut que le travail dépensé soit homogène, indifférencié. Il s'agit bien de réduire l'ensemble des travaux concrets, locaux et individuels à un travail abstrait et social, c'est-à-dire le T.T.S.N.. Cependant, cette genèse théorique des concepts de valeur d'échange et de marchandise ne nous a pas permis encore de situer le secret de la plus-value et d'apporter une définition claire de celle-ci. Si nous voulons démasquer le capital et mettre en lumière c'est-à-dire dévoiler le secret de la plus-value, il nous faudra préciser d'abord certaines choses. D'abord,

" Aussi longtemps que le produit du travail est plus ou moins égal aux frais de l'entretien du travail (c'est-à-dire aux moyens de subsistance du producteur et de sa famille) il n'existe pas de base objective pour l'exploitation organisée de la force de travail. " (27)

D'autre part comme l'écrit Serge Latouche:

" Le surplus qui apparaît dans les sociétés humaines au moins depuis le Néolithique, repose sur la même recette que l'exploitation capitaliste: consommer moins que ce que l'on produit. Toutefois le contrôle et la reproduction du surplus passent alors par des rapports manifestement violents. " (28)

Or dans le M.P.C., le vol et la violence sont censés disparaître de la surface des phénomènes. En effet, le mode de production qui repose sur l'échange implique nécessairement qu'en règle générale les marchandises s'échangent à leur valeur. Ainsi dans le M.P.C., les rapports entre les hommes sont occultés par les rapports entre les choses. La liberté et l'égalité règnent mais d'abord dans l'univers des marchandises.

" Cette projection de la réalité sociale ", écrit Serge Latouche, " dans les choses, constitue le premier moment de la dialectique de l'aliénation et correspond au fétichisme de la marchandise. La liberté humaine est d'abord liberté du marché: les échanges sont libres et la liberté des contrats est d'abord celle d'une marchandise, la force de travail." (29)

Cependant Marx n'élabore pas une théorie positive des prix et du salaire. Au contraire Marx fait une critique de la théorie classique des prix et du salaire. Marx ne pense pas vraiment que le salaire soit le coût de reproduction de la force de travail objectivement déterminé, ni que les marchandises s'échangent à leur valeur. En effet, pour Marx, la loi d'échange des marchandises à leur valeur, n'est pas applicable parce que le capitalisme résulte de l'abandon forcé par les producteurs de leurs matières premières et de leurs moyens de production. Le capitalisme résulte de l'apparition de l'achat du travail (A - T -). C'est uniquement quand le capital s'empare de la production que le surplus se détermine, se transforme en plus-value. Il est important de préciser que la production du surplus et de la plus-value, que l'expropriation des producteurs du surplus et de la plus-value et que l'appropriation privée par le capital du surplus et de la plus-value, s'effectuent naturellement derrière la circulation monétaire. C'est pourquoi nous écrivons que l'appropriation ou l'accaparement par une partie de la société humaine ( la classe sociale des capitalistes) du surproduit social produit par l'autre partie de cette société (le salariat) provoque la généralisation de la production de marchandises, l'accumulation primitive du capital-argent et sa circulation en vue de s'accaparer la plus-value. Dans ce contexte la condition indispensable à l'augmentation de cette plus-value; c'est l'accroissement de la productivité

du travail, laquelle est encouragée par la minorité qui possède les matières premières, les moyens de production, le capital. C'est ainsi qu'une productivité moyenne de travail accrue apparaît non pas pour permettre à toute la société de réaliser une économie de temps de travail mais pour assurer à une partie de la société les bénéfices de cette productivité accrue, en soumettant à un effort plus dur l'autre partie de la société. Par conséquent,

" Le capital c'est l'aboutissement de l'histoire de l'appropriation du surproduit social par une partie de la société aux dépens d'une autre et non pas l'aboutissement de l'histoire de l'économie du travail humain effectué au profit de la société humaine dans son ensemble. " (30)

Or, si le capitalisme n'est pas l'aboutissement de l'histoire de l'économie du travail humain et de la libération de l'effort physique (production de moyens de subsistance) effectués au profit de la société humaine dans son ensemble, c'est que la technique de l'accumulation sert de justification à l'appropriation de larges privilèges matériels et autres. Qu'on se réfère, ici, à ce que Guy Dhoquois écrivait à propos du communisme primitif qui se désagrège.

" Les hiérarchies sociales sont apparues, se sont consolidées grâce à la division du travail qui confiait à certains des fonctions sociales fondamentales qui en faisaient les mandataires de la communauté,

qui leur donnaient pouvoir, prestige et une part plus grande du surproduit. Pouvoir veut dire possibilité plus ou moins grande d'infléchir l'action des autres hommes. Il introduit un rapport dissymétrique. Ce rapport est ici politico-social. " (31)

La technique de l'accumulation du surproduit social peut se pratiquer seulement de deux manières, c'est-à-dire socialement ou privément. Or le M.P.C. est basé sur la privatisation de l'accumulation du surproduit social. En effet, l'on sait que les fonctions d'organisation, de production de la vie et d'accumulation des moyens de produire sont des fonctions indispensables dans les procès de production. Or les capitalistes comprenaient qu'en s'emparant privément de cette technique de l'accumulation (et de la gestion) du surproduit social et en devenant des spécialistes de cette technique, ils devenaient par le fait même des acteurs indispensables au sein de leur société.

#### 4.4 - LA PLUS-VALUE ET L'APPROPRIATION PRIVEE PAR LES CAPITALISTES DE LA PRODUCTION ET DU SURPRODUIT SOCIAL.

C'est Charles Bettelheim qui répond à la question que nous nous posions précédemment à savoir, quelle est la nécessité sociale dans le M.P.C. impliquée par le concept de travail socialement nécessaire. La réponse de Bettelheim est la suivante:

" La nécessité sociale impliquée par le concept de travail socialement nécessaire est celle de l'appropriation du surtravail. C'est celle-ci qui est la fin même du M.P.C. tandis que la satisfaction des besoins (de l'homme) ou de la demande n'est qu'un moyen... "  
(32)

de produire de la plus-value ou de l'accroître. Selon nous, l'appropriation du surtravail dans le M.P.C., s'effectue dans un contexte de coercition économique. En effet, le M.P.C. est un mode où la coercition économique est le moyen déterminant de la domination politique. Le capital c'est le mode ou la façon qu'utilise la classe des capitalistes pour obtenir sa part de richesse sociale. Si nous voulons utiliser les termes de Lénine nous dirons donc que les capitalistes se distinguent des autres classes sociales par leur mode d'obtention de leur part de richesse sociale. Ainsi le capital constitue le modèle dominant d'obtention de la part de richesse sociale. Le capital peut donc se définir comme la norme sociale dominante orientant grâce à la coercition économique l'allocation des ressources sociales disponibles. Evidemment, cette allocation des ressources sociales disponibles elle est déterminée et engendrée par un rapport social de violence, de vol, de non-équivalence et d'exploitation dans les échanges sociaux. Ce rapport humain de non-équivalence dans les échanges sociaux c'est le capital. Pourtant nous avons vu précédemment qu'un

mode de production comme le M.P.C. qui repose sur l'échange implique nécessairement qu'en règle générale et en moyenne, les marchandises s'échangent à leur valeur. Or, la loi de la valeur en tant que système de places et de fonctions des agents vis-à-vis des moyens de production ne peut s'exercer correctement et dominer entièrement le M.P.C.. Car les marchandises sont produites non pas par du travail à l'aide d'instruments de production mais par du capital utilisant du travail. Le problème en fait, c'est que les marchandises ne sont pas échangées simplement en tant que produits de la force de travail et du travail, à l'aide d'instruments de production mais plutôt en tant que produits de capitaux (utilisant du travail) qui prétendent participer à la masse totale de la plus-value proportionnellement à leur valeur.

C'est la rationalité du capital lui-même qui implique un taux de profit uniforme. Car les marchandises sont issues de branches de production différentes employant des capitaux ayant une structure différente (le travail vivant y est plus ou moins important par rapport aux moyens de production). Ainsi le prix des marchandises doit comprendre une part du profit proportionnelle à l'importance du capital. Pourtant il y a une contradiction. Car, en effet, ce ne sont pas toutes les marchandises qui, dans le mode de production capitaliste, s'échangent à leur valeur. En effet, il existe une contradiction c'est que la loi d'échange des marchandises à leur valeur n'est

pas applicable à toutes les marchandises au sein du M.P.C..

Enoncé de façon globale et abstraite la contradiction qui marque les rapports de production capitalistes quotidiennement, c'est celle entre la socialisation de la production (et des risques qu'elle entraîne) et une privatisation du surproduit social (et des bénéfices qu'il implique). En réalité, cette contradiction globale et abstraite elle s'explique par une contradiction plus fondamentale et plus particulière c'est la suivante: il n'y a aucun lien entre la valeur que coûte la force de travail employée comme marchandise par les capitalistes et, la valeur que la force de travail crée. N'oublions pas que dans la logique de la loi de la valeur, le prix de la force de travail comme marchandise est, comme celui de toute marchandise, déterminé par la quantité de travail nécessaire à sa production. Cependant, le salarié, le producteur se livre à son employeur sans restriction et en toute liberté pour une certaine durée journalière précisée par un contrat de travail ou imposée par une loi. C'est donc à l'employeur qu'il appartient, à partir de ce moment, d'utiliser la force de travail pour lui faire suer la valeur par toutes les pores de la peau. C'est ici qu'on retrouve le caractère en apparence productif du capital. En effet le capital semble produire de la plus-value parce que et dans la mesure où il permet d'employer dans le processus de production une marchandise qui crée plus de valeur qu'elle n'en consomme: la force de travail. Le capitaliste peut donc, dans ce contexte,

réaliser une plus-value sur son capital tout en vendant ses marchandises au prix normal et équitable. En tant que valeur produite par des capitaux, toute marchandise (M) apparaît comme une addition de trois éléments: du capital constant (C), du capital variable (V) et de la plus-value (pl). On a donc  $M = c + v + pl$ . Or pour les capitalistes, l'équivalent économique et comptable de  $(c + v)$  c'est le coût de production de la marchandise. Le profit du capitaliste est donc constitué par la différence entre le prix de marché de la marchandise et le coût de production. Alors le profit apparaît comme un excédent engendré par la masse du capital mais sans qu'on s'occupe de la structure même du capital ni de sa nature. C'est Serge Latouche qui écrit:

" La plus-value de Marx n'est pas le profit du capitalisme naissant, (...) elle est un concept critique non quantifiable... "  
(33)

En effet, la plus-value n'a rien à voir avec la réalité concrète puisqu'elle est mise en évidence à partir de la critique de l'idéologie bourgeoise appelée économie politique. (34)

Nous pouvons donc affirmer que la plus-value ne peut provenir ni de l'achat pur et simple de marchandises ni de la vente (A - M - A'). En effet au niveau de l'achat (A - M) il n'y a qu'échange de valeur contre valeur égale. Tandis qu'au niveau de la vente de

marchandises (M - A') il n'y a que la réalisation pure et simple sur le marché d'une valeur déjà existante. Ainsi le secret de la plus-value ne peut se situer qu'entre l'achat et la vente de marchandises c'est-à-dire dans l'utilisation productive par le capital d'une marchandise qui engendre de la valeur. Il faut que ce ne soit pas la même marchandise qui soit achetée et vendue par les capitalistes. Il faut que la marchandise vendue contienne plus de valeur que la marchandise achetée. On doit donc trouver une marchandise qui possède la propriété d'engendrer de la valeur, créatrice de valeur. Une marchandise qui créerait plus de valeur qu'elle n'en coûterait. Cette marchandise c'est la force de travail. La plus-value équivaut donc à la différence entre la valeur créée par la force de travail au cours du cycle total du capital productif  $(A - M - \left\{ \begin{array}{l} T \dots, P, \dots M' (M + m) - A' (A + a) \\ M_p \end{array} \right\})$  et la valeur que coûte la force de travail aux capitalistes sur le marché.

Cette plus-value, elle constitue l'origine du capital. En effet, le capital n'apparaît que comme plus-value accumulée. Ainsi le procès de production capitaliste n'est pas tout simplement un procès de production d'objets de consommation ni même de marchandises mais un procès de production de plus-value. En effet, la fabrication de marchandises n'est pas, pour le producteur capitaliste, une fin en soi mais seulement un moyen en vue de s'approprier la plus-

value. Or tant que la plus-value restera contenue dans la forme marchandise cette plus-value est inutile pour le capitaliste. Celui-ci est obligé de réaliser la plus-value c'est-à-dire, de la transformer en argent. Par conséquent, c'est seulement quand toutes les marchandises auront été échangées d'après leur valeur contre de l'argent que le procès de production capitaliste aura atteint son but. Cependant le but de ce procès de production n'est pas uniquement la plus-value mais une plus-value qui croît constamment c'est-à-dire qui se multiplie et qui se reproduit. Cette croissance de la plus-value ne peut être obtenue que par la production capitaliste c'est-à-dire par l'appropriation d'un travail salarié non-rémunéré au cours d'un procès de fabrication de marchandise suivi d'une réalisation de ces marchandises sous la forme de l'argent. Il faudra donc élargir la production capitaliste si l'on veut élargir la plus-value. C'est la plus-value accumulée c'est-à-dire la plus-value transformée en capital (capital constant, capital variable) qui permettra une reproduction élargie du capital. C'est à travers cette reproduction élargie du capital que s'effectue la croissance du capital. Ainsi, cette croissance du capital équivaut dans son essence même à l'accumulation du capital. Il ne faut pas oublier cependant que la croissance du capital cela signifie la croissance de la domination du capital sur le travail qui se trouve toujours plus assujetti au capital proportionnellement à la reproduction élargie et à l'accumulation du capital.

C'est avec l'introduction de cette notion d'accumulation du capital que se termine la genèse théorique des concepts d'analyse du M.P.C. que nous avons entreprise dans le but de démasquer le capital. Nous espérons grâce à cette genèse théorique des concepts d'analyse tels la marchandise, la valeur d'échange et la plus-value provoquer une compréhension claire du rapport social concret d'exploitation que constitue le capital. Avec la prochaine section, nous allons introduire la contradiction fondamentale du procès d'accumulation du capital. Cette contradiction, elle apparaît sous une double forme au niveau des déterminations économiques: contradiction création - réalisation, contradiction de la dévalorisation du capital. Cette contradiction fondamentale nous amènera à notre objectif principal, c'est-à-dire, l'analyse de l'intervention étatique dans le procès d'accumulation du capital.

C)- L'ACCUMULATION DU CAPITAL ET LES  
CONDITIONS SPECIFIQUES DE L'ELAR-  
GISSEMENT DU M.P.C.

1 - LA REPRODUCTION ELARGIE

Pour Marx comme pour Rosa Luxemburg, l'accumulation du capi-

tal constitue la condition même de la reproduction élargie du capital. En effet selon Rosa Luxemburg l'élargissement de la production de plus-value est généralement obtenu au moyen d'un accroissement du capital, mais celui-ci est obtenu au moyen de la transformation d'une partie de la plus-value produite en capital. A ce sujet, peu importe, d'ailleurs, que la plus-value capitaliste soit employée à l'extension de l'entreprise déjà existante ou à la création d'une entreprise nouvelle.

" La reproduction élargie dans le sens capitaliste reçoit par conséquent son expression spécifique d'accroissement de capital au moyen d'une capitalisation progressive de la plus-value, ou, comme dit Marx, de l'accumulation du capital. " (35)

On peut donc affirmer que la base sur laquelle repose la reproduction élargie du capital c'est l'emploi d'une partie croissante de plus-value à des fins productives et non à des fins de consommation personnelle. C'est Rosa Luxemburg, encore qui affirme que la reproduction élargie en tant qu'accumulation du capital est liée à toute une série de conditions particulières. Selon elle, ces conditions sont les suivantes:

" Première condition: la production doit créer de la plus-value, car la plus-value est la forme élémentaire sous laquelle seul l'accroissement de la production est possible dans le sens capitaliste. (...)  
Deuxième condition: afin que la plus-value destinée à l'élargissement de la reproduction soit appropriée, il faut (...) qu'elle soit

réalisée c'est-à-dire transformée en argent. Cette condition nous amène sur le marché, où les chances de l'échange décident du sort de la plus-value, par conséquent aussi de la reproduction future. Troisième condition: en supposant qu'on a réussi à réaliser la plus-value et à transformer une partie de cette plus-value réalisée en capital en vue de l'accumulation, le nouveau capital doit revêtir la forme productive, c'est-à-dire se transformer en moyens de production figés et en force de travail... " (36)

A propos de la deuxième condition dont parle Rosa Luxemburg le moyen indispensable pour que la plus-value soit réalisée sur le marché c'est l'existence d'une demande solvable de marchandises. Cette demande solvable est une condition importante du M.P.C. sur laquelle nous reviendrons subséquentement.

## 2 - COMPOSITION ORGANIQUE DU CAPITAL ET CONCURRENCE -

Quant à la troisième condition, c'est-à-dire la nécessité pour le nouveau capital de revêtir la forme productive, cette condition se rapporte à la forme spécifique que prend l'accumulation du capital dans la réalité concrète c'est-à-dire un changement qualitatif constant dans la composition du capital. En effet, nous faisons référence ici à une loi découverte par Marx qui dit que la partie constante du capital (capital constant) croît constamment

par rapport à la partie variable (capital variable) du capital dépensée en salaires. Cette loi découverte par Marx c'est la tendance à l'élévation continue de la composition organique du capital. Il faut préciser ici que la composition organique du capital n'est pas un indice technique mais plutôt l'expression du degré d'aliénation du travail ou un indice de la domination de la force vivante de travail par le capital en tant que travail humain passé, stigmatisé et occulté dans la marchandise issue du procès de production et approprié privément par les capitalistes. La composition organique du capital c'est le rapport  $\frac{c}{v}$ , c'est-à-dire le rapport du capital constant sur le capital variable, le rapport  $\frac{c}{v}$  tend à s'élever. A vrai dire  $\frac{c}{v}$  n'est que l'indice de la composition organique, sa véritable expression serait plutôt  $\frac{c}{(v+pl)}$  c'est-à-dire le rapport du travail aliéné sur le travail vivant. Or si le capital constant croît toujours par rapport au capital variable c'est à cause de la hausse constante de la productivité du travail. Cette hausse de la productivité du travail est due en grande partie au progrès technique. Avec le progrès technique, le travail vivant humain est en mesure de mettre en mouvement et de transformer en produits, en un temps de plus en plus court, des masses de plus en plus considérables de moyens de production. Au point de vue capitaliste cela signifie une diminution continue des dépenses consacrées au travail vivant, au salaire, par rapport aux dépenses consacrées aux moyens de production fixes. De plus, ce progrès technique de la

production, il s'effectue généralement sous le poids de la concurrence entre les capitalistes. En effet, la concurrence est une loi inéluctable du M.P.C.. Cependant ce n'est pas seulement la soif de plus-value ou de profit qui, dans le M.P.C., constitue la force motrice provoquant l'élargissement illimité de la production du capital et de la reproduction du capital. Car sous le règne de la concurrence, cet élargissement illimité (ou presque) de la production du capital et de la reproduction du capital constitue une condition sine qua non d'existence économique pour l'industrie capitaliste. En effet, pour échapper à la loi de la concurrence les capitalistes doivent investir toujours davantage et introduire des techniques nouvelles s'ils veulent accroître leurs profits et leurs avantages relatifs. L'introduction de nouvelles techniques, de nouvelles machines plus nombreuses et plus puissantes rend inutile une partie toujours plus importante de travailleurs. Il faut cependant préciser que c'est au stade du capitalisme des petites entreprises que la loi de l'accumulation du capital est aggravée par le jeu de la concurrence.

Si dans un premier temps on suppose que le taux de plus-value reste constant, alors en raison de la loi tendancielle de l'élévation de la composition organique que l'on vient de décrire précédemment, le taux de profit devrait normalement tendre à baisser. Mentionnons ici que le taux de plus-value manifeste l'accroissement de

valeur du capital variable dans son entier et mesure l'extorsion du capital. Le taux de plus-value est égal au rapport de la plus-value sur le capital variable soit:  $\frac{pl}{v}$ . Le taux de plus-value c'est le degré d'exploitation de la force de travail.

Quant au taux de profit c'est le rapport de la plus-value sur le capital total. L'expression du taux de profit en termes marxistes est  $\frac{pl}{c + v}$ . En résumé, si le rapport  $\frac{pl}{v}$  est constant et si la tendance de l'élévation de la composition organique se manifeste, c'est-à-dire augmentation de "c" par rapport à "v" dans ce cas, le rapport de  $\frac{pl}{c + v}$ , c'est-à-dire le taux de profit, doit nécessairement tendre à baisser. Ainsi, en bref, la tendance à la baisse du taux de profit est liée à la tendance à la hausse de la composition organique du capital. Or, c'est sous l'effet de la concurrence que les taux de profit s'uniformisent et forment un taux général des profits qui est, en quelque sorte, la moyenne de tous les taux différents de profits. En effet, dans un système concurrentiel, les capitalistes ne peuvent retirer du marché toute la plus-value qu'ils ont créée, ils en retirent seulement la part de la plus-value sociale correspondant au taux de profit moyen sur le capital investi. Pourtant ces taux de profit devraient logiquement être différents puisque les mêmes quantités de capitaux mettent en mouvement des quantités de travail vivant humain différentes suivant les branches. Cependant la concurrence des capitaux tend à égaliser les taux de profit dans les différentes sphères. Ainsi, à travers la concurrence

des capitaux et des marchandises se produit un transfert de valeur et de plus-value des secteurs à productivité basse, vers les secteurs à productivité élevée. Ainsi la péréquation du taux de profit moyen modifie le partage de la plus-value en favorisant les entreprises à composition organique du capital élevée. Ce faisant, la péréquation répond à la loi de l'accroissement progressif de la partie constante du capital. Nous ne perdons pas de vue que les marchandises ne sont pas échangées simplement en tant que produits du travail humain mais en tant que produits de capitaux qui prétendent participer à la masse totale de la plus-value, proportionnellement à leur grandeur. Ainsi pour que la production capitaliste se développe à partir des branches dynamiques, des branches d'entraînement, il faut que le profit soit proportionnel à la grandeur du capital investi.

Cependant, la valeur produite par un secteur ou par une industrie qui est rémunérée par le marché, cette valeur est évaluée en fonction d'une composition organique moyenne et d'une productivité sociale moyenne. Ainsi, ce n'est pas toute la valeur produite par un secteur ou une industrie, c'est-à-dire que ce n'est pas tout le temps de travail localement (dans l'industrie ou secteur) nécessaire pour la production de marchandises et de valeur d'échange qui est rémunéré par le marché mais seulement le temps de travail socialement nécessaire pour la production de cette marchandise

et l'épargne de ce temps de travail socialement nécessaire. Par conséquent, plus la composition organique du capital est forte, plus elle attire des transferts de plus-value sociale. Plus la composition organique est faible, plus elle fournit aux autres branches des transferts de plus-value sociale.

### 3 - LA CONTRADICTION FONDAMENTALE ET SES FORMES

Mais revenons un instant encore sur le rapport entre la tendance à la baisse du taux de profit et la tendance à la hausse de la composition organique du capital. Car chez Marx la loi de la baisse tendancielle du taux de profit est l'expression de la nature profondément contradictoire du capital puisque plus le capital s'accroît, plus il détruit sa raison d'être c'est-à-dire le profit. Les capitalistes peuvent toujours s'efforcer et contre-carrer la tendance à la baisse du taux de profit et limiter les contradictions par l'intervention étatique, la dévalorisation du capital, le recours à l'extérieur, l'impérialisme, etc... . Cependant, il n'en demeure pas moins que la baisse tendancielle du taux de profit constitue la manifestation de la contradiction fondamentale et de l'opposition entre le développement des forces productives et les rapports sociaux de production. Cette contradic-

tion elle prend des formes plus spécifiques. Ainsi, on peut dire que la contradiction fondamentale du M.P.C. c'est la contradiction entre le caractère public de la répartition du capital produit et, d'autre part, le caractère privé de l'accumulation, de la concentration de ce capital produit. Plus explicitement on peut écrire que cette contradiction fondamentale c'est celle entre d'une part les conditions sociales de l'accumulation de la plus-value à l'intérieur de l'entreprise privée de production de capital et d'autre part, les conditions sociales de répartition de la plus-value entre les groupes organisés (pluralisme) et les individus. Ce que nous tenterons de démontrer dans les prochaines pages c'est que la contradiction fondamentale du M.P.C. c'est celle entre les conditions d'accumulation du capital et les conditions de mise en valeur du capital, c'est-à-dire l'absorption du capital. Ainsi la contradiction c'est celle entre le procès de création de plus-value en vue de l'accumulation et d'autre part le procès de réalisation de la plus-value. Or cette répartition de la plus-value, elle s'effectue sur la base d'une supériorité en mise sociale des individus et des groupes organisés, mise sociale en capital (constant et fixe) ou en capacité positive notamment d'organiser la reproduction sans cesse élargie du capital ou la capacité de soutenir cette reproduction élargie. Cette supériorité en mise sociale reconnue (capital constant et fixe ou compétence privilégiée par le M.P.C.),

elle équivaut à l'inégal développement entre les individus, entre les groupes, les industries, les branches et les nations. Or, à la suite d'Henri Lefebvre nous affirmons que tout échange formel et substantiel d'informations et de matières est par essence inégal. Et ce même s'il se produit sur une base de différence qualitative de capacité ou sur une base de supériorité en capacité. Mais nous reviendrons plus loin sur cet aspect important de l'échange social. Pour le moment, ce que nous tenterons de démontrer dans les prochaines pages, c'est la contradiction entre le développement majeur de la capacité de production et le développement beaucoup plus restreint de la capacité de consommation des masses. Selon nous, la crise capitaliste est, dans ce sens, une crise de surproduction de valeurs d'échange, il y a une insuffisance de la demande solvable de marchandises. Ainsi cette crise est l'expression d'une disproportion entre les deux grands secteurs de la production: celui qui produit des biens de consommation (secteur II) et le secteur qui produit des biens de production ou d'équipement (secteur I). Ainsi la crise de surproduction est l'expression selon nous de l'évolution non compatible du secteur I et du secteur II. Elle est l'expression de l'impossibilité d'intégrer entièrement les travailleurs à l'évolution de la production capitaliste. Il y a donc une capacité de production plus grande qu'une capacité de consommation. Notre brève étude de la baisse tendancielle du taux de profit et de la tendance à l'élé-

vation de la composition organique du capital nous amène à penser qu'il n'y a pas de limite à l'accumulation du capital et partant, à l'élévation de la composition organique du capital, si des limites existent elles résident dans la rareté des matières premières et dans le degré de développement de la technologie et des connaissances en rapport avec la production. Pourtant, il existe des limites à la réalisation de la plus-value et, partant, à l'accroissement de la plus-value. Ces limites à la réalisation de la plus-value tiennent dans les rapports de production, c'est-à-dire dans les proportions respectives des diverses branches de production et dans la capacité de consommation de la société. C'est Marx qui écrivait que:

" Bien que le profit résulte uniquement du surtravail donc uniquement de l'emploi de capital variable, le capitaliste individuel peut penser que le travail vivant est l'élément le plus onéreux de son coût de production, c'est-à-dire, celui qu'il faut avant tout réduire au minimum. C'est là simplement la forme faussée par le langage capitaliste d'une chose juste: l'emploi relativement plus important de travail passé comparativement au travail vivant signifie une plus grande productivité du travail social et une plus grande richesse sociale. " (37)

Evidemment, l'élévation de la composition organique du capital et l'investissement à économie de main-d'oeuvre (labor-saving) signifie une plus grande productivité du travail social et une plus grande richesse sociale. Pourtant l'introduction de nouvelles ma-

chines et de nouvelles techniques rend inutiles des fractions toujours plus importantes de la classe ouvrière. Ces fractions viennent rejoindre les rangs de l'armée industrielle de réserve. Par conséquent, le nombre d'ouvriers productifs diminue relativement à l'accumulation du capital c'est-à-dire à l'élévation de la composition organique du capital. Or le fait que les progrès techniques entraînent un accroissement régulier du capital constant par rapport au capital variable, c'est-à-dire une plus grande productivité du travail, ce fait est lourd de conséquences pour la reproduction élargie du capital. En effet à la suite de la mise en valeur de fractions toujours plus importantes de travail exproprié (capitalisation en capital constant) moins d'ouvriers sont employés par unité de capital et la part des biens de consommation nécessaires à l'entretien des ouvriers baisse par rapport au produit global de la société. Il s'ensuit une disproportion toujours plus marquée entre production et consommation, la masse du surproduit pouvant de moins en moins être réalisée à l'intérieur d'une société purement capitaliste. Ainsi, la hausse de la productivité du travail signifie une baisse du T.T.S.N. pour produire les marchandises nécessaires à la reproduction de la force de travail, donc une baisse de la valeur de la force de travail. Dans ce sens, le système capitaliste témoignerait d'une tendance à un déficit croissant de moyens de production et à un excédent croissant de biens de consommation. Cette situation de surproduction tient selon nous au fait que dans le M.P.C. la construction des équipements productifs est décidée en dehors de toute considération des besoins autres que les

besoins des capitalistes qui sont des besoins de profit, alors que ces équipements productifs ne peuvent, en fin de compte être utilisés que pour satisfaire les besoins des hommes. Or, c'est chez Marx dans le livre III du capital que nous trouvons la théorie du processus capitaliste global et de son développement. De plus c'est Rosa Luxemburg, qui écrit que:

" L'idée fondamentale de cette théorie (du processus capitaliste global et de son développement) est la contradiction immanente entre la capacité illimitée d'expansion des forces productives et la capacité limitée d'expansion de la consommation sociale basée sur les rapports de distribution capitalistes. " (38)

#### 4 - OU EST LA DEMANDE ECONOMIQUE DU SURPRODUIT ?

Or, il ne faut pas oublier que la plus-value capitaliste pour pouvoir être accumulée, doit absolument revêtir la forme de l'argent. Ainsi, ce qu'il nous faut trouver, c'est la demande économique du surproduit. Comme dit Marx: d'où vient l'argent pour payer la plus-value accumulée? Où est donc la demande pour la plus-value accumulée? L'on sait qu'en vue de l'accumulation une partie de la plus-value n'est pas consommée par les capitalistes mais elle est transformée en capital en vue de l'élargissement de la production. Or, on se demande où sont les acheteurs pour ce produit supplémentaire que les capitalistes eux-mêmes ne consomment

pas et que les ouvriers peuvent encore moins consommer étant donné que leur consommation est totalement couverte par le montant du capital variable? La réponse à ces questions nous sera donnée par Rosa Luxemburg.. En effet, selon elle pour que l'accumulation du capital ait lieu, c'est-à-dire pour que la production soit élargie, il faut que le M.P.C. respecte deux conditions fondamentales d'une part l'accumulation du capital ne peut se faire que dans les deux sections (I et II) à la fois et seulement à la condition que la section des moyens de consommation augmente chaque fois son capital constant dans la mesure exacte où les capitalistes de la section des moyens de production augmentent leur capital variable et leur fond de consommation personnelle. Il faut cependant une autre condition à savoir une augmentation de la demande solvable des marchandises. Ainsi la question qu'on se pose c'est d'où vient la demande constamment croissante qui est à la base de l'élargissement croissant de la production et du capital. Selon Rosa Luxemburg, cette demande solvable de marchandises elle ne peut pas provenir des capitalistes eux-mêmes c'est-à-dire de leur propre consommation personnelle. En effet, ce n'est qu'une partie de la plus-value qui est employée à la consommation personnelle des capitalistes. Car la base de l'accumulation du capital est précisément la non-consommation de la plus-value, par les capitalistes. Ainsi, Rosa Luxemburg pose la question:

" Pour qui produit donc cette autre partie, celle qui est accumulée, de la plus-value? " (39)

Selon Rosa Luxemburg, les ouvriers ne peuvent constituer cette nouvelle demande solvable de marchandises. En effet, selon elle, la classe capitaliste

" ne donne à la classe ouvrière, dans son ensemble, qu'un bon sur une part exactement déterminée du produit social total pour le montant du capital variable. Si par conséquent les ouvriers achètent des moyens de consommation, ils ne font que rendre à la classe capitaliste la somme de salaires reçue par eux, le bon pour le montant du capital variable. " (40)

Ainsi à la question: quels sont les acheteurs du surproduit de la section I et de la section II? Rosa Luxemburg répond que pour pouvoir seulement réaliser la plus-value des sections I et II, il faut qu'il existe un débouché en dehors des sections I et II. C'est seulement à cette condition que la plus-value sera transformée en argent, donc réalisée. Ainsi pour que cette plus-value réalisée puisse être encore employée à l'élargissement de la production, à l'accumulation du capital, il faut qu'il y ait une perspective de débouchés ultérieurs encore plus considérables. Selon Rosa Luxemburg ces débouchés se trouvent en dehors des sections I et II.

" Les débouchés pour le surproduit doivent par conséquent s'augmenter chaque année du taux accumulé de la plus-value. " (41)

Or selon nous, ces débouchés qui doivent exister en dehors des sections de production de moyens de production et de production de biens de consommation, ces débouchés dis-je, ils peuvent être soit internes soit externes au M.P.C.. Cependant, selon Rosa Luxemburg ces débouchés ne peuvent être qu'externes c'est-à-dire exogènes au M.P.C., à savoir les relations extérieures avec les pays moins développés. Pourtant, vis-à-vis des débouchés internes qui, selon Christian Palloix, seront propres au capitalisme monopoliste, (42) Rosa Luxemburg annonce la thèse de P.A. Baran et P.M. Sweezy quand elle fait mention de la possibilité de débouchés dans les secteurs improductifs:

" N'existe-t-il pas dans la société d'autres couches de population qui ne peuvent être comptées ni au nombre des ouvriers ni au nombre des capitalistes: les fonctionnaires, l'armée, le clergé, les savants, les artistes? Toutes ces catégories sociales ne doivent-elles pas, elles aussi, satisfaire leurs besoins, ne peuvent-elles précisément fournir les acheteurs des marchandises excédentaires? " (43)

Rosa Luxemburg abandonne immédiatement cette solution des débouchés endogènes, c'est-à-dire internes au M.P.C., car elle garde une conception très concurrentielle de la plus-value. Cela s'explique par le fait qu'elle analyse les conditions du M.P.C. au stade concurrentiel. Ainsi elle ne situe pas cette question de la demande solvable sur le terrain du capitalisme monopoliste.

Par conséquent la limite théorique de la construction de Rosa Luxemburg apparaît dans la non-formalisation du capitalisme monopoliste, ce qui constitue l'essentiel de l'apport de Lénine et de Baran-Sweezy. Selon nous, Rosa Luxemburg aurait pu tirer de l'abandon du modèle de concurrence toutes les implications nouvelles lui permettant de définir la nature, d'une part de l'intervention étatique dans le procès d'accumulation du capital et d'autre part la nature du rôle joué par les secteurs tertiaires. Par conséquent, selon Rosa Luxemburg, l'accumulation du capital dépend à tous les égards des couches sociales et des formes de sociétés non-capitalistes.

" La solution conforme à l'esprit de la doctrine de Marx est dans la contradiction dialectique selon laquelle l'accumulation capitaliste a besoin pour se mouvoir de formations sociales non-capitalistes autour d'elle, qu'elle se développe par des échanges constants avec ces formations et ne peut subsister sans les contacts avec un tel milieu. " (44)

Par conséquent, selon Rosa Luxemburg, seule l'ouverture d'un vaste territoire non-capitaliste qui eut pour effet d'agrandir le cercle des consommateurs, a pu permettre au capital de poursuivre la reproduction élargie, c'est-à-dire l'accumulation. Sans les formations pré-capitalistes l'accumulation n'aurait pu se poursuivre. Le mode de production capitaliste trouvera donc en dehors

des sphères capitalistes le supplément de demande dont il a besoin pour sa production de biens de consommation et le supplément d'offre de biens de production sous la forme de matières premières.

Bref, Rosa Luxemburg définit l'impérialisme comme étant:

" l'expression politique du processus de l'accumulation capitaliste se manifestant par la concurrence entre les capitalistes nationaux autour des derniers territoires non-capitalistes encore libres " (45)

D)- L'INTERVENTION DES SECTEURS ETATIQUE ET TERTIAIRE DANS LE PROCES D'ACCUMULATION DU CAPITAL

1 - IMPOSSIBILITE DE REALISER LE SURPLUS DANS LE SECTEUR DE PRODUCTION

A ce moment-ci de la thèse, notre intention est de situer la question de la demande solvable et de l'absorption du surplus sur le terrain du capitalisme monopoliste. En effet nous espérons tirer du mode monopoliste de production des implications nouvelles permettant de définir la nature de l'intervention étatique et des secteurs tertiaires dans le procès d'accumulation du capital.

Nous sommes d'accord avec Rosa Luxemburg pour dire que sans la domination impérialiste les contradictions du capitalisme ne lui permettraient pas d'exister. Nous abondons dans le sens de Rosa Luxemburg lorsqu'elle prétend que les contradictions inhérentes au M.P.C. se manifestent dans ses relations avec l'environnement pré-capitaliste. Cependant, selon nous, les contradictions inhérentes au M.P.C. se manifestent également par l'intervention des secteurs étatique et tertiaire dans le processus d'absorption du surplus et dans le procès d'accumulation du capital. Evidemment nous savons que si les débouchés endogènes d'investissement, c'est-à-dire les débouchés créés par les mécanismes internes du système, étaient les seuls disponibles le capitalisme monopoliste s'enliserait dans un état de dépression permanente. Il est bien clair que nous refusons catégoriquement de séparer le fonctionnement du capitalisme au centre de l'espace impérialiste mondial dans lequel ce capitalisme du centre fonctionne concrètement. En d'autres mots, nous nous refusons de déconnecter le fonctionnement du capitalisme au centre de son insertion dans l'économie mondiale. Nous ne prétendons pas non plus que la loi de la baisse tendancielle du taux de profit disparaît au stade monopoliste du capitalisme avec la génération d'un surplus croissant en quête d'accumulation. Car la génération et la croissance de ce surplus en quête d'accumulation sont précisément des conséquences de la lutte que mènent les capitalistes contre cette baisse tendancielle du taux de pro-

fit. En effet la croissance du surplus est essentiellement un phénomène de croissance impérialiste. La croissance du surplus est le résultat de l'impérialisme mondial pratiqué par quelques grandes puissances. Ainsi la croissance du surplus n'a de sens que dans le procès d'ensemble. Comme l'écrit Palloix, à juste titre, la contradiction création-réalisation n'est levée qu'en économie ouverte. C'est-à-dire dans l'économie mondiale capitaliste et ce, en raison de l'imposition de rapports de production internationaux dont l'exportation du capital est une composante essentielle. Cependant, à notre avis, les débouchés extérieurs tels que décrits par Rosa Luxemburg ne peuvent résoudre la contradiction création-réalisation de manière définitive.

" En effet la valeur écoulee sur ces marchés n'offre d'intérêt pour les capitalistes qu'en permettant d'acquérir en contre-partie d'autres marchandises, qui devront en définitive être vendues soit aux capitalistes soit aux travailleurs."  
(46)

Par conséquent, si cela est vrai la seule possibilité importante qui subsiste finalement pour écouler les marchandises que les capitalistes ne peuvent s'acheter mutuellement c'est la vente de ces marchandises aux travailleurs. En conséquence, la réalisation de toute la plus-value produite suppose que les capitalistes aient distribué sous forme de salaires un pouvoir d'achat suffisant pour la réalisation de ce qu'ils ne peuvent eux-mêmes consom-

mer ou investir. Mais cette position est évidemment en contradiction avec les conditions immédiates de l'exploitation capitaliste c'est-à-dire maintenir les salaires aussi bas que possible afin d'élever la plus-value. Or les rapports de production en M.P.C., qui sont des rapports d'exploitation du travail salarié par le capital, déterminent déjà les rapports de distribution par la fixation du salaire. Par conséquent au stade concurrentiel du capitalisme si les capitalistes se déterminent à partir des possibilités d'exploitation immédiates il y aura tendance à une production excédentaire dont la réalisation incomplète se traduira par une tendance à la baisse du taux de profit. Or nous avons vu précédemment que le capitalisme concurrentiel était fondé sur l'existence de multiples petites entreprises qui ne pouvaient, étant donné la faible importance de leur contribution au produit total, influencer de manière notable les prix. Dans une telle société, la loi de la valeur joue pleinement en s'exprimant à travers la loi de l'offre et de la demande. Dans cet optique le marché était le lieu impersonnel où se manifestait une multitude d'offres et de demandes. Dans ce contexte, dès qu'intervient une extension de la production les marchandises ne peuvent se vendre à leur valeur. Le marché ne peut absorber plus de marchandises sans que leur prix baisse. Or le but poursuivi par les capitalistes en étendant leur production est de mettre en valeur en tant que capital supplémentaire leurs profits antérieurs et non pas d'abaisser

la valeur des marchandises (47). Or l'existence du marché où se manifeste une multitude d'offres et de demandes produit un effet opposé: en créant des valeurs et des profits supplémentaires les capitalistes remettent en cause la possibilité de réaliser entièrement la valeur et le profit que contiennent les marchandises produites antérieurement. Ce que révèle donc l'existence du marché et de ses lois, c'est la difficulté dans le M.P.C. de réaliser la valeur produite sous forme de marchandise, difficulté que l'extension de la production tend sans cesse à accroître. Ainsi la concurrence telle que décrite par Rosa Luxemburg entraîne non seulement l'obligation d'accumuler mais elle se trouve combinée avec la lutte pour l'élimination des entreprises marginales. C'est ainsi qu'on peut assister à une concentration et une centralisation du capital. Par concentration nous entendons généralement une extension du volume de capital par capitaliste tandis que par centralisation nous désignons habituellement une diminution du nombre de capitalistes ce qui, finalement, accélère encore la concentration du capital. Cette concentration et cette centralisation du capital, elles équivalent selon nous à une concentration du surproduit social, du contrôle des forces productives, du contrôle de leur développement en fonction du maintien des rapports spécifiques de pouvoir, de propriété et de contrôle. Cette concentration, elle se fait entre les mains de ceux qui détiennent une supériorité historique en capacité positive. Cette supériorité constitue l'apanage de

quelques uns des plus habiles et des plus puissants participant à la lutte pour la propriété et le contrôle d'une quantité optimale de richesse sociale, c'est-à-dire de surproduit social. Cette supériorité historique en capacité positive elle est également l'apanage des plus habiles et des plus puissants participants à la lutte pour le contrôle du développement des forces productives en fonction du maintien des rapports spécifiques et historiques de pouvoir, de propriété et de contrôle. Or cette quantité optimale de richesse sociale et de surproduit social elle est optimale parce qu'elle doit permettre et respecter un manège (un jeu) tendant à l'équilibre entre la tendance à produire le plus possible de valeur d'échange (dans le seul but de l'expropriation sociale de la plus-value et son appropriation privée) et le besoin de la minorité capitaliste de maintenir la répartition des rôles et des fonctions dans le M.P.C. comme elle a été imposée originellement (d'un côté les producteurs du surproduit social et de l'autre les concentrateurs spécialisés de ce surproduit). On cherche donc un équilibre entre la reproduction élargie du capital et le maintien des rapports de production et d'accumulation. Cependant en capitalisme monopoliste les ayants-droit à la plus-value sociale, les concentrateurs de ce surproduit ou les bénéficiaires de cette plus-value sociale sont de plus en plus nombreux grâce à l'élargissement nécessaire de l'utilisation improductive de la plus-value sociale via la tertiarisation de l'économie et l'intervention envahissante de l'Etat dans l'économie. Voilà des

phénomènes nouveaux dans le M.P.C..

Si au stade concurrentiel du capitalisme nous pouvons parler d'une multitude d'offres et de demandes par contre dans le capitalisme de monopoles il n'est plus possible de parler d'une poussière d'acheteurs. Il n'est plus même pensable d'envisager l'hypothèse d'une multitude de vendeurs. Dans ce contexte il faut envisager l'offre globale qui représente pour les entreprises monopolisées la production globale qui devra être réalisée. Il faut ainsi connaître la demande globale puisqu'elle symbolise le montant maximum de débouchés existants en un moment donné. Dans le cadre du capitalisme monopoliste il n'est plus possible d'appréhender vendeurs et acheteurs comme des individus. Dans un très grand nombre de cas, ce sont des groupes. Par conséquent, dans ce contexte si les capitalistes se déterminent à partir des possibilités de réalisation effective (études de marchés) de la production et de la plus-value, alors il y aura plutôt tendance à un manque d'occasions d'investir. Dès lors les investissements ne se feront que si les débouchés existent préalablement, ce qui se traduira par une faible accumulation et par des problèmes d'utilisation du profit. (48) C'est d'ailleurs cette politique d'investissement du monopole qui est la source de la génération d'un surplus croissant en quête d'accumulation. Selon Christian Palloix la politique d'investissement dans les monopoles se caractérise par le fait que:

" Les gains tirés de l'investissement nouveaux doivent compenser la destruction de capital due à l'innovation et à la perte du profit lié à cet ancien capital."  
(49)

Ainsi les capitalistes au stade monopoliste n'investissent que dans la mesure où l'équipement ancien a été pleinement utilisé. Ainsi l'innovation ne sera permise que si les pertes sur l'ancien capital sont épongées par les gains tirés de l'investissement nouveau. Pourtant les monopoles se buttent toujours au même problème; celui d'utiliser un surplus en quête d'investissements. C'est Baran qui écrivait que:

" Incapable de réinvestir dans sa propre entreprise les profits qu'il en récolte, ne pouvant investir dans d'autres branches hautement concentrées le monopole suffoque à force de rechercher des débouchés à ses profits. " (50)

On retrouve donc encore une fois au stade du capitalisme de monopole le même problème, soulevé par Rosa Luxemburg, de l'impossibilité de réaliser le surplus dans le secteur de production. Ainsi la loi de la baisse tendancielle du taux de profit constitue bien la synthèse du développement contradictoire du système capitaliste. Or cette tendance n'est pas fondée sur des mécanismes économiques. Bien sûr elle se manifeste sur un plan économique, cependant elle est fondée sur une contradiction plus profonde

c'est-à-dire celle entre les rapports de production et les rapports de distribution. Ainsi la baisse tendancielle du taux de profit n'est qu'une des formes d'apparition possibles de cette contradiction entre les rapports de production et les rapports de distribution. La contradiction fondamentale est donc celle entre les conditions de production de plus-value et les conditions de réalisation de plus-value. Par conséquent, pour pouvoir réaliser par la vente la valeur contenue dans leurs marchandises les capitalistes devront avoir préalablement distribué à la classe salariée un pouvoir d'achat suffisant. Or la distribution de ce pouvoir d'achat a lieu dans les rapports de production et les capitalistes sont alors, à ce niveau, préoccupés par la réduction au maximum des salaires dans le but de créer le maximum de plus-value. Dans ce contexte, il semblerait donc nécessaire, selon François Danjou, d'avoir un fort taux de plus-value en ce qui concerne la création du profit et un faible taux de plus-value en ce qui concerne la réalisation du profit. Un moyen d'y parvenir consisterait à disposer, selon Danjou, de deux ou plusieurs taux de plus-value.

" Or ne retrouve-t-on pas là l'essence même de l'échange inégal qui sous le couvert de taux de profit égaux  $\frac{(p1)}{(c+v)}$  repose sur l'existence de taux de plus-value  $\frac{(p1)}{(v)}$  différentiels au niveau international. "

(51)

Danjou poursuit en émettant l'hypothèse que:

" Une des fonctions de l'exploitation internationale est de permettre au capitalisme de disposer de zones de création de plus-value et de zones de réalisation de plus-value. " (52)

Cependant il n'en demeure pas moins que la contradiction fondamentale entre rapports de production et rapports de distribution subsiste encore et reparaît nécessairement sous une nouvelle forme au stade monopoliste, c'est-à-dire celle caractérisée par les problèmes d'absorption du surplus. Dès lors le problème qui se pose au capitaliste n'est plus de lutter contre la baisse du taux de profit mais au contraire de trouver des formes d'utilisation de ~~ses~~ profits, des formes d'accumulation de la plus-value. Selon Baran et Sweezy, le monopolisme réussit la performance de l'absorption du surplus dans son espace interne c'est-à-dire grâce à des débouchés endogènes mais hors du secteur de production. Quant à nous, nous croyons que les problèmes d'absorption du surplus dans l'espace interne du M.P.C. vont être régularisés de deux manières au stade monopoliste. D'une part via l'utilisation improductive de la plus-value qui se manifeste par les dépenses commerciales et la tertiarisation de l'économie qui constituent en gros des transferts de plus-value mais sans création de nouvelle valeur, par le financement public (Etat) de la

consommation et par le parasitisme des technostructures privées et publiques. Et d'autre part via l'élargissement de l'utilisation productive de la plus-value qui se manifeste par l'implantation de nouvelles branches de production en fonction de nouveaux besoins, par la recherche technologique et industrielle, et par le financement public de la production (socialisation des entreprises les moins productives, investissements publics dans les entreprises à grands risques, subventions à l'industrie, dégrèvements fiscaux, aide à l'expansion industrielle, cogestion avec les capitaux privés). Avant d'analyser plus en détail ces différentes formes d'absorption du surplus dans l'espace interne du M.P.C. il est absolument indispensable que nous mettions au clair les notions avancées par François Danjou telles les zones de création de plus-value, les zones de réalisation de plus-value et l'essence de l'échange inégal.

## 2 - TAUX DE PLUS-VALUE DIFFERENTS

Nous avons vu jusqu'à maintenant que, si le M.P.C. voulait maintenir un équilibre entre la reproduction élargie du capital et le maintien des rapports spécifiques de production et d'accumulation, il se devait de trouver et de créer des débouchés pour l'in-

investissement et l'absorption de la plus-value sociale excédentaire créée mais non réalisée. Or l'émergence de ces débouchés à l'investissement et à l'absorption de la plus-value excédentaire implique que même si le taux de plus-value doit être très élevé au niveau de la création de valeur, au niveau de la production, par contre au niveau de la réalisation c'est-à-dire de la consommation le taux de plus-value doit être très bas afin qu'il n'y ait pas surcapitalisation, surplus croissants en quête d'absorption et tendance à la baisse du taux de profit. C'est pourquoi au niveau de la production nous sommes témoins, au stade du capitalisme monopoliste d'une centralisation du capital, d'une concentration du capital, d'une tendance au monopole de l'offre de marchandises par certains acteurs, d'une administration des prix par les oligopoles, d'une création de nouveaux besoins de consommation, d'une concurrence par la marque (ou l'étiquette) au lieu de par les prix, d'une entente entre les oligopoles au niveau des prix de marché (price leadership), de tentatives de compression de coûts de production, d'intensification du travail, de hausse de la productivité, d'extensions de la production en fonction de la demande solvable (études de marché), tout cela dans le but d'avoir au niveau de la création de plus-value: une productivité élevée du travail, une faible valeur d'échange de la force de travail, une diminution du temps de travail socialement nécessaire à la reproduction de la force de travail et un taux de plus-value élevé. Cependant, au

niveau de la réalisation de la plus-value, le capitalisme cherche à avoir un faible taux de plus-value afin de réaliser par la vente la valeur contenue dans les marchandises. C'est dans ce sens qu'à ce niveau le M.P.C. tente par tous les moyens de distribuer aux salariés un pouvoir d'achat suffisant pour absorber l'offre de biens de consommation et de services. Cet élargissement du pouvoir du consommateur il peut s'effectuer par le crédit à la consommation, par la tertiarisation de l'économie et les dépenses improductives de l'Etat et de l'entreprise, par le "Welfare State", les allocations sociales et finalement par l'élévation de la composition organique du travail vivant, c'est-à-dire par la tendance à la reproduction élargie du travail vivant.

C'est pourquoi nous serions portés à penser à la suite de François Danjou qu'il est nécessaire d'avoir un fort taux de plus-value en ce qui concerne la création de profit et un faible taux de plus-value en ce qui concerne la réalisation du profit. Or le propre du M.P.C. c'est la parcellarisation du travail, la dissociation du travailleur et des moyens de production, la dissociation du travail vivant et du travail mort, la dissociation du surtravail et du surproduit, de la force de travail et de la plus-value, la dissociation du procès de production et du procès de consommation, des rapports de production et des rapports de consommation, la dissociation du fort taux de plus-value au niveau des rapports de pro-

duction et du faible taux de plus-value au niveau des rapports de distribution, au niveau des rapports de consommation, dissociation des dépenses productives et des dépenses non-productives. La manière d'arriver à ces taux différents de plus-value et à cette dissociation des taux et des zones d'application des taux c'est l'échange inégal sur la base du développement inégal. Cet échange inégal se fait sous le couvert de compositions organiques du capital différentes, de compositions organiques du travail vivant différentes, de la tendance plus ou moins forte à la péréquation du taux de profit, et à l'instauration de taux de profit égaux.

## 2.1 - ECHANGE INEGAL ET DEVELOPPEMENT INEGAL

Or cet échange inégal repose sur l'existence de taux de plus-value différents d'une industrie à l'autre, d'une branche à l'autre, d'un acteur économique à l'autre, d'une nation à l'autre. Cet échange inégal repose ainsi sur un transfert pur et simple de plus-value sociale sur la base de compositions organiques du capital différentes et sur la base également (en capitalisme monopoliste) de compositions organiques différentes du travail vivant compétent, c'est-à-dire le travail basé sur la connaissance technique indispensable aux secteurs de pointe du M.P.C.. Il y a donc des industries,

des branches, des secteurs, des nations où se crée davantage de plus-value mais dont la plus-value créée est transférée vers des industries, des branches, des secteurs, des nations où se réalise davantage de plus-value mais où la création de plus-value sociale est inférieure à cette réalisation de plus-value. C'est le transfert de plus-value sociale (d'un secteur à l'autre par exemple) qui constitue la différence entre la création de plus-value sociale et la réalisation de plus-value sociale dans une branche ou un secteur bénéficiaire du transfert de plus-value. Cependant cet échange inégal sur la base du développement inégal se produit sous le couvert d'un mécanisme fondamental de péréquation du taux de profit, d'instauration de taux de profit égaux. C'est cette instauration d'un taux de profit égal entre les acteurs économiques ou entre les zones économiques qui constitue l'échange inégal et la concentration du capital. Cette instauration d'un taux de profit tendant vers l'égalité entre les zones constitue la loi de la moyenne sociale. C'est ce mécanisme qui constitue ce qu'Henri Lefebvre appelle "l'égalisation de l'inégal", "l'équivalence des non-équivalents", "l'homogénéisation des différences" qualitatives et quantitatives. C'est grâce à ce processus de nivellement des différences, de réduction des non-équivalents, d'instauration d'une moyenne sociale de composition organique du capital, du travail vivant, de productivité, de taux de profit que se réalisent ces transferts, purs et simples de plus-value entre les zones économiques.

Ainsi ce transfert de plus-value sociale se fait en vertu de l'échange inégal. L'échange inégal se fait grâce à la moyenne sociale et la moyenne sociale s'applique à des zones de développement inégal. Voilà les fondements du M.P.C.. Dans cet optique l'Etat est à la fois une zone où se crée de la plus-value sociale dont une partie ou la totalité sera à un moment donné transférée purement et simplement vers l'entreprise privée (les externalités économiques, les subventions à fonds perdus à l'entreprise privée, les crédits à l'expansion industrielle privée, etc...). Et l'Etat constitue aussi une zone où se réalise de la plus-value sociale, dont une partie ou la totalité a été transférée de l'entreprise privée à l'Etat via la taxation et l'imposition notamment. Par conséquent il existe donc des zones de création de plus-value et des zones de réalisation de plus-value. Il y a également des compétences de création de plus-value et des compétences, des spécialistes de la réalisation de la plus-value. La zone de création de plus-value c'est habituellement l'entreprise privée, ce peut être aussi l'entreprise publique ou même l'entreprise privée subventionnée par l'Etat. L'Etat peut donc être un agent de création de plus-value au même titre que l'entreprise privée. La zone de réalisation de plus-value est habituellement le marché des valeurs d'échange des marchandises. Le marché a pour rôle principal d'allouer automatiquement, mécaniquement (en concurrence) ou artificiellement (en monopole) les ressources disponibles en fonction de l'é-

conomie du temps de travail socialement disponible. Le marché corrige le gaspillage de ce temps de travail et le gaspillage de ressources par rapport aux conditions sociales de répartition du capital et de la plus-value (entre les branches, les groupes et les individus). De plus, la concurrence corrige le gaspillage de travail par rapport aux conditions sociales de la production (temps de travail socialement nécessaire, T.T.S.N.).

Mais avec la limitation de la concurrence le gaspillage de travail n'est plus principalement pénalisé et sanctionné, le gaspillage est surtout contrôlé et planifié. Car c'est grâce à ce gaspillage de travail nécessaire et disponible, grâce à ce gaspillage de capital et de plus-value (gaspillage: non-valorisation élargie à court terme du capital existant) que le M.P.C. au stade monopoliste peut élargir les limites sociales à la répartition de la plus-value sociale entre les groupes organisés et les individus. Et par conséquent, éviter la stagnation de l'accumulation du capital et la fin de la reproduction élargie du capital. Ainsi selon nous les conditions de l'arrêt de l'accumulation du capital sont la non-tertiarisation de l'économie et la non-intervention étatique dans le financement public de la consommation et le financement public de la production. C'est pourquoi la tertiarisation de l'économie et l'intervention de l'Etat constituent les nouvelles conditions sociales de répartition de la plus-value sociale et les

conditions sine qua non de la poursuite de la reproduction élargie du capital.

### 3 - LA THEORIE DE LA CROISSANCE INTENSIVE

Notre projet est de tirer du mode monopoliste de production les implications nouvelles qui pourraient nous permettre de définir la nature de l'intervention étatique et la nature des secteurs tertiaires dans le procès d'accumulation du capital. De plus nous aimerions utiliser la théorie de la croissance intensive, conceptualisée principalement par Yves Barel, pour vérifier les hypothèses suivantes. Premièrement, en capitalisme de monopoles et en période de faible concurrence, de façon générale le fléchissement volontaire du taux d'accumulation de la plus-value contribue selon nous à maintenir ou à accroître les taux de profit. Deuxièmement, en capitalisme de monopole, le progrès technique détermine davantage la forme de l'accumulation que le volume de l'accumulation.

Yves Barel écrivait que l'apparition de forces productives nouvelles dans divers secteurs de pointe de l'économie conduit à la substitution d'une croissance intensive à une croissance extensive. Ce modèle de croissance intensive est lui-même issu du

point précédent, à savoir la socialisation des forces productives. Cette croissance intensive correspond à l'aboutissement normal de la socialisation croissante des forces productives et elle caractérise une étape du capitalisme.

" Yves Barel développe l'idée que, depuis 1910-1930 se développe un modèle de croissance intensive avec baisse du coefficient de capital et hausse du taux de profit qui s'oppose au modèle de croissance extensive qu'avait observé Marx lors de la première révolution industrielle. Ce modèle de croissance intensive apparaîtrait avec la Révolution scientifique et technique. " (53)

Ce modèle de croissance intensive prendrait la forme d'économie de capital et de main-d'oeuvre et dépendrait d'un facteur résiduel - le développement de la créativité des forces productives par la Révolution scientifique et technique - qui assurerait aujourd'hui 60 à 70 % de la croissance. (54)

Selon Barel le modèle de croissance intensive s'effectue sur une base d'une accumulation sous forme de capital variable. Cependant la base de la domination économique et personnelle du capitaliste sur ses salariés est, on le sait, son monopole sur les moyens de production. C'est grâce à ce monopole que le capitaliste peut forcer le salarié à lui vendre sa force de travail. Or la tertiarisation de l'économie (cf. plus loin dans le texte) sape le fondement du pouvoir capitaliste en réduisant le rôle des moyens

de production dans la croissance. (55)

Pour Christian Palloix une des principales contraintes du modèle de croissance extensive est le lien rigide entre la croissance et l'investissement, qui est conditionné par l'hypothèse d'un coefficient de capital supposé constant et donné par les conditions de l'industrialisation au 19<sup>ème</sup> siècle. Or à l'intérieur des hypothèses marxistes et il est possible, selon Palloix de dissocier investissement et croissance. D'ailleurs la baisse du coefficient de capital est, selon lui, une donnée du capitalisme contemporain. (56) De plus Barel résume de la façon suivante les différentes formes que peut prendre un développement cohérent, c'est-à-dire non contradictoire de la croissance intensive:

- l'apparition d'un processus puissant d'économie de capital et de main-d'oeuvre
- la possibilité de réduire progressivement le taux de l'accumulation, tout en assurant la constance ou la hausse du taux de croissance
- l'accroissement absolu et relatif de la consommation
- une modification de la structure économique augmentant l'importance de la section II par rapport à la section I, et à l'intérieur de la section II une augmentation des activités tertiaires
- une tendance accrue à la hausse du taux de profit en liaison avec les possibilités nouvelles d'accroissement du taux de plus-value ou du taux de surplus

Une modification dans le mode de dépenses de ce surplus acc-  
cuse une modification qui se traduit par une évolution de la ré-  
partition du revenu national; tendance à l'accroissement à long  
terme de la part des salaires et à la diminution de la part des  
profits.

Par contre pour Yves Barel les principales contradictions  
de la croissance intensive dans le M.P.C. sont: la tertiarisation  
de l'économie, le rôle croissant de l'Etat et l'absorption du sur-  
plus. Voilà donc pour l'introduction de la théorie de la croissan-  
ce intensive selon Barel. Analysons maintenant cette théorie plus  
en détail.

Barel commence d'abord par affirmer que la création de la  
plus-value dépend de deux facteurs: le nombre d'ouvriers au travail  
et le taux d'exploitation du travail. D'autre part, selon lui la  
réalisation de la plus-value dépend des proportions respectives des  
différentes branches de production, et de la capacité de consomma-  
tion de la société. Or Barel croit que cette capacité est limitée  
par les rapports antagoniques de la répartition et par la tendance  
à l'accumulation. (57)

Ensuite, concernant le rapport qui peut exister entre la sur-  
production et l'armée industrielle de réserve, Barel écrit:

" Dans quels cas peut-on avoir à la fois surpopulation relative et impossibilité d'augmenter le nombre d'ouvriers au travail? Cela ne peut s'expliquer que d'une façon: lorsqu'il y a retard de la réalisation sur la création de la plus-value, c'est-à-dire lorsqu'il y a surproduction par rapport à la consommation solvable."  
(58)

Ainsi arrive un moment où les mouvements de la masse du profit ne compensent plus les mouvements en sens inverse du taux de profit. Cette situation arrive parce qu'on a épuisé, non pas nécessairement les limites physiques de la population active disponible ou de son exploitation, mais parce qu'on a épuisé ses limites économiques; c'est-à-dire qu'on ne pourrait augmenter le nombre d'ouvriers qu'en élargissant la consommation. Ce qui suppose une augmentation des salaires et une diminution de l'exploitation. Ainsi l'accumulation du capital s'arrête lorsque la plus-value supplémentaire, provenant de la mise au travail de nouveaux ouvriers, est absorbée par la " moins-value " résultant de la diminution du taux d'exploitation. Il existe donc selon Barel une double barrière au développement des forces productives dans le capitalisme:

- " 1. La baisse du taux de profit émousse "le feu" de la production en freinant la concurrence des capitaux
2. Périodiquement le développement des forces productives se heurte à la barrière absolue de la suraccumulation. " (59)

Ainsi pour augmenter la production, pour l'élargir et pour augmenter le nombre d'ouvriers il faut élargir la consommation. Pour élargir la consommation on peut augmenter les salaires productifs, ceux des travailleurs productifs, ou augmenter les salaires des travailleurs improductifs, c'est-à-dire ralentir l'exploitation du travail. Dans ce sens on peut utiliser improductivement la plus-value déjà créée mais non absorbée, non investie. Par exemple, en payant des salaires improductifs à des travailleurs qui ne créent pas de plus-value, ces salaires constitueraient un transfert de plus-value investie dans des secteurs improductifs mais fournissant quand même un T.T.S.N. à la réalisation de la plus-value créée. Si les limites économiques de la population consommatrice sont épuisées par le jeu normal des forces capitalistes en quête de profit il faut pour maintenir le M.P.C. élargir d'une façon plus ou moins artificielle, c'est-à-dire en dehors des rapports de production de plus-value, élargir les limites économiques de cette population, c'est-à-dire des forces productives. Ces nouvelles limites extérieures au rapport de production sont constituées selon nous par les secteurs tertiaire et étatique, ces secteurs sont dans une certaine mesure à dominance improductive (cependant pensons ici à l'investissement productif de l'Etat qui constitue une exception). Ainsi les nouvelles limites au développement des forces productives en société post-industrielle et d'abondance, sont l'Etat (et ses ressources économiques) et le secteur tertiaire.

Sans l'intervention accrue de ces secteurs tertiaire et étatique pour absorber le surplus en quête d'investissements et réaliser la plus-value suraccumulée il y aurait selon nous arrêt de toute accumulation du capital. Puisque la plus-value supplémentaire provenant de la mise au travail de nouveaux ouvriers serait absorbée par la "moins-value" résultant de la diminution de  $\frac{(p1)}{(v)}$ , c'est-à-dire que l'augmentation des salaires égalerait l'augmentation de la plus-value.

" Dans le cadre des hypothèses de Marx le blocage ou le freinage de la masse de plus-value se trouve associé à un blocage ou à un freinage de la capacité de consommation, des débouchés solvables et partant de la production. Ce qui arrête le mouvement de la masse de la plus-value chez Marx... c'est l'impossibilité liée aux difficultés de réalisation de la plus-value, d'augmenter le nombre d'ouvriers au travail ou le taux d'exploitation. " (60)

Selon nous, la tertiarisation et l'intervention de l'Etat sont nécessitées par ce freinage. Ainsi la consommation traditionnelle créée par les rapports de production de biens matériels et l'investissement ne suffit plus à absorber le surplus.

Quant à la notion populaire de dévalorisation du capital par l'Etat Barel croit que cette faculté de l'Etat d'agir avec un taux de profit inférieur à celui du secteur privé reste potentielle. Car la société ne doit pas bénéficier réellement de cette faculté. Il doit y avoir selon lui création de profit, comme si les opérations étatiques étaient assumées par le secteur privé. Et cela se justifie aux yeux de Barel parce que cette dévalorisation du capital par l'Etat n'entraîne une hausse du taux de profit que si le profit global auquel se rapporte le capital dévalorisé reste le même. S'il diminuait, l'action de la dévalorisation serait amoindrie ou annulée. Ainsi, ce profit créé du fait de l'action de l'Etat peut être soit conservé par l'Etat (et plus tard réinvesti par lui-même), soit transféré au secteur privé par des voies multiples (subventions, crédits, fiscalité, système de prix relatifs) soit même resté pour l'Etat un profit potentiel et apparaître directement sous la forme de profits supplémentaires réalisés par le secteur privé. Or dans tous ces cas le profit doit exister. Il faut donc démontrer, selon Barel, que, du fait de l'intervention de l'Etat du profit est créé qui n'existerait pas si l'Etat n'intervenait pas. (61)

Pour démontrer la plausibilité de la hausse du taux de profit consécutive à l'action de l'Etat, Barel suggère deux orientations de vérification.

" La première consiste à rechercher si le capitalisme privé contemporain n'a pas besoin d'un gaspillage de capital lié aux nécessités de la concurrence entre firmes capitalistes, gaspillage auquel l'Etat capitaliste peut se soustraire. La seconde orientation (consiste) à se demander si, de par leur nature même, une partie croissante des activités économiques ou d'activités dont les incidences économiques sont importantes, n'échappent pas à la logique de la valeur du marché, de l'appropriation privée et par conséquent du profit. " (62)

C'est d'ailleurs ce que nous avons tenté d'étudier tout au long des pages précédentes lorsque nous affirmions qu'il y avait bien une tendance à la baisse du taux de profit au stade du capitalisme monopoliste non dans la création du taux de profit mais dans sa réalisation. C'est ce que nous tenterons également d'étudier lorsque nous traiterons dans les prochaines sections de l'utilisation du capital financier dans la non-production de nouvelle plus-value (les dépenses commerciales et tertiaires).

De plus selon Barel,

" il ne paraît conceptuellement possible de démontrer le maintien du profit au même niveau global et la hausse du profit, que dans le seul cas où l'Etat garde pour lui et réinvestit le profit à l'origine duquel il se trouve. En d'autres termes le vrai problème consiste à démontrer non pas que l'Etat peut dévaloriser le capital (ce qui n'influe pas sur la masse de profit) mais que l'Etat peut aujourd'hui créer du profit

là où le secteur privé ne le peut pas."  
(63)

Par conséquent, pour que l'intervention de l'Etat puisse être une solution véritable à la suraccumulation longue, il faut qu'elle permette un accroissement de la masse de la plus-value, c'est-à-dire en définitive, un élargissement des débouchés, un desserrement de la contradiction entre les conditions de la production et de la réalisation de la plus-value.

Pour conclure provisoirement, il faut dire ceci. L'Etat, selon nous, de par la nature de son intervention croissante et directe dans les activités économiques a pour fonction justement d'encourager, de supporter, de promouvoir et de collaborer à des activités économiques qui échappent par nature, par essence et par nécessité à la logique de la valeur, du marché, de l'appropriation privée et du profit. Qu'on se souvienne ici des pages précédentes qui traitaient des taux différentiels de plus-value. Car il ne faut pas oublier que les moyennes sociales dévalorisent et provoquent le transfert des capitaux dévalorisés. Certes l'Etat dévalorise le capital au même titre que le taux de profit moyen dévalorise du capital, au même titre que la composition organique moyenne dévalorise certains capitaux, ceux qui sont sous la moyenne socialement acceptable. L'Etat dévalorise du capital dans le sens qu'il supporte et maintient des capitaux dévalorisés par les mécanis-

mes économiques du M.P.C. en monopolisme. Ainsi l'Etat se fait le collaborateur ou le cogestionnaire d'un système économique qui dévalorise la valeur d'échange de la force de travail, qui dévalorise les capitaux les moins productifs, qui les déprécie (échange inégal, impérialisme, péréquation du taux de profit, instauration automatique ou artificielle de moyennes sociales). Dans ce sens l'Etat permet de maintenir en vie des capitaux dévalorisés socialement dans le procès d'échange des marchandises, de la main-d'oeuvre dévalorisée socialement, des dévalorisés sociaux, des dépréciés sociaux. Ce n'est pas une défaveur que le système leur fait, leur accorde, c'est une dévaleur qu'il leur impose. Ce n'est pas la négation d'un privilège que le système leur impose, c'est la négation d'un droit. Ce n'est pas la négation d'une utopie, d'une possibilité, c'est la négation d'un fait, d'une valeur d'usage, d'une valeur d'échange, d'un travail vivant, fourni. Ce n'est pas le contraire d'une chance, d'une charité, que le système leur accorde c'est le contraire d'une identification, d'une reconnaissance. Il y a des capitaux, des valeurs d'échange, des forces de travail, que le M.P.C. ne reconnaît plus parce qu'ils sont en-dessous de la moyenne sociale, de la compétence moyenne, de la productivité moyenne, de l'utilité moyenne, pour ne pas dire de la classe moyenne. Qu'on se réfère ici à J.K. Galbraith qui nous dévoile ce qu'est le plein emploi de la force de travail au sens monopoliste, plein emploi des cols blancs:

" Si les chômeurs sont en nombre réduit ce nombre est constitué de plus en plus par des individus inaptes à l'emploi dans le système industriel et avant tout par des éléments incultes. " (64)

Cette non reconnaissance par le monopolisme de certains capitaux, de certaines valeurs d'échange, de certaines forces de travail en-dessous de la moyenne sociale, ressemble étrangement selon nous à de la sélection en fonction de la capacité positive reconnue socialement, par une société donnée à une époque donnée de son développement. C'est ce qui fait que les moyennes sociales changent d'une société à l'autre, mais c'est à cause de la domination des moyennes mondiales que certaines sociétés sont elles aussi dépréciées, dévalorisées et non pas défavorisées. Par conséquent l'Etat régularise les contradictions du M.P.C. . Ainsi pour ne pas baisser la moyenne sociale du taux de profit par des secteurs peu capitalistiques, peu productifs et pour élever cette moyenne ces secteurs sont repoussés hors de la zone de réalisation de plus-value, hors de la zone la plus bénéficiaire des transferts de plus-value, hors du cadre de péréquation du taux de profit ou d'instauration artificielle de moyennes sociales. De cette façon le transfert de plus-value dans cette zone de réalisation sera plus grand. L'extérieur où sont repoussés les secteurs les moins productifs selon la moyenne sociale est constitué par l'Etat et la périphérie dans sa conception générale. Les activités économiques soutenues par l'Etat et la périphérie jouissent

quand même du taux de profit moyen mais d'un taux de plus-value différent et moindre.

Pour revenir à Barel, le M.P.C. selon lui fait face à de sérieuses difficultés, le problème du surplus se déplace de période en période, le surplus paraît tantôt surabondant, tantôt insuffisant pour les besoins du capitalisme. Les tendances se contrecarrent sans cesse par conséquent le M.P.C. vit en état d'équilibre instable entre l'abondance et la rareté, entre l'inflation et la dépression. (65)

C'est ainsi, par exemple, que:

" Les besoins de surplus pour les faux-frais du capitalisme viennent concurrencer les besoins de surplus pour l'accroissement de la consommation et pour l'investissement. " (66)

En définitive, selon Yves Barel et à la suite de Marx:

"La forme dernière de la contradiction fondamentale du capitalisme est le contraste entre la tension du régime vers le développement ininterrompu des forces productives et les limites imposées à ce développement par les rapports de répartition et la capacité de consommation. " (67)

Avant de poursuivre, il est indispensable à ce moment-ci

que nous introduisons une notion fondamentale qui est celle de la composition organique du travail vivant.

## 5 - COMPOSITION ORGANIQUE DU TRAVAIL VIVANT

" Depuis quelques temps ", écrit Guy Dhoquois " les innovations sont de plus en plus 'capital-savings'. Elles exploitent de plus en plus le travail complexe dans le cadre d'une troisième phase de la Révolution industrielle qui pourra devenir la Révolution scientifique et technique... En se servant d'une expression d'A. Emmanuel on peut dire que la composition 'organique du travail vivant s'élève'." (68)

D'ailleurs nous l'avons entrevu avec la théorie d'Yves Barel, durant la période de croissance intensive propre au stade monopoliste du capitalisme la reproduction du capital variable s'élargit considérablement (du moins du capital affecté aux salaires des plus compétents, des plus qualifiés et des plus reconnus socialement pour leur supériorité en capacité positive). Quant à nous, nous prétendons que cette élévation de la composition organique du travail vivant et cette reproduction élargie du capital variable sont elles-mêmes issues du stade précédent à savoir la reproduction élargie du capital constant, l'élévation de la composition organique du capital et l'accumulation du capital. Or, qu'on se souvienne de

ce que nous écrivions précédemment à savoir que pour échapper à la loi de la concurrence les capitalistes devaient investir toujours plus et introduire des techniques nouvelles pour accroître leur profit et leur avantage relatif. Ainsi l'introduction de nouvelles machines plus nombreuses et plus puissantes rendait inutiles des fractions toujours plus importantes de la classe ouvrière. Ces fractions venaient rejoindre les rangs de l'armée industrielle de réserve. Ce que nous prétendons, c'est qu'à travers l'évolution du M.P.C. du stade concurrentiel au stade monopoliste la quantité de capitaux productifs diminue relativement à l'évolution de l'accumulation du capital et que la quantité de capitaux improductifs par contre a tendance à augmenter relativement à l'accumulation du capital c'est-à-dire à l'élévation de la composition organique du capital. Par conséquent, le nombre d'ouvriers productifs a tendance lui aussi à diminuer relativement à l'accumulation du capital et le nombre d'ouvriers improductifs a tendance à augmenter relativement à l'accumulation du capital. Ainsi ce qui est devenu par l'évolution de la productivité du travail et du M.P.C. un temps de travail disponible et inutile à la valorisation du capital via la création de plus-value (reproduction élargie du capital) devient un temps de travail socialement nécessaire à la reproduction élargie du capital mais via la réalisation de la plus-value excédentaire, non-absorbée. Un des moyens de réaliser cette plus-value excédentaire, c'est la reproduction élargie du travail vivant ou l'élévation de la composition organique du travail vivant. De plus cette reproduction é-

largie du travail vivant est le moyen ultime offert au M.P.C. pour la reproduction élargie du capital. Ainsi l'élévation de la composition organique du travail vivant contribue à maintenir l'intensité capitaliste dans le M.P.C. à un niveau stable.

Dès lors

" le travail productif le plus répandu devient celui d'ouvriers qualifiés de type nouveau, qu'à notre époque déjà, on appelle techniciens, de sous-ingénieurs et d'ingénieurs qui ne se livrent qu'à des tâches parcellaires. (Quant aux technocrates) ils dirigent le système grâce à leur savoir. En vérité ce n'est qu'en apparence que leur savoir leur donne le pouvoir, c'est en fait, le pouvoir (selon nous: la coercition économique dans l'industrie et extra-économique dans l'Etat) qui fonde leur savoir, c'est le maintien des structures de pouvoir, " (69)

(entreprises, état, institutions, incarnations permanentes du concept de pouvoir, selon nous).

Ainsi c'est à cause de tout ce qui précède que nous en arrivons à l'idée que l'exploitation capitaliste n'est plus seulement liée à la propriété privée des moyens de production mais plutôt à l'inégale diffusion du progrès technique.

C'est Christian Palloix qui écrit que:

" Dans le capitalisme concurrentiel, la crois-

sance du produit social - donc l'appropriation privée de ce produit et de la plus-value - passait par une accumulation de capital fixe: la propriété du capital fixe justifiait l'appropriation du surplus dans l'ordonnement de la société capitaliste. Aujourd'hui la croissance du produit social ne dépend plus - pour l'essentiel - de l'accumulation de capital fixe en soi mais de l'appropriation par ce capital fixe du produit de la recherche scientifique et technique issu du travail comme force créative. La propriété de ce capital fixe ne justifie plus dans l'ordre capitaliste des choses l'appropriation de la plus-value. " (70)

## 6 - LES FRAIS DE CIRCULATION DU CAPITAL

Ainsi comme nous l'avons vu jusqu'à maintenant la "société de consommation dirigée" est conduite à affecter une portion toujours plus considérable de la force de travail et du capital disponible non pas à la production de davantage de biens utiles mais à des activités auxiliaires dont le seul objet est d'activer l'écoulement des quantités produites de biens de consommation. Nous employons le terme "société de consommation dirigée" parce que en capitalisme monopoliste les firmes sont obligées de prévoir et de planifier la consommation individuelle. D'autre part le modèle de consommation serait devenu le principe de cohérence dans les sociétés industrielles avancées (c'est du moins ce que nous tenterons notamment de démontrer dans la deuxième partie de cette thèse Cf. B-3.2).

Par conséquent l'on comprendra que les dépenses engagées dans le secteur de la distribution et plus généralement du tertiaire ne constituent que des faux-frais du système. Ces faux-frais sont des dépenses annexes qui ne participent pas comme celles du secteur productif à la création de la plus-value. Ces frais de circulation du capital n'ajoutent aucune valeur aux marchandises (exemples: services des achats, des ventes, services comptables, administratifs, frais bancaires, entretien des bâtiments, assurances, stockage des approvisionnements, frais d'emballage, manutention). Ces faux-frais sont indispensables parce qu'ils provoquent une rotation plus rapide du capital investi dans la production et indirectement un accroissement de la masse de plus-value produite en un temps donné. Cet accroissement de la masse de plus-value est finalement supérieur à la part de la plus-value que ces activités tertiaires et commerciales consomment. Evidemment ces affirmations supposent que nous nous rallions à cette définition du travail productif: travail qui engendre directement de la plus-value, qui valorise le capital, qui crée une nouvelle valeur. Par conséquent selon cette définition, le travail improductif ne contribue pas à la génération directe de plus-value. Il participe cependant à sa distribution, sa fonction principale est de convertir les marchandises en argent, c'est-à-dire de vendre les marchandises.

## 6.1 - LES DEPENSES COMMERCIALES

Nous voici maintenant rendus à l'analyse des dépenses commerciales et tertiaires. Nous accordons beaucoup d'importance à l'étude de la tertiarisation de l'économie pour deux raisons fondamentales qui sont les suivantes. Premièrement, de la même manière que les débouchés extérieurs ne pouvaient résoudre de manière définitive la contradiction création - réalisation l'intervention de l'Etat ne règlera pas non plus définitivement ce problème. En effet peu importe si les dépenses de l'Etat prennent la forme du financement public de la production ou bien celle du financement public de la consommation, peu importe si elles prennent la forme de dépenses productives ou improductives il en résulte de toute manière et en dernière analyse une certaine croissance de la production et un gonflement du volume du surplus économique, du moins c'est ce que nous verrons dans la section intitulée "Intervention étatique dans le M.P.C.". Ainsi les problèmes d'absorption des surplus ne se règlent pas définitivement avec l'intervention de l'Etat. C'est pour cette raison que nous introduisons dans cette thèse l'analyse de l'élévation de la composition organique du travail vivant et l'étude du processus de tertiarisation de l'économie. Sans ces deux éléments il est impossible croyons-nous de bien comprendre le sens de l'intervention étatique dans le M.P.C.. La deuxième raison pour laquelle nous accordons de l'importance au processus de tertiarisa-

tion de l'économie c'est que notre démarche d'analyse du capitalisme monopoliste nous a amené à dissocier le secteur tertiaire c'est-à-dire le secteur III des secteurs I et II. C'est le point de vue de la critique du M.P.C. et du capital en tant que rapport social d'exploitation qui nous amène à faire une dissociation théorique du secteur tertiaire. Cette méthode nous conduira à mettre en lumière les contradictions du capitalisme monopoliste que la tertiarisation de l'économie cherche à régulariser ou à contrecarrer.

Pour bien comprendre le processus de tertiarisation de l'économie, il est indispensable de saisir la nature des dépenses commerciales. En effet:

" l'existence du capital commercial permet au niveau global que moins de temps soit consacré au procès de circulation donc, une efficacité accrue du capital industriel grâce à une rotation plus rapide du capital. Le M.P.C. est un curieux système qui, pour survivre, se doit de consacrer une partie croissante de sa force de travail à ne rien produire (travail improductif) pour réaliser le reste. " (71)

Ainsi le capital commercial permet la conversion en argent des marchandises produites, il permet la reconstitution du capital industriel, il rapporte donc un taux de profit bien qu'il ne produise pas de plus-value (valeur) parce qu'il opère dans la sphère de la circulation. Le profit que rapporte le capital commercial

résulte donc d'un transfert de plus-value sociale. C'est parce que le capital commercial utilise de la force de travail qu'il peut rendre au capitaliste industriel des services. C'est parce qu'il rend ces services qu'il reçoit une partie de la plus-value produite dans la sphère de la production. C'est avec cette partie de la plus-value qu'il va payer ses travailleurs commerciaux. Par conséquent la force de travail que constitue les travailleurs commerciaux autorise un transfert de plus-value proportionnel au montant du capital commercial engagé. Ce transfert de plus-value est supérieur au coût que la force de travail commercial représente et ce, en raison de la place spécifique qu'occupent les travailleurs dans le procès de reproduction totale du capital. (72)

C'est Jean Fourastié qui écrivait que de nos jours :

" La richesse se traduit par une demande accrue de services domestiques, par un besoin toujours plus grand de services de tout genre. " (73)

De plus, selon Marc Rivière :

" L'accroissement des secteurs improductifs n'est nullement un signe obligatoire de santé, mais tout au contraire reflète un phénomène du capitalisme parvenu à sa phase suprême, à sa phase impérialiste, le parasitisme. " (74)

D'ailleurs Rivière croit que dans la société de demain l'industrie occupera relativement peu de monde, selon lui la majeure partie de la population se consacrera aux activités non-productives, aux activités tertiaires. En d'autres termes, il croit que la société tertiaire ne sera pas d'abord une société de producteurs librement associés. (75)

## 6.2 - LE CAPITAL DU SECTEUR TERTIAIRE

Comme nous l'avons vu précédemment, pour pouvoir réaliser par la vente la valeur contenue dans leurs marchandises, les capitalistes doivent avoir préalablement distribué à la classe salariée un pouvoir d'achat suffisant. De plus nous avons établi que les dépenses engagées dans les secteurs de la distribution et du tertiaire ne constituaient que des dépenses annexes qui ne participaient pas comme celles du secteur productif à la création de plus-value. Ces dépenses sont cependant indispensables. Le capital investi dans le secteur de production de services ou d'activités tertiaires rapporte donc un taux de profit bien qu'il ne produise pas de plus-value. Ce profit que rapporte la capital tertiaire résulte d'un transfert pur et simple de plus-value sociale créée dans le secteur de production de biens matériels et réalisée dans les secteurs de production de services. Ainsi le tertiaire

réalise de la plus-value mais n'en crée pas. De plus ses services sont produits grâce à l'investissement improductif de la plus-value sociale créée dans les secteurs I et II et réalisée dans le secteur tertiaire. Le capital du secteur tertiaire achète de la force de travail qu'il peut utiliser pour produire des services qu'il vendra aux capitalistes. C'est parce que ces services sont utiles et indispensables aux capitalistes que ceux-ci les achètent. Il y a par conséquent dans le secteur tertiaire accumulation de capital constant et variable non pas grâce à la création de nouvelle plus-value ou valeur par le tertiaire mais grâce à un transfert de plus-value des secteurs I et II vers le secteur tertiaire. Par conséquent l'accumulation au sein du secteur tertiaire se fait grâce aux profits tertiaires proportionnels aux capitaux investis dans le secteur tertiaire et qui permettent le transfert de plus-value sociale vers ce secteur. Il y a donc dans le M.P.C. (en monopolisme) des biens de production, des biens de consommation et capital financier non-utilisés, non-absorbés, non-consommés, non-investis qui stagnent. Le secteur de la production tertiaire constitue un investissement improductif qui va promouvoir essentiellement la réalisation de la plus-value créée par les secteurs I et II. Cette réalisation se produit quand les capitalistes du secteur tertiaire achètent des biens de consommation et de production pour les investir dans un procès de consommation tertiaire. Or la tertiarisation complète la réalisation quand les clients achètent les services offerts. A ce moment-là seulement le M.P.C. retrouve son équilibre entre la production et la consumma-

tion.

Selon nous le capital commercial comme le capital du tertiaire (situé en dehors des unités de production de biens de production ou de biens de consommation) ne crée pas une once de valeur supplémentaire. Ce ne sont pas des capitaux productifs, ils n'entrent pas dans une phase de transformation des valeurs d'usage (P). Dans le cycle total du capital productif:

$$A \longrightarrow M \longrightarrow \left\{ \begin{array}{l} T \\ M \\ P \end{array} \right. \dots P, \dots M' (M + m) \longrightarrow A' (A + a)$$

il y a achat de valeur d'échange (T) dont la valeur d'usage est de produire d'autres valeurs d'échange (M'). Tandis que dans le cycle commercial ou dans le cas du capital du tertiaire situé en dehors des unités de production de biens de production ou de biens de consommation, il y a achat de valeurs d'échanges (M): A - M - A' dont la valeur d'usage est d'être consommée le plus tôt et le plus vite possible et non pas de produire d'autres valeurs d'échange (M'). Cette consommation la plus immédiate et la plus rapide des valeurs d'usage offertes par le capital commercial et le capital du tertiaire, cette consommation que ces capitaux provoquent d'ailleurs eux-mêmes puisque c'est leur fonction, cette consommation, dis-je, accélère la rotation du capital productif. C'est en raison de ce service rendu que le secteur tertiaire bénéficie d'un transfert de plus-value venant des secteurs I et II. Le capital commercial et tertiaire

re est un capital de service. Ce service est le dernier bien produit par le M.P.C.. Et il se situe au niveau du dernier chaînon du cycle des échanges, le dernier chaînon de la chaîne des équivalences. Ce service ultime qui permet la réalisation des marchandises produites par le capital productif est rendu par le capital commercial et le capital non-productif investis dans le secteur tertiaire. Le capital du tertiaire est le dernier échangeur dans le cycle des échanges capitalistes. Le dernier bien produit dans le M.P.C. c'est-à-dire le service ne s'échange plus avec profit capitaliste, il n'a qu'une valeur d'usage qui ne peut qu'être consommée. L'achat d'un service constitue donc un achat de valeur d'usage. Tandis que la vente du service constitue la vente de la dernière valeur d'échange dans le cycle global du capital productif avant que recommence une nouvelle rotation du capital productif.

Nous voulons ici produire un tableau pour bien montrer notre point de vue sur la répartition du capital total. En effet, ce tableau tentera de situer les différentes parties du capital total affectées possiblement à l'achat de biens de production, à l'achat de biens de consommation ou à l'achat de services.

Capital total affecté possiblement à l'achat de biens de production:

$$D_1 = C_1 + X_1 + C_2 + X_2 + C_3 + X_3$$

Capital total affecté possiblement à l'achat de biens de consommation:

$$D_2 = V_1 + R_1 + C_1 + X_1 + Y_1 + C_2 + V_2 + R_2 + \\ X_2 + Y_2 + C_3 + V_3 + R_3 + X_3 + Y_3$$

Capital total affecté possiblement à l'achat de services:

$$D_3 = C_1 + V_1 + R_1 + X_1 + Y_1 + C_2 + V_2 + R_2 + \\ X_2 + Y_2 + C_3 + V_3 + R_3 + X_3 + Y_3$$

où:

secteur III = secteur tertiaire

$C_1$  = valeur du capital constant investi dans la section I :  
production de biens de production

$V_1$  = valeur du capital variable investi dans la section I

$R_1$  = partie de la plus-value que les capitalistes du secteur  
fabricant des biens de production, utilisent pour acheter  
des biens de consommation et des services

$X_1$  = partie de la plus-value du secteur I qui est avancée en  
capital constant

$Y_1$  = la partie de la plus-value du secteur I qui est avancée  
en capital variable

- $O_1$  = valeur produite par le secteur I ou l'offre totale de biens de production
- $D_1$  = demande totale de biens de production
- $C_2$  = valeur du capital constant investi dans la section II
- $V_2$  = valeur du capital variable investi dans la section II
- $R_2$  = partie de la plus-value que les capitalistes du secteur fabricant des biens de consommation utilisent pour acheter des biens de consommation et des services
- $X_2$  = partie de la plus-value du secteur II qui est avancée en capital constant
- $Y_2$  = partie de la plus-value du secteur II avancée en capital variable
- $O_2$  = valeur produite par le secteur II ou l'offre totale de biens de consommation
- $D_2$  = demande totale de biens de consommation
- $C_3$  = valeur du capital constant produit par I et II et non réalisée, investie dans la section III égale production de services
- $V_3$  = valeur du capital variable produit par I et II et non-réalisée, investie dans la section III
- $R_3$  = partie de la plus-value créée par les secteurs I et II et

transférée dans le secteur III en échange de services et que les capitalistes du secteur III utilisent pour acheter des biens de consommation et de services

$X_3$  = partie de la plus-value transférée dans le secteur III et avancée en nouveau capital constant ( $C_3$ )

$Y_3$  = partie de la plus-value transférée dans le secteur III et avancée en nouveau capital variable ( $V_3$ )

$O_3$  = valeur ou offre totale des services produits par les secteurs III

$D_3$  = demande totale de services

Comme nous l'avons vu dans les pages précédentes, le problème auquel se heurte le capitalisme monopoliste est un problème d'utilisation d'un surplus en quête d'investissements. Ce surplus croît de façon considérable sans que le système ne crée dans son mécanisme interne les débouchés à l'absorption du surplus. Ainsi se trouvant incapable d'investir dans sa propre entreprise les profits qu'il en récolte, ne pouvant investir dans d'autres branches hautement concentrées, le monopole suffoque à force de rechercher des débouchés à ses profits. (76) Pourtant le monopolisme réussit quand même à absorber en partie le surplus dans son espace interne, mais hors du secteur de production.

## 7 - L'ETAT ET L'AMENAGEMENT DU PLEIN EMPLOI

En effet, c'est l'effondrement de l'économie capitaliste des années '29 qui a définitivement déconsidéré le concept d'automatisme des mécanismes de marché. Il devint alors nécessaire que l'Etat intervienne. (77)

C'est Guy Dhoquois qui écrivait:

" Le capitalisme trouva le moyen de se renflouer (de la crise structurelle de 1929) en passant au capitalisme monopoliste d'Etat. Celui-ci a suscité après la Deuxième Guerre un modèle d'expansion par accroissement continu de la consommation, par absorption du surplus, par des moyens parasitaires essentiellement internes. " (78)

Par conséquent l'Etat est partie intégrante du procès d'accumulation du capital. L'accumulation du capital est le fondement historique de la bourgeoisie. Or la fonction historique de l'Etat bourgeois est d'assurer l'accumulation progressive du capital (79). C'est pourquoi l'Etat intervient activement dans la régularisation du rythme de l'activité économique, par un financement public de la production, ouvrant ainsi aux surplus monopolistes en quête d'investissements le débouché qu'ils convoitent. Par exemple, les nationalisations permettent de confier à l'Etat les secteurs les moins dynamiques de l'économie (sidérurgie, mines, transports tra-

ditionnels), aussi les dépenses militaires, l'industrie de l'armement viennent encore accroître la dimension des débouchés offerts aux surplus. Par conséquent, d'un point de vue général on peut affirmer que l'Etat a reçu la mission d'aménager le plein-emploi, non pas le plein-emploi de la force de travail mais le plein-emploi de la capacité de production du monopole et de l'industrie en général. Or cet aménagement du plein-emploi de la capacité de production se produit dans un contexte d'augmentation de la productivité du travail ce qui pose des problèmes accrus en ce qui concerne justement l'emploi de la force de travail. Pour illustrer la situation nous voulons à ce moment-ci nous référer à P. A. Baran qui avance certains pourcentages qui, bien sûr, pourront être infirmés dans des cas particuliers mais qui, dans le cas présent, peuvent avoir au moins l'utilité de montrer la tendance et d'illustrer l'idée auxquelles nous faisons référence.

En effet selon Baran:

" on a calculé que le simple remplacement des anciennes machines augmente la productivité par travailleur de 1.5 % mais grâce aux stimulants externes (dépenses gouvernementales, tertiarisation) et à l'investissement net cette augmentation atteignait approximativement 3 % par an. " (80)

" Cela signifie donc que la réalisation d'une valeur quelconque de la production nécessite 3 % de main-d'oeuvre de moins par an. Ce qui signifie à son tour si l'on prend en considération la croissance de 1 % par an de la

masse des travailleurs que la simple reproduction d'un volume quelconque de production globale se solde par une croissance annuelle du sous-emploi (de la main-d'oeuvre) de 4 %. " (81)

Dès lors si l'on veut préserver le plein emploi, il faut à tout pris accroître la production dans les mêmes proportions que l'accroissement de la productivité et de la main-d'oeuvre disponible. (82) Mais l'on a déjà étudié les problèmes engendrés par l'extension de la production et les difficultés d'absorption du surplus et de réalisation de la plus-value sociale excédentaire créée. C'est possiblement dans ce contexte que nous pouvons mieux comprendre cette citation de Joan Robinson:

" L'industrie courante ne peut pas trouver les marchés capables de maintenir la croissance de la production au même rythme que la productivité du travail, mais les travailleurs excédentaires peuvent trouver des moyens d'existence en fournissant des services pour contrebalancer le pouvoir d'achat soustrait à l'industrie. " (83)

Par conséquent, l'absence d'une masse importante de chômeurs ne peut correspondre qu'à un développement accru du secteur improductif et des activités parasitaires.

C'est précisément dans ce contexte qu'une possibilité d'intervention s'offre à l'Etat. Cette possibilité c'est celle de créer un "flux de dépenses publiques affecté... à des fins improductives de tous ordres." (84) Cette voie constitue donc un débouché important qui évite au capitalisme monopoliste de demeurer enlisé dans la situation donnée et qui autorise même la genèse de certaines conditions propres à favoriser la prospérité et un niveau relativement élevé d'emploi. Or ce flux de dépenses publiques affectées à des fins improductives, il est indispensable pour les capitalistes. Sans entrer dans les mécanismes concrets, puisque ce n'est pas là l'intention ni l'objet de notre thèse, qu'on nous permette ici de donner quelques exemples. Ainsi par ce flux de dépenses publiques affecté à des fins improductives l'Etat assurera notamment aux entreprises la fourniture de services qui réduisent leurs coûts (transport) qui facilitent la paix sociale (police, armée) ou qui diminuent en termes monétaires la valeur de la force de travail (logement, santé, éducation). De plus, les dépenses militaires permettent d'utiliser les forces productives dans une production qui n'a pas nécessairement à être écoulee sur un marché. Au sujet de ces dépenses militaires, Paul Baran écrivait:

" Incapable en fait de poursuivre une véritable politique de plein-emploi et de progrès économique le capitalisme est contraint de développer les industries de guerre, seul moyen de garantir un certain niveau des profits (et de l'emploi). " (85)

Cependant,

" A long terme les dépenses gouvernementales qui doivent être effectuées pour maintenir un certain niveau de l'emploi et du revenu national doivent absolument être compensées par des revenus fiscaux. Ceci implique que la dépense publique varie dans des limites strictes: en effet toute politique fiscale en régime capitaliste absorbe certes une part du surplus économique (sous forme de profit et d'épargne individuelle) mais réduit du même coup le volume de la consommation. Nous voici donc au coeur même du paradoxe puisque la dépense publique primitivement conçue pour maintenir le volume de l'emploi, a pour résultat de grossir le surplus économique empêchant que soit dépensées des sommes qui auraient autrement servies à acquérir des biens de consommation. " (86)

Cependant,

" Quelque soit la forme de la dépense publique originelle ", écrit Baran, " il en résulte non seulement un gonflement absolu du volume du surplus économique mais encore un accroissement de son importance relative dans le produit national. " (87)

Ainsi en bref, ce que semble dire Baran c'est que peu importe si les dépenses de l'Etat prennent la forme du financement public de la production ou bien celle du financement public de la consommation il en résulte de toutes manières et en dernière analyse une certaine croissance de la production et un gonflement du

volume du surplus économique. Certes, dans cet optique, les problèmes fondamentaux d'absorption du surplus ne se règlent pas.

2ième partie

L'ANALYSE CONCEPTUELLE DE LA THEORIE POLITIQUE  
DE LA CONCURRENCE

A) - LE CADRE D'ANALYSE ET LES HYPOTHESES CONCERNANT LA  
CONTRADICTION REVELEE PAR LA THESE.

La deuxième partie de cette thèse portera sur la théorie politique de la concurrence ou en d'autres mots sur le pluralisme politique. C'est grâce à l'analyse de ce mode de pensée en société que constitue le pluralisme politique que nous pourrons mettre en perspective la contradiction principale faisant l'objet de notre étude. Evidemment le titre de la thèse nous indique que cette contradiction c'est celle entre le capitalisme monopoliste et la théorie politique de la concurrence. Cependant, à ce moment-ci de la thèse, il serait temps de préciser davantage la nature de cette contradiction. Dans le premier chapitre nous avons vu que le capital constitue le mode de la classe sociale des capitalistes d'obtenir sa part de richesse sociale. Nous avons vu également que le capital était la norme sociale dominante orientant l'allocation des ressources sociales disponibles. Or la contradiction entre le capital, c'est-à-dire le capitalisme monopoliste et le pluralisme politique réside justement dans ce fait que d'une part le capital qui dans

l'état actuel de son évolution historique se présente sous la forme monopoliste ou oligopoliste au niveau économique, le capital, dis-je, constitue la norme sociale pratique dominante tandis que d'autre part le pluralisme qui est la théorie politique explicative de l'émergence des normes sociales dominantes, cette théorie, dis-je, est une théorie de la concurrence, de la compétition. En bref, la contradiction qui fait l'objet de cette étude c'est celle entre le mode concret et quotidien d'allocation sociale des richesses sociales, qui est un mode à dominance oligopoliste ou monopoliste, et d'autre part le mode social de conception de l'allocation des richesses sociales, ce mode étant basé sur la concurrence et la compétition. Nous sommes donc en présence d'une contradiction entre les conditions sociales d'existence d'une société et les conditions sociales de conscience d'une société. C'est une contradiction entre un mode d'action sociale et un mode de pensée sociale. En d'autres mots, la contradiction que nous voyons c'est celle entre les conditions sociales de l'accumulation des richesses sociales dans l'entreprise privée de production de capital (oligopoles) et d'autre part le modèle dominant de conception de la répartition de la production sociale et des richesses sociales ~~et des richesses sociales~~ entre les groupes organisés (pluralisme et concurrence). Au niveau de l'Etat cette contradiction se manifeste de la façon suivante, D'une part le discours des gouvernants est un discours pluraliste c'est-à-dire qu'il favorise une théorie politique de la concurrence entre

les groupes de citoyens, d'autre part l'Etat est une institution de concentration du pouvoir de décision des idées et principes orientant l'allocation des ressources sociales disponibles. Or pour bien comprendre ces contradictions il nous faut revenir un instant sur notre cadre global d'analyse tel qu'énoncé dans notre introduction. En effet nous prétendons que de façon générale la connaissance des contradictions au sein du mode de production de la vie quotidienne émergera de la critique de l'idéologie qui rend compte de l'essentiel à notre époque de cette production de la vie quotidienne. Or l'idéologie de notre époque c'est la démocratie pluraliste. Ainsi dans un premier temps nous prétendons que la connaissance de la contradiction fondamentale qui fait l'objet de notre étude émergera de la critique de la démocratie pluraliste. Dans un deuxième temps nous prétendons que cette critique de la démocratie pluraliste va se réaliser grâce à la critique d'une part des conditions sociales d'existence sociale c'est-à-dire du mode d'agir en société et d'autre part grâce à la critique des conditions sociales de conscience sociale c'est-à-dire le mode de penser en société. En bref la critique de la démocratie pluraliste se réalisera grâce à la critique de l'Etat démocratique en tant que mode d'agir en société et grâce également à la critique du pluralisme politique en tant que mode de penser en société.

Ainsi, globalement, notre analyse conceptuelle et critique du déroulement du processus politique contemporain se divisera en

deux étapes: d'une part l'analyse de l'Etat démocratique, d'autre part l'analyse de l'Etat pluraliste. Quant aux conditions sociales d'existence sociale rappelons qu'elles constituent un mode d'action en société et que ce mode d'agir se définit par deux genres d'interactions sociales, deux genres d'interventions dans la vie d'autrui. Il y a d'abord les interventions actuelles, présentes, ici et maintenant, les conjonctures vivantes qui se manifestent soit par la présence des acteurs sociaux sur les lieux de la conjoncture ou soit par leur absence. Ces contraintes actuelles ou ces interventions actuelles constituent le pouvoir actuel. Il y a également les anciennes contraintes sociales, les anciennes interventions dans la vie d'autrui, celles qui définissent le pouvoir passé et réalisé, qui sont stigmatisées en conventions sociales, en rapports sociaux constants ou tendant à la constance, interventions sociales déjà actualisées sous la forme du droit, des lois et des institutions. D'ailleurs c'est ici qu'intervient le concept d'Etat. Puisque l'Etat est une institution, c'est d'ailleurs l'institution la plus englobante des pouvoirs politiques d'une société. Selon nous l'Etat c'est le modèle le plus global de rapports de pouvoir entre les hommes, modèle de formes juridiques et politiques. L'Etat c'est un processus de concentration du pouvoir de décision global en un cadre institutionnel de relations de pouvoir dont la responsabilité première est le choix des normes sociales qui vont orienter l'allocation des ressources sociales disponibles. L'Etat c'est un mode de penser, un mode d'agir, un

mode de vie quotidien, un point de vue sur la réalité sociale. L'Etat c'est un prisme déformant l'image réelle du quotidien et du monde, c'est une fausse conscience de la réalité sociale. En effet, l'Etat c'est la fausse conscience de l'administration sociale c'est-à-dire par le peuple ou ses représentants et pour le peuple du surproduit social et de l'intérêt public en général.

C'est exactement à ce niveau-ci que nous devons introduire la notion de démocratie. Selon nous, la démocratie constitue notamment un mode de concentration du pouvoir de décision sur le choix des idées orientant l'allocation des ressources sociales. La démocratie c'est une méthode de choix des gouvernants ou des concentrateurs de pouvoir (Cf plus loin dans le texte pour une définition plus complète). Or si la démocratie est une façon de concentrer le pouvoir de décision l'Etat dans ce contexte c'est le lieu de concentration du pouvoir de décision des idées et des principes orientant l'allocation et la répartition des ressources sociales disponibles. L'Etat constitue donc un mode de prise de décision sociale, un mode de gouvernement. L'Etat c'est le mode idéologiquement dominant d'interaction sociale, d'intervention dans la vie d'autrui. L'Etat c'est la domination du pouvoir passé, institutionnalisés sur le pouvoir vivant. L'Etat c'est le cadre institutionnel le plus global de relations de pouvoir. Par conséquent, l'Etat démocratique peut constituer un mode d'agir socialement. Mais il peut également équivaloir à un mode d'inaction sociale. En effet cette concentration sociale du pouvoir

de décision des idées et des principes orientant l'allocation des ressources sociales, elle équivaut à une concentration du contrôle du développement des citoyens en fonction du maintien des rapports spécifiques et historiques de pouvoir et de contrôle. Cette concentration du contrôle des citoyens, elle se fait entre les mains de ceux qui détiennent une supériorité historique en capacité positive. Cette supériorité constitue l'apanage de quelques-uns des plus habiles et des plus puissants participants à la lutte, la concurrence, pour le contrôle d'une quantité optimale de pouvoir et d'influence. Cette quantité de pouvoir est optimale parce qu'elle doit permettre et respecter un manège tendant à l'équilibre entre la tendance à la reproduction élargie du pouvoir institutionnalisé et la tendance au maintien des rapports sociaux d'accumulation du pouvoir. Précisons également que ces rapports sociaux d'accumulation du pouvoir constituent un système de places assignées aux agents du pouvoir et aux bénéficiaires du pouvoir institutionnalisé par rapport aux ressources politiques déterminantes. D'ailleurs ces places sont elles-mêmes rien d'autre que les lieux où s'exercent certaines fonctions sociales et politiques. C'est pour ces raisons que nous prétendons que la démocratie signifie le gouvernement de la majorité des consommateurs par la minorité des plus compétents à maintenir cet équilibre socialement acceptable. La démocratie, selon nous, c'est l'organisation de la quotidienneté et de l'autonomie. La démocratie équivaut finalement à la promotion de l'hétéronomie des citoyens. D'ailleurs dans le mode d'agir démocratique les sujets qui véhiculent

et incorporent des différences et des libertés ce ne sont pas les citoyens majoritaires mais plutôt leurs représentants nationaux élus, c'est-à-dire une minorité. Pour bien comprendre le sens exact de ces hypothèses il nous faut les situer dans le cadre d'analyse global de la thèse appliqué au mode d'agir démocratique.

Voici donc le cadre d'analyse de la thèse appliqué au mode d'agir démocratique. Ce cadre d'analyse se résume à cinq éléments. En effet, nous croyons que toute réalité sociale comporte les cinq éléments suivants: premièrement des sujets qui véhiculent et incorporent des différences et des libertés. Dans le mode d'agir démocratique ces sujets sont les représentants élus à la suite d'une compétition électorale. Deuxièmement toute réalité sociale comporte des projets, des besoins appartenant aux sujets de l'action. Dans le mode d'agir démocratique ce projet dominant c'est la reproduction élargie de l'Etat (Cf. plus loin dans le texte pour plus d'explications) et des formes qu'il adopte (institutions), c'est-à-dire la reproduction du modèle étatique dominant de rapports humains. Troisièmement, toute réalité sociale comporte une source sociale de valeur sociale. Dans le mode d'agir démocratique cette source sociale de valeur, c'est l'opinion des citoyens et leurs ressources politiques utilisées ou non. Quatrièmement, toute réalité sociale comporte une forme, un code, un véhicule du projet. Dans le mode d'agir démocratique la forme du projet est la légalité. Cinquièmement, toute réalité

sociale comporte une règle d'articulation, de conjugaison et de disposition des formes du projet. Dans le mode d'agir démocratique cette règle d'articulation c'est la loi de l'accumulation des formes que peut prendre la légalité des représentants nationaux et des institutions étatiques. Dans ce contexte, le pluralisme constitue un ensemble d'idées et de principes orientant l'allocation et la répartition des ressources sociales disponibles. Le pluralisme c'est le mode de conception des rapports sociaux de répartition des ressources. Le pluralisme c'est le mode d'allocation des richesses sociales. De plus ces rapports sociaux de répartition des ressources ce sont des rapports de compétition. Le lieu de cette compétition peut être soit l'Etat démocratique soit le marché. Cependant n'oublions pas que le pluralisme est une théorie politique de la concurrence entre les acteurs sociaux. Le pluralisme est un mode de penser la réalité, c'est un système d'explication de la réalité, un discours sur le réel. Le pluralisme c'est une façon de concevoir les rapports entre les hommes, les rapports d'allocation des ressources sociales disponibles. Le pluralisme équivaut donc à une éthique sociale. Or selon nous cette éthique sociale ne correspond pas à la réalité, au mode d'agir dominant dans la société démocratique au stade du capitalisme monopoliste. Selon nous le pluralisme se résume à un blocage des forces et des puissances créatrices au profit du maintien

des rapports de reproduction polymorphique, d'une éthique sociale particulière. Or cette éthique quelle est-elle sinon celle de la consommation. Quand nous parlons d'éthique sociale dominante nous voulons dire l'éthique sociale de la majorité des acteurs sociaux, c'est-à-dire des citoyens. Or cette éthique sociale dominante de la majorité des citoyens n'est sûrement pas la production économique ni la production politique. En effet la fonction de production économique a été déléguée dans le M.P.C. au capital et aux capitalistes. Tandis que la fonction de production politique a été déléguée dans le mode d'agir démocratique à l'Etat et aux représentants (nationaux et locaux élus). Par conséquent le seul geste économique et politique qui appartient encore à la majorité des citoyens c'est un geste passif et c'est celui de la consommation d'une pluralité de biens et de services. On peut voir ici le rôle politique que peut jouer le secteur tertiaire. De toute façon l'éthique sociale dominante pour la majorité des citoyens, ce n'est pas le pluralisme en tant que théorie politique de la compétition entre les acteurs sociaux mais c'est plutôt la consommation polymorphique d'une pluralité de formes que peuvent prendre l'Etat et le capital. Le capital, ne l'oublions pas est le cadre institutionnel dominant de relations de production et de consommation. Tandis que l'Etat constitue le cadre institutionnel dominant de relations sociales, de pouvoir et d'influence. L'Etat et le capital sont selon nous les deux normes sociales dominantes d'allocation et de répartition des ressources. L'E-

tat et le capital déterminent donc les normes sociales du pluralisme qui, elles aussi, sont des normes sociales de répartition, des ressources sociales disponibles, par la compétition et la concurrence entre des oligopoles politiques ou économiques. Le pluralisme est ainsi déterminé par l'Etat et le capital. Nous l'avons vu, le capital c'est la norme sociale dominante orientant grâce à la coercition économique l'allocation des ressources sociales disponibles. Le capital, c'est un rapport d'exploitation entre les hommes. Le capital constitue le mode d'obtention et d'allocation de la part de richesses sociales dans les sociétés capitalistes. Tandis que l'Etat se définit comme étant la sanction sociale globale du mode d'obtention et d'allocation de la part de richesses sociales des groupes sociaux que constitue le capital. L'Etat est donc une institution dont la fonction principale est de sanctionner des modèles dominants de rapports humains. Et le modèle dominant de rapports humains dans les sociétés capitalistes et démocratiques c'est non pas le pluralisme mais le capital. C'est à ce niveau que se produit la fausse conscience de la sanction SOCIALE effectuée par l'Etat au nom de la majorité des citoyens, de la sanction sociale, dis-je, du capital en tant que mode d'obtention et d'allocation de la part des richesses sociales des groupes sociaux. L'Etat n'est donc pas le pouvoir social de décision des principes orientant l'allocation des ressources sociales, puisque déjà ce principe existe et c'est le capital. A moins que le capital soit une décision et une volonté étatique. Or le matérialisme historique et le marxisme

me nous enseignent que c'est le contraire. En effet, c'est l'Etat qui est un produit et un instrument du capital. L'Etat reproduit les rapports économiques dominants. Les rapports de production se doublent des rapports politiques. Par conséquent, le mode dominant de produire, d'agir et de penser socialement c'est le capital, et s'il y a pluralisme et pluralité c'est à l'intérieur de ce cadre institutionnel de relations sociales de production, de consommation et d'influence qu'est le capital. Selon la théorie pluraliste, les rapports sociaux de répartition des ressources s'établissent sur la base de la compétition entre les groupes et cette compétition ne signifie pas une multiplication des éthiques sociales possiblement existantes et légitimes mais plutôt une multiplication des participants à la compétition en vue de l'obtention de sa part de richesse sociale. Or cette compétition elle peut être polymorphique mais elle se déroule sur un seul champ de bataille c'est-à-dire le cadre institutionnel (dominant à notre époque) de relations sociales de production, de consommation et d'influence c'est-à-dire le capital. En dehors du capital, il n'y a pas de reconnaissance positive possible de valeur à des groupes ou à des individus. Ils sont alors marginaux, hors-cadre, hors de question, hors-jeu. Dans ce contexte on comprend mieux qu'il ne reste à la majorité des citoyens que la consommation comme mode politique d'agir. Dans un contexte de "holdings" politiques et économiques ce qui reste à la majorité comme mode politique dominant d'agir c'est la compétition au niveau de la consommation

polymorphique. Ainsi l'éthique sociale dominante de la majorité des citoyens en démocratie pluraliste c'est la consommation à l'intérieur du cadre institutionnel de relations de production et de consommation que constitue le capital. Par conséquent nous prétendons que dans les sociétés démocratiques et post-industrielles avancées, il y a dissolution du social et dissolution de l'économique. La dissolution du social s'effectue dans et par le politique c'est-à-dire l'Etat. La dissolution de l'économique s'effectue dans et par un rapport politique d'exploitation c'est-à-dire le capital. Nous croyons que la compréhension de ces dissolutions constitue un pré-requis à la compréhension d'une part, de la contradiction révélée par la thèse et d'autre part à la compréhension du rôle de l'Etat en démocratie pluraliste. Nous allons tenter dans une première étape d'expliquer cette dissolution du social dans et par l'Etat et cette dissolution de l'économique dans et par le capital grâce à une genèse théorique des concepts d'analyse de la démocratie pluraliste tels le politique, l'Etat, la démocratie et la compétition au niveau de la consommation polymorphique.

B)- GENESE THEORIQUE DES CONCEPTS D'ANALYSE DE LA  
DEMOCRATIE PLURALISTE.

1. - L'ETAT: LA FORME DE LA FORCE POLITIQUE -  
LA CONTRAINTE COHESIVE -

C'est Henri Lefebvre qui écrivait que:

"Aucune société ne fonctionne comme un ensemble de fonctions. Au dessus des fonctions économiques - sociales et de leur forme d'ensemble, pour les maintenir, pour les régulariser il faut un autre ensemble formel: règles, normes, valeurs, principes juridiques... Le règne de la marchandise se double d'un règne du contrat." (88)

Par conséquent pour instituer un milieu favorable à la poursuite du bonheur il faut donc:

- "a) une loi établie et reconnue, reçue et approuvée d'un commun accord comme la norme du juste et de l'injuste et la mesure commune qui permet de régler tous les litiges;
- b) un juge reconnu et impartial, qui ait autorité pour régler les différends d'après la loi établie;
- c) un pouvoir qui soit en mesure d'appuyer et de soutenir une juste sentence et de la mener dûment à l'exécution." (89)

Voilà donc où s'enracine l'Etat. L'Etat est donc un produit de la société à une certaine étape de son développement. L'Etat constitue l'aveu que cette société s'est emparée dans une contradiction avec elle-même, une contradiction insoluble. L'existence même de l'Etat prouve que la société au-dessus de laquelle s'est érigé l'Etat est divisée en anta-

gonismes inconciliables dont elle est impuissante à se débarrasser. Or, pour que ces antagonismes (les classes ayant des intérêts économiques contradictoires) ne se dévorent pas l'un et l'autre et ne dévorent pas la société dans une lutte stérile, une force est devenue nécessaire. Cette force c'est la force du politique et cette force elle prend la forme de l'Etat. L'Etat constitue la forme de la force politique. L'Etat se superpose au-dessus de la société, il modère les conflits, les maintient dans les limites de l'ordre. L'Etat constitue donc une force de contrainte sociale institutionnalisée. Le problème avec l'Etat c'est qu'il nie cette existence des classes antagoniques. En effet, comme nous le verrons plus loin, l'Etat démocratique comme le Droit, ne reconnaît aucune distinction de classe, il ne reconnaît aucune inégalité entre les classes sociales antagoniques. Or cette négation constitue une sanction tacite de l'inégalité des dons individuels, des capacités, des privilèges et des inégalités sociales. Nous devons cependant préciser que l'Etat n'a pas existé de tout temps. En effet, il y eut des sociétés qui s'en sont passées qui n'avaient pas la moindre idée de l'Etat ni du pouvoir de l'Etat. Or à un certain degré de leur développement économique impliquant nécessairement la division de la société en classes sociales l'Etat devint, du fait de cette division en classes, une nécessité. C'est Hobbes qui disait que les hommes sont naturellement amenés à se combattre pour obtenir les choses sur lesquelles

ils ont un pouvoir égal et qu'ils désirent également. (90)

Pourtant l'équilibre de pouvoir ne peut pas engendrer que la guerre entre les hommes puisque:

"une cité, une armée, une bande de brigands ou de voleurs, ou toute autre société qui poursuit en commun un but injuste ne (peut) mener à bien quelque entreprise si ses membres (violent) entre eux la règle de la justice (concorde, amitié)."  
(91)

En effet si nous ne portions pas en nous l'instinct biologique fondamental de coopérer avec nos semblables nous n'aurions jamais survécu en tant qu'espèce. La compassion, la charité, l'assistance mutuelle, un besoin fondamental de coopérer au sein de la tribu ont du constituer le schéma classique qui a permis aux premiers groupes d'hommes de survivre. (92) C'est seulement quand les tribus se sont développées pour devenir des super-tribus impersonnelles que les vieux modes de comportement ont commencé à céder sous la pression. C'est alors qu'il a fallu imposer artificiellement des lois et des codes disciplinaires pour rétablir l'équilibre (93). C'est-à-dire qu'un membre d'une super-tribu est soumis à des pressions. Il subit toutes les tensions et les contraintes que lui impose sa condition sociale artificielle. En effet la plupart des membres appartenant à sa super-tribu sont pour lui des étrangers. Il n'a aucun lien per-

sonnel, tribal avec eux. Dans ce contexte, le voleur type n'exerce pas ses talents aux dépens de l'un de ses compagnons connus, il n'enfreint le vieux code biologique de la tribu. Dans son esprit il place toujours sa victime en dehors de sa tribu, c'est ce qu'on peut appeler "l'honneur parmi les voleurs" ou "le code du milieu." (94) Pour parer à cette situation il faut imposer une loi super-tribale. Par conséquent il faut que chacun renonce au droit absolu qu'il a sur toute chose. Cet engagement constitue un pacte, un contrat. Cette convention doit être observée et respectée car c'est la raison qui impose cette loi. Ce contrat est l'expression d'une loi naturelle démontrée par un calcul rationnel. Or ce contrat révèle le principe et non l'origine de l'Etat. Il établit l'Etat dans la raison et non dans les faits. Il y a donc quelque chose de rationnel dans l'Etat, dans son fonctionnement, dans ses capacités d'organisation. Partout où il y a un état, cet état se donne pour l'incarnation de la raison et il l'est jusqu'à un certain point. (95) Ainsi le but de toute société politique est d'établir une autorité connue à laquelle chaque membre de la société doit obéir tout en bénéficiant du pouvoir ou de la possibilité d'en appeler à cette autorité pour régler tout litige qui peut s'élever entre les hommes. D'autre part, comme il y a conflit au sein de la société entre la compétition et la coopération de même une lutte se livre sans cesse entre le conformisme et l'innovation. Il existe ainsi un conflit fondamental entre les forces

cohésives et les forces inventives de la société. Les forces cohésives ont tendance à maintenir l'ordre établi. Elles ont donc une action répétitive et statique. Tandis que les forces inventives tendent vers de nouveaux développements et vers le rejet inévitable de vieux schémas. En faisant référence aux concepts d'Henri Lefebvre on pourrait écrire que les forces cohésives sont celles qui manifestent une praxis répétitive ou mimétique. La praxis répétitive étant celle qui recommence les mêmes gestes, les mêmes actes dans des cycles déterminés, tandis que la praxis mimétique est celle qui suit des modèles; il lui arrive de créer en imitant mais sans savoir comment ni pourquoi. Le plus souvent, elle imite sans créer. Par contre les forces inventives seraient celles qui manifestent une praxis inventive et créatrice, Henri Lefebvre écrit à propos de la praxis inventive qu'elle:

"atteint son niveau le plus élevé dans l'activité révolutionnaire... c'est donc bien la praxis révolutionnaire qui introduit l'intelligibilité concrète (dialectique) dans les rapports sociaux. Elle rétablit la coïncidence entre les représentations et la réalité. Entre les institutions (superstructures) et les forces productives (la base), entre forme et contenu." (96)

Or les forces cohésives qui aident à rassembler les membres d'une super-tribu sont: la loi, la coutume, le langage,

la religion, la guerre et l'Etat. Telles sont les forces de cohésion qui jouent sur les grandes sociétés urbaines. Chacune de ces forces a produit son type spécialisé de chef: l'administrateur, le juge, l'homme politique, le dirigeant syndical, le grand prêtre, le général. (97) Ainsi, par exemple, le procédé politique qui consiste à laisser la masse avoir son mot à dire dans l'élection d'un nouveau chef, a été en soi une force de cohésion valable en donnant aux membres de la super-tribu un sentiment plus fort d'appartenir à un groupe et d'avoir sur lui quelque influence. (98)

## 2. L'ETAT ET LE POUVOIR INSTITUTIONALISE

Il serait utile de définir à ce moment-ci la notion d'influence. Habituellement on appelle influence "le fait qu'un individu peut en pousser un autre à faire ce qu'il n'aurait pas fait sans cela." (99) Ainsi toute relation humaine inégalitaire comporte une influence. Quant aux termes de pouvoir il doit être réservé à une catégorie particulière d'influence ou de puissance: "celle qui est conforme au système de normes et de valeurs du groupe et qui est donc tenue pour légitime." (100) Ainsi le schéma de la légitimité est défini par le système de valeurs et de normes de la collectivité où il s'exerce. Ces normes d'action, ces préceptes de conduite constituent des prolongements naturels des valeurs de la société. Dans toute société il existe un indispensable

minimum de normes communes (éthiques, techniques, économiques). Sans ces normes la société se désagrègerait. Les normes sociales s'étendent à l'ensemble de la communauté. Cependant,

"Ce caractère de validité globale des normes demeure le trait distinctif d'une catégorie importante de normes sociales, les normes juridiques." (101)

Ce sont justement ces normes juridiques qui constituent le fondement de la domination de l'Etat. En effet, selon Georges Burdeau, l'Etat n'est pas le fondement du pouvoir de domination sur les hommes, il n'est que le titulaire de ce pouvoir de domination. En effet, selon lui, l'Etat est limité par le droit, parce que sa puissance est juridiquement conditionnée par l'idée de droit qui légitimise la puissance de l'Etat. Selon Burdeau l'idée de droit c'est:

"la représentation de l'ordre désirable qui, dans une société donnée, constitue une ligne de force de la mentalité collective où elle cristallise le consensus dominant." (102)

Ainsi le fait étatique apparaît comme l'institutionnalisation d'un pouvoir. L'Etat apparaît comme un pouvoir qui, fondé en droit et aménagé selon les règles juridiques, atteint une sor-

te d'objectivité et d'impersonnalisation qui le place au-dessus de tous ses rivaux. (103) Ainsi dans l'Etat le pouvoir est institutionnalis~~é~~ en ce sens qu'il est transféré de la personne des gouvernants qui n'en ont plus que l'exercice, à l'Etat qui en devient désormais le seul propriétaire. Dans ce contexte,

"L'idée de l'Etat apparaît ainsi comme un artifice grâce auquel des volontés qui, dans leur origine comme dans leur substance sont des volontés humaines, peuvent être imputées à une entité. Par cette opération qui les dépersonnalise ces volontés acquièrent une signification et une autorité nouvelle: elles deviennent volonté de l'Etat et, de ce fait, ne peuvent être contestées sans que soit mis en cause l'ordonnement juridique global de la collectivité." (104)

Or, nous l'avons écrit précédemment, l'Etat n'a pas toujours existé. En effet il y eut des sociétés qui s'en sont passées. Dans certaines sociétés politiques (le clan, la tribu primitive) le pouvoir n'est pas attribué formellement. Le pouvoir politique est communautaire mais diffus. Le pouvoir n'est pas une forme, un véhicule, un code qui transmet n'importe lequel contenu ou message indépendamment de sa forme (du pouvoir). Le pouvoir est une substance, un contenu. Dans ces sociétés, la communauté rassemble les vivants et les morts, la terre et le ciel, des objets symboliques. Dans le clan, l'organisation sociale

est indifférenciée. Sociétés politique, familiale, économique et religieuse se confondent. Le lien de parenté n'est pas distinct de l'appartenance au groupe politique. Le pouvoir politique n'est pas différencié des autres contraintes sociales. Le pouvoir réside dans une symbiose du groupe social et de la nature. Aussi en dehors du clan l'individu ne peut que périr. Le clan est la source de toutes les règles de conduite sociale. Tout ce qui est social est juridique parce que indistinct, confondu.

(105)

Nous prétendons sans grand risque que dans une telle société tout ce qui est humain est social, tout ce qui est social est juridique, tout ce qui est juridique est politique, tout ce qui est humain est politique. Dans d'autres sociétés tels les régimes féodaux, les théocraties, les chefferies le pouvoir politique est individualisé ou personnalisé. Il est attribué à certains individus ou à des groupes d'hommes et non plus à la société tout entière. Dans d'autres sociétés politiques telles les sociétés démocratiques comme les nôtres le pouvoir politique est de nouveau attribué à la société tout entière, mais à la société personnalisée, institutionnalisée. Désormais, le pouvoir s'exerce au nom et pour le compte de la société organisée. La société politique est devenue état. (106) A partir de ce moment il n'existe plus de collectivité " de jure " sans organisation politique différenciée. Ainsi depuis trois à quatre cents ans la personne juridique collective située au sommet de la hiérarchie des

sujets de droit est l'Etat. (107) L'Etat est une norme sociale.

En effet, comme l'écrit Marx:

" Dans la démocratie, l'Etat politique est simplement un contenu particulier comme une manière d'existence particulière du peuple. " (108)

L'Etat est une norme sociale juridique et une institution. Il est une norme sociale juridique parce que le fait de ne pas en tenir<sup>s</sup> compte ou de la violer a, d'une façon régulière, pour conséquence l'emploi ou la menace d'emploi de la force (violence) par un groupe possédant le privilège socialement garanti d'agir ainsi (le gouvernement). (109) Le gouvernement et ses organes constituent l'appareil étatique. Ils accomplissent les fonctions de l'Etat. Ils exercent ses compétences et établissent ainsi l'ordre juridique. L'Etat en tant que norme sociale juridique établit des liaisons, des relations. L'Etat est le médiateur entre l'homme et la liberté de l'homme. Dès qu'il y a un état politique il y a scission interne entre l'homme et le citoyen, entre l'homme privé et l'homme public, scission qui est aussi une séparation de l'individu et de la société. L'Etat est une superposition à la

vie réelle et quotidienne. Il coordonne et systématise, il intègre des ordres de valeurs; il résume et codifie en ordre stable et réfléchi les autres normes sociales. (110) Ainsi l'Etat fonde l'ordre social global. Il transfère les conflits sociaux du plan de la force à celui des procédures. L'Etat assure sécurité, stabilité, continuité aux rapports sociaux. Il veut maintenir "ordre et paix", en soi sans égard au contenu de cet ordre et de cette paix. L'Etat remplit ainsi un rôle de police. L'Etat constitue ainsi

une institution. Nous disions précédemment une institution de la société et du pouvoir. Mais de quoi se nourrit le concept d'institution?

"Une institution c'est une oeuvre dérivée, secondaire, greffée sur l'oeuvre ou les oeuvres de l'action originaire et première." (111)

L'institution est la forme d'un contenu: les oeuvres. Cette forme tend à prendre une existence autonome. L'institution a quelque chose de parasitaire et de mortel. Elle annonce la fin de l'activité créatrice. Tandis que l'oeuvre est appropriation, tandis qu'elle façonne du temps, de l'espace, du sensible, de la matière, l'institution elle est une abstraction sociale détachée de la nature, détachée du besoin. (112) C'est dans cette perspective que nous devons envisager l'institutionnalisation de la société et du pouvoir. C'est dans ce sens qu'il faut analyser la gestion et la prise en charge de toute activité humaine par des appareils étatiques qui ont tendance à s'étendre à la société entière. L'Etat, cette oeuvre dérivée, secondaire, greffée sur les oeuvres de l'action originale et première des hommes, l'Etat constitue aujourd'hui une personne publique, une volonté, la volonté de tous. L'Etat est une personnalité juridique et c'est d'ailleurs ce qui assure en droit sa viabilité. La souveraineté de l'Etat est absolue et perpétuelle. Elle n'est pas limitée puisqu'elle

surgit de la renonciation totale des hommes à leur souveraineté particulière.

"En déléguant sa souveraineté par l'exercice périodique du suffrage universel (le peuple)" écrit Proudhon, "renouvelle tous les trois ou cinq ans son abdication." (113)

C'est pourquoi nous prétendions précédemment qu'en démocratie il y avait dissolution du social dans et par le politique c'est-à-dire l'Etat.

### 3.- DISSOLUTION DU SOCIAL DANS ET PAR LE POLITIQUE: L'ETAT

Cependant c'est aussi un droit que la délégation de sa souveraineté et de son pouvoir politique. C'est aussi un droit que l'aliénation de sa liberté pour le possible mieux-être de tous et de soi-même. Mais dans ce cas il faut accepter que l'individu soit destitué de la jouissance de ses droits politiques. Dans ce contexte la société civile est séparée de l'Etat. En d'autres mots, comme dit Marx, l'Etat politique est l'abstraction de la société civile. (114)

"Marx rejette(donc) les droits du libéralisme parce qu'ils consacrent la séparation de l'homme de sa communauté, de lui-même et des autres hommes." (115)

Dans ce contexte de la société bourgeoise les différentes formes de la totalité sociale se présentent à l'individu comme des moyens de réaliser ses buts particuliers, individuels. D'ailleurs ce qui caractérise le type de société moderne c'est l'absence de rapports de coopération. Le village moderne est l'antithèse du village médiéval. L'absence de rapports de coopération est due à l'introduction par le capitalisme de rapports de concurrence. C'est ainsi que le principe avoué de la société capitaliste est que, par le jeu du marché, la libre disposition de la propriété privée aux fins du profit personnel engendre nécessairement une richesse et un bien-être dont toute la société bénéficie. (116) Par conséquent,

"En s'identifiant à l'individu égoïste l'homme et la société doivent trouver à l'extérieur l'universalité qui doit être imposée comme extériorité et comme contrainte. La fragmentation implicite dans les droits du libéralisme, permet paradoxalement l'Etat comme transcendance et universalité, comme pouvoir intégrateur et unificateur. (117)

C'est ce qui explique en partie le rôle qu'a l'Etat d'organiser et de contrôler un ensemble d'institutions, de lois et de règlements tels: l'armée, la police, l'appareil judiciaire et pénitentiaire, la bureaucratie, le Droit, les codes (des professions et autres) l'école, la presse etc... Si Marx rejette les droits du libéralisme, c'est parce que lorsque l'Etat atteint son plein épanouissement:

"l'homme mène non seulement dans sa pensée, dans sa conscience mais dans la réalité, dans la vie, une vie double, une vie céleste et une vie terrestre, la vie dans la communauté politique où il se considère comme un être social et la vie dans la société civile où il agit comme homme privé, considère les autres comme des moyens, se ravale lui-même au rang de moyen et devient le jouet de puissances étrangères." (118)

Cependant n'oublions pas que l'Etat malgré son statut d'extériorité et de contrainte imposées ne joue pas moins son rôle nécessaire d'intégrateur et d'unificateur. Car le but du gouvernement par des représentants élus est clair. Il est fondé sur un retour partiel à la politique du système tribal originel où chaque membre de la tribu avait son mot à dire sur la façon de diriger la société. De plus dans la démocratie les institutions étatiques et politiques sont représentatives.

"Or toute représentation est abstraite par rapport au concret, les êtres humains. (...) la praxis révolutionnaire ne veut pas seulement améliorer les systèmes représentatifs; elle veut les supprimer en leur substituant la gestion rationnelle des choses et la liberté des êtres humains (...) la praxis révolutionnaire veut supprimer en les dépassant les représentations pour les remplacer par des rapports transparents et directs entre les êtres: par des présences concrètes." (119)

Ainsi les représentations politiques ont un caractère abstrait,

celui d'une abstraction qui prétend comprendre les présences et les régenter. De plus ce gouvernement par des représentants élus qui sont dépositaires du pouvoir s'exerçant au nom et pour la société organisée, ce gouvernement dans la mesure où il s'exerce sous le joug du droit de la propriété privée, voit toutes ses tendances démocratiques minées par le droit libéral. C'est Marx qui écrivait que:

"Le droit de propriété est le droit de  
jouir de sa fortune et d'en disposer  
"à son gré" sans se soucier des autres  
hommes indépendamment de la société;  
c'est le droit de l'égoïsme." (120)

C'est ce droit de propriété qui "fait voir à chaque homme, dans un autre homme, non pas la réalisation mais plutôt la limitation de sa liberté." (121) A ce moment-ci de notre genèse théorique des concepts d'analyse de la démocratie pluraliste, il est indispensable que nous nous intéressions particulièrement à la dissolution du social dans et par le politique. En d'autres termes, nous devons définir ce que nous entendons par le concept du politique. De plus, pour bien saisir ce concept du politique nous faisons référence à une notion nouvelle qui est celle du pouvoir métapolitique.

### 3.1 - UN ENSEMBLE D'ACTIONS COORDONNEES EN VUE DE LA REPRODUCTION DU SYSTEME -

Si dans le M.P.C. la valeur dominante valorisée c'est le capital,

alors en démocratie pluraliste le pouvoir dominant et valorisé c'est le pouvoir "métapolitique." Ce pouvoir métapolitique peut se définir comme un pouvoir politique légitime, nécessaire et légalisé. Si on nous demande: nécessaire à quoi? Nous répondrons que le pouvoir métapolitique est un pouvoir politique socialement nécessaire à la reproduction des rapports métapolitiques et à leur développement. Contentons-nous pour le moment de cette définition quasi tautologique. De plus, si ce que l'on vend sur le marché ce sont des valeurs d'échange alors ce que l'on consomme ce sont des valeurs d'usage. C'est-à-dire un temps et des biens de jouissance individuellement nécessaires. Aussi ce que l'on installe en lieu d'autorité via la démocratie pluraliste c'est un pouvoir politique légitime, nécessaire et légalisé. Or ce processus démocratique a lieu parce que l'on croit que ce pouvoir métapolitique nous permettra d'obtenir un temps et un pouvoir légitime de jouissance individuellement nécessaires et tolérés par la société pluraliste. Ce processus démocratique est donc une démarche de foi envers un pouvoir métapolitique pour ne pas dire métaphysique (pensons au pouvoir thaumaturge et magicien) qui nous méritera le "Salut", c'est-à-dire un temps et un pouvoir légitime de jouissance individuellement nécessaires et tolérables, viables collectivement. Ce salut individuel nous l'obtiendrons évidemment moyennant certains sacrifices, notamment celui de notre autonomie et notre pouvoir légitime. Ce temps et ce pouvoir de jouissance individuellement nécessaires c'est au niveau

du procès de consommation qu'ils se trouvent. Le procès de consommation c'est le procès de reproduction des rapports capitalistes de production. Le procès de consommation c'est un processus de contraintes des forces productives du produit et du surproduit social à se transformer en forces reproductives des forces productives et des rapports de production. La consommation c'est théoriquement le temps accordé à la survie différentielle, mais qu'on emploie concrètement de nos jours, de façon standardisée à la reproduction des instruments de contrôle social sur le temps de travail et le temps libre des individus et des masses (nous reviendrons un peu plus loin sur cette notion de temps accordé à la survie différentielle Cf. B-3,2). C'est peut-être dans ce sens qu'Henri Lefebvre écrivait que le temps est le bien le plus précieux et qu'on doit le soustraire à la consommation dévorante car c'est lui que l'on consomme dans la quotidienneté, comme marchandise suprême, cachée sous toutes les choses et les biens de consommation. (122) Par conséquent, consommer dans le M.P.C. c'est détruire le temps libéré pour la production de la survie différentielle. Consommer, en ce sens, c'est perdre son temps dans un ensemble d'actions coordonnées en vue de la reproduction d'un ensemble d'actions coordonnées en vue de la production de la vie sociale, du surproduit social et de la survie socialement standardisée, homogénéisée. Il y a donc un mouvement dialectique et de complémentarité entre les forces productives du surproduit social et de l'intérêt public et les forces reproductives du surproduit social et de

l'intérêt public. Or l'organisation des forces productives dans le cadre des rapports capitalistes et pluralistes de production du surproduit social et de l'intérêt public constitue un ensemble d'actions coordonnées en vue de la production du surproduit social et de l'intérêt public. De plus, l'organisation des forces reproductives du surproduit social et de l'intérêt public dans le cadre des rapports capitalistes et pluralistes de reproduction du surproduit social et de l'intérêt public constitue un ensemble d'actions coordonnées en vue de la reproduction du surproduit social et de l'intérêt public.

Avant d'aller plus loin dans cette mise en perspective du concept d'analyse que constitue le politique à partir d'une notion nouvelle qui s'appelle le "pouvoir métapolitique", il est indispensable que nous marquions le pas afin de définir précisément ce que nous entendons par la survie différentielle d'une part, et par les rapports et les forces de production et de reproduction du surproduit social et de l'intérêt public.

### 3.2- LE TEMPS ACCORDE A LA SURVIE DIFFERENTIELLE OU LE CONSOMMATEUR CON- SOMME

Le but de la production chez l'homme c'est la représentation, la formalisation de son idée, de ses besoins, de ses desseins. L'homme a des besoins qu'il veut satisfaire avec des objets ou des signes

sensibles, qui sont des prolongements de lui-même. Or la production doit satisfaire les besoins de l'homme et de tous les humains. Ces besoins, ce sont d'abord ceux de la production de la vie et ensuite ceux de la survie, c'est-à-dire les besoins issus de la libération du travail de production de sa subsistance physique. Or ces besoins de survie sont différents chez chaque homme contrairement aux besoins de subsistance, de vie, qui sont communs et universels. Or comme nous l'avons vu en première partie de cette étude l'accumulation du surproduit social dans toute société favorise la diminution du travail productif et l'augmentation du travail improductif, c'est-à-dire le travail libre de créations du plaisir qui est différent chez chaque homme. En effet, nous avons vu qu'à travers l'évolution du M.P.C. du stade concurrentiel au stade monopoliste la quantité de capitaux productifs diminue relativement à l'évolution de l'accumulation du capital. D'autre part, nous avons vu que la quantité de capitaux improductifs par contre a tendance à augmenter relativement à l'accumulation du capital c'est-à-dire avec l'élévation de la composition organique. Par conséquent le nombre d'ouvriers productifs a tendance lui-aussi à diminuer relativement à l'accumulation du capital et le nombre d'ouvriers improductifs a tendance à augmenter relativement à l'accumulation du capital. Ainsi ce qui est devenu, par l'évolution de la productivité du travail et du M.P.C., un temps de travail disponible et inutile à la valorisation du capital via la création de plus-value (reproduction élargie du capital) ce temps

devient un temps de travail socialement nécessaire à la reproduction élargie du capital mais via la réalisation de la plus-value excédentaire, non absorbée. Un des moyens de réaliser cette plus-value excédentaire c'est la reproduction élargie du travail vivant. Ce qui équivaut à l'élargissement de la demande solvable et par conséquent à l'élargissement de la consommation. Dans ce contexte la consommation signifie la reproduction des instruments de contrôle social sur le temps de travail et le temps de jouissance des individus et des masses.

Consommer c'est perdre son temps dans un ensemble d'actions coordonnées (le procès de consommation) en vue de la reproduction d'un ensemble d'actions coordonnées en vue de la production de la vie et de la survie socialement standardisée (le procès de production). Il y a donc élargissement de la consommation et socialisation de la consommation via les secteurs tertiaires et étatiques de consommation. Ainsi dans le M.P.C. il y a une recherche d'un équilibre socialement acceptable entre, d'une part la nécessité objective d'assujettir l'exercice du pouvoir localisé à un objectif collectif (socialisation de la production, socialisation de la consommation) et d'autre part le besoin subjectif des capitalistes d'assujettir l'exercice du pouvoir localisé à un objectif particulier et de classes c'est-à-dire l'accumulation privée du capital dans l'entreprise. C'est dans ce contexte global vu dans une perspective critique que nous pouvons approfondir le sens de cette phrase suivante de J.K. Galbraith:

" L'individu sert le système industriel  
en consommant ses produits..." (123)

Il y a cependant des contradictions. En effet, cette civilisation de l'abondance, abondance du surproduit social, dans laquelle nous sommes, ici en Occident elle ne s'étend pas à la surface de la planète. Voilà une première contradiction. De plus, l'abondance des temps de loisirs, des temps libres pour la création, est malgré tout très limitée. Voilà une deuxième contradiction, car comme nous l'avons déjà vu la loi de l'augmentation de la productivité du travail devrait théoriquement conduire à l'augmentation du temps disponible au travail improductif créateur et à la limitation du temps de travail productif nécessaire à la subsistance des hommes. Or dans nos sociétés technocratisées, bureaucratiques et post-industrielles, il y a tendance à y avoir plus de travail improductif "obligatoire" que de travail productif "obligatoire", cela pour des raisons que nous avons étudiées dans les pages précédentes. Voilà une troisième contradiction. Il est bien clair que ce temps de travail improductif est rendu obligatoire (gaspillage). C'est pourquoi le M.P.C. a un caractère parasitaire. Tout cela n'est pas dicté par une main invisible ni par une conspiration internationale mais par les postulats mêmes du M.P.C. et par la logique du capital. Ces postulats ne respectant pas les différences individuelles au plan de la survie, ont rendu l'homme objet et non pas sujet des actions qu'il pose. En effet, ne faisant pas la distinction entre les besoins universels et les besoins individuels, entre les besoins de subsistance et les besoins de création, les hommes ont confondu les moyens et les fins

et ils ont fait de l'homme l'objet de la satisfaction des besoins de la production. Ainsi c'est la production de valeur d'échange, la production de capital qui devient le but de la production humaine. Or pourquoi la production de capital? Pourquoi le capitalisme a-t-il plus besoin de la production que du produit lui-même? Pourquoi y-a-t-il dans le M.P.C. une tendance à la surproduction? La réponse c'est que le capitalisme postule la différenciation du procès de production et du procès de consommation. Dans le procès de production, le sujet de l'action c'est l'entreprise (et ses propriétaires et ses gestionnaires) et l'objet de l'action c'est le producteur. Dans le procès de consommation le sujet de la consommation c'est le citoyen consommateur (à l'étape de la reproduction de sa force de travail), à supposer que le consommateur ait encore une influence via ses préférences et qu'il ne soit pas lui-même "consommé" selon l'expression de Galbraith. Et l'objet de la consommation c'est la valeur d'usage qui possède également une valeur d'échange qui occulte et véhicule le surproduit social, le surplus social, l'économie de travail social pour les ramener subrepticement au "sujet" du procès de production de la vie sociale, c'est-à-dire l'entreprise capitaliste et tous ses vicaires. Si l'entreprise est le sujet du procès de production de la vie et de la survie sociale c'est parce que dans le M.P.C. c'est la production de capital (plus-value accumulée) qui devient le but de la production humaine, c'est parce que ce n'est pas la satisfaction des besoins de l'homme qui est le but de la pro-

duction mais c'est la satisfaction des besoins de l'entreprise, donc la satisfaction des besoins du système d'articulation des entreprises qui constitue le but de la production de la vie sociale. C'est ainsi que se répand dans l'esprit des hommes et dans la réalité sociale la nécessité de généraliser et de reproduire une forme spécifique (le capital) d'articulation des éléments de la réalité, d'allocation des ressources et de répartition des fonctions de production de la réalité. De même le capitalisme réussit à créer la confiance et la croyance que le besoin de la production est en fonction de la satisfaction des besoins de la totalité des hommes.

Bien sûr le capitalisme a résolu le problème de la production obligatoire de la vie mais il a, par le fait même, biaisé le problème de la production libre, individuel de la "survie", de la création, du plaisir, de la détente, du jeu, du mouvement etc... En standardisant les différences dominantes c'est-à-dire les "formes acceptables" de survie, de création, de plaisir... le M.P.C. a aussi nivelé les différences. Du moins le capitalisme les a liquidées, les a nivelées socialement sur la place publique, les a réduit à des différences dominées. Mais il les tolère dans les cadres privés de la vie des gens. C'est pourquoi la vie privée des gens est si âprement protégée à l'intérieur des propriétés et des forteresses privées. Or si ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine leur être c'est donc leur être social qui détermine leur conscience. Par conséquent malgré le respect de la vie privée physique la vie privée morale et

intellectuelle est envahie, est évacuée par les standards socialement acceptés de la différence. Donc la vie différente, l'esprit différent sont quand même liquidés ou presque.

### 3.3- LES FORCES ET LES RAPPORTS DE PRODUCTION ET DE REPRODUCTION DU SURPRODUIT SOCIAL ET DE L'INTERET PUBLIC -

La démocratie selon nous subit des modifications selon les exigences de la pratique socio-économique, de la formation sociale qui a précisément opté pour la démocratie comme méthode politique. Aussi selon André Vachet la "complexité du système idéologique et politico-social suit la complexité de l'appareil économique et du système économique-social." (124) Or si "le pluralisme apparaît comme la forme idéologique la plus développée sur le plan politique des servitudes du capitalisme des sociétés industrielles avancées" (125), il sera indispensable de jeter un coup d'oeil sur le fonctionnement du mode de production capitaliste-monopoliste. C'est d'ailleurs ce que nous avons fait dans la première partie de cette étude. Cependant qu'il nous soit permis maintenant de compléter cette étude par un parallèle entre le M.P.C. et la démocratie pluraliste.

Nous allons procéder par analogie parce que nous croyons que certains concepts fondamentaux définissant l'articulation du M.P.C. nous aideront à définir le fonctionnement de la démocratie. De plus

les contradictions fondamentales du M.P.C. se répercutent directement sur le fonctionnement de la démocratie. En effet, si l'entreprise capitaliste est la source des moyens de subsistance, l'Etat est la source du pouvoir légitime et légal. Si les moyens de produire la vie sont dans le M.P.C. appropriés privément, si la fonction d'organisation de la production du surproduit social est spécialisée et monopolisée privément, de même la fonction d'organisation, de gestion de l'intérêt public sera spécialisée et monopolisée privément. De même que les producteurs sont expropriés des fruits de leur travail par l'entreprise, ainsi les producteurs de pouvoir, ceux qui détiennent le pouvoir d'élire des gouvernants (c'est-à-dire la majorité) ne peuvent révoquer illico leurs élites si les décisions de celles-ci ne les satisfont point. Ainsi, selon nous, les rapports de production et de reproduction du surproduit social comme les rapports de production et de reproduction de l'intérêt public sont des systèmes de places des agents de production du surproduit social et de l'intérêt public. Ces places sont des lieux d'exercice de fonctions différenciées. A ces fonctions doivent correspondre des fonctionnaires ou des porteurs responsables de ces fonctions. Les porteurs de fonctions peuvent s'unir de façon solidaire sur la base d'une conscience aigüe de leurs fonctions et de leurs responsabilités face à celles-ci. Par conséquent les rapports de production capitalistes du surproduit social et les rapports de production démocratiques de l'intérêt public définissent le mode d'articulation des fonctions essentielles,

impératives du capitalisme et de la démocratie. Cela signifie que ces rapports répartissent les fonctions du mode entre les différents groupes sociaux. Dans le M.P.C. les limites à la réalisation de la plus-value tiennent dans les rapports de production. C'est d'ailleurs ce que nous avons étudié en détail dans la première partie de cette étude. Cependant quelles sont donc les limites à la réalisation de l'intérêt public?

#### 3.4- LE MODE DE PRODUCTION DEMOCRATIQUE DE L'INTERET PUBLIC -

Dans le mode de production démocratique de l'intérêt public, les forces productives sont définies par le rapport entre le pouvoir, la légitimité, la souveraineté de prendre des décisions, de définir la réalité sociale, et d'autre part le pouvoir passé, réalisé, cristallisé sous forme de lois. Ces lois constituent des règles d'articulation et de disposition des éléments dans la totalité. Ces lois sont imprégnées et déterminées par l'idée fondamentale du mode. Les rapports de production de l'intérêt public sont définis par le rapport entre l'élite du pouvoir (les gouvernants) et les citoyens (les gouvernés, les dépossédés). Contrairement au travailleur, le citoyen n'est pas considéré comme une chose qu'on administre mais il est traité comme un être humain que l'on gouverne. Non seulement le citoyen est-il dépossédé du contrôle sur les moyens et les instruments, en un mot tout l'appareil du pouvoir, mais en plus il est contraint

de façon "civilisée" à déléguer son droit légitime de régir directement l'orientation des décisions politiques. C'est D. Morris qui écrivait à ce propos:

"Dans tous les cas où le but était de réinstaurer l'ancien schéma du gouvernement du peuple par le peuple les supertribus étaient certainement trop grandes et les problèmes de gouvernement trop complexes, trop techniques. La situation exigeait un système de représentation et une classe d'experts professionnels. Gouverner une supertribu c'est un peu comme essayer de faire marcher un éléphant en équilibre sur une corde raide. Il semble que le mieux que puisse espérer un système politique moderne ce soit d'utiliser les méthodes de droite pour appliquer une politique de gauche," (126)

pour ne pas dire une "social-démocratie". Cependant n'était-ce pas Platon qui disait que "le plus grand châtement consiste à être gouverné par un plus méchant que soi, quand on ne veut pas gouverner soi-même." (127)

L'on pourra toujours répondre qu'en politique comme en religion celui qui ne "pratique" pas n'a pas droit de parole. Il n'en demeure pas moins que le citoyen est la seule source de pouvoir légitime qu'il a délégué à l'élite. Nous sommes tentés d'ajouter qu'à partir de ce moment, l'Etat est la seule source de pouvoir légal.

L'élite devient donc le sujet de l'activité politique. C'est elle qui définit l'idée globale, c'est elle qui contrôle les moyens de formaliser l'idée unificatrice et coordonnatrice du mode de production démocratique de l'intérêt public. Par conséquent le pouvoir présent et le pouvoir passé (les lois) constituent les forces qui contribuent à la création de l'intérêt public. Tandis que la réalisation de l'intérêt public, c'est-à-dire la jouissance de chacun, sa satisfaction, est déterminée et répartie de façon inégale car le citoyen voit sa jouissance réduite par rapport à celle de l'élite du pouvoir qui bénéficie d'une jouissance tendant vers le maximum.

### 3.5- DEPENDANCE POLITIQUE ET HETERONOMIE DU CITOYEN. -

En fait, c'est grâce à la spécialisation de la fonction de maintien et de promotion de l'intérêt public, que les concentrateurs, et les gouvernants, s'approprient et monopolisent violemment l'intérêt public. C'est pourquoi nous prétendons qu'il y a une contradiction fondamentale entre la socialisation de la production de l'intérêt public et la privatisation de la défense de l'intérêt public, c'est-à-dire la spécialisation, la privatisation de la fonction de contrôle et de promotion du bien commun. Cependant la loi du moindre effort, la paresse, la loi de la facilité portent le citoyen à déléguer son pouvoir et son droit de gestion, d'articulation, de promotion directe de la production de l'intérêt public. A cela s'ajoute

le fait que:

"Tout pouvoir cherche plus ou moins à prendre entre ses mains les rênes de la vie sociale. Il prédispose les masses à la passivité. Tout esprit d'initiative étant étouffé par l'existence même du pouvoir (...) le pouvoir a peur de tout acte indépendant. Toute initiative autonome lui apparaît aussitôt suspecte, menaçante, car il veut tenir le gouvernail et il veut le tenir seul."  
(128)

De plus l'autogestion, la souveraineté individuelle, l'autodétermination impliquent la prise en charge par le citoyen de lourdes responsabilités et de nombreux risques. Aussi il faut mentionner que la complexité des problèmes sociaux et l'hermétisme dont témoignent ceux qui ont plus de connaissance ou des capacités positives supérieures et susceptibles d'apporter des solutions contribuent à dévaloriser l'individu, le citoyen seules sources de pouvoir, et à les obliger à déléguer leur légitimité. Cette démission de l'individu devant ses responsabilités d'autogestion et d'autonomie, elle est très cohérente avec les fonctions d'un "système de représentation à l'intérieur d'un cadre d'équilibre institutionnel du pouvoir" (129). Car les structures sociales qui remplissent ces fonctions "visent à assurer l'établissement de l'ordre social et la protection de l'individu contre la tyrannie" (130) C'est d'ailleurs parce qu'il est animé de cette idée que Peter Bachrach peut écrire:

"The less the individual has to participate in politics to protect or augment his own self-interest the better off he is. For the less he participates, the more time he has to engage in other profitable or enjoyable pursuits." (131)

Cependant, comme l'écrit à juste titre le chanoine J. GrandMaison:

"Le fameux "service au public" est une idéologie qui camouffle souvent un manque de conscience démocratique et d'esprit communautaire. Combien de services deviennent des "en-soi" où le "self-interest" passe avant l'intérêt de la clientèle, la survivance avant l'efficacité." (132)

C'est de cette façon que les fins apparentes du système, c'est-à-dire la promotion de la culture, du bonheur et du bien-être deviennent moyens, des instruments. Ainsi les moyens apparents tels la consommation, la production pour le profit, l'organisation sont en fait de véritables fins. Par conséquent nous sommes amenés à prétendre dans ce cas que le système en place cherche avant tout à se perpétuer sans s'autocritiquer profondément. Or dans ce contexte de démission de l'individu devant ses responsabilités politiques s'instaure une atmosphère de dépendance politique et économique. Dès lors:

"L'Etat comme la société sont conçus  
comme des vaches-à-lait, peu importent  
les conséquences des victoires de son  
groupe professionnel ou de son entrepri-  
se," (133)

sur le surproduit social et l'intérêt public. C'est dans le con-  
texte que les gouvernements occidentaux élargissent le champ de  
leurs activités et assument une multitude de responsabilités nou-  
velles (134)

L'Etat est désormais perçu comme l'artisan premier du pro-  
grès et du développement des sociétés (135). Or était-ce à ce-  
la que pensait Proudhon lorsqu'il écrivait:

"Le fonctionnarisme (...) pousse au  
communisme de l'Etat, à l'absorption  
de toute vie locale et individuelle dans  
le machinisme administratif, à la des-  
truction de toute pensée libre. Tout  
le monde demande (alors) à s'abriter sous  
l'aile du pouvoir, à vivre sur le commun."  
(136)

En effet il y a des contradictions, car la rationalité so-  
ciale, sur laquelle se superpose la bureaucratie, échappe au bu-  
reaucrate. Il ne saisit que la rationalité bureaucratique, for-  
malisée par l'institution. (137)

Dans ce contexte, la constitution de centres décisionnels  
métapolitiques sera toujours suivie d'une saturation de ces centres.

Nous pouvons et devons maintenant poursuivre l'analyse de la notion de pouvoir métapolitique.

### 3.6. "LE METAPOLITIQUE" LES INSTITUTIONS SURAJOUTEES A DES OEUVRES.

L'exercice du pouvoir étant concrètement localisé et spécialisé selon les capacités des individus, il y a dans le M.P.C. une recherche d'un équilibre entre la nécessité objective d'assujettir l'exercice du pouvoir localisé à un objectif collectif commun (qu'on se souvienne de la socialisation de la consommation via les rapports tertiaires et étatiques de consommation) et d'autre part le besoin subjectif d'assujettir l'exercice du pouvoir localisé à un objectif privé, individuel: l'accumulation privée du capital. Ce qu'il faut comprendre c'est que le pouvoir localisé existe seulement en tant qu'un maillon de l'existence de la totalité en fonction de laquelle le pouvoir localisé s'exerce ou doit s'exercer. Le sujet (l'élite) de l'exercice du pouvoir localisé ne doit donc pas être un corps autonome (une monade close) libre d'orienter ses activités en fonction de ses propres besoins singuliers mais il doit nationaliser, socialiser, politiser sa praxis, c'est-à-dire qu'il doit orienter sa praxis en fonction seulement du développement de la totalité dont il est partie intégrante,

"l'homme est au sens le plus littéral

"un animal politique, non seulement un animal social, mais un animal qui ne peut s'isoler que dans la société." (138)

Or l'homme dans la société bourgeoise est replié sur lui-même, sur ses intérêts privés et ses volontés arbitraires, comme un individu séparé de la communauté. Dans ce contexte le seul lien qui unit les hommes c'est le besoin, la conservation de leurs propriétés et de leurs personnes égoïstes. (139) Néanmoins pour Marx,

"L'individu est un tout et comme tel il est autonomie et pouvoir sans lequel l'autonomie serait illusoire (...) mais cet homme, cet individu n'est pas une magnifique monade close (Leibniz) (...) il est une totalité partielle ouverte à d'autres totalités: la nature, la société, parce que tout en le dépassant comme unité, elles se retrouvent en lui." (140)

Ainsi la totalité qu'est l'individu ne trouve pas son achèvement tant que toute la nature et toute la société ne s'intègrent pas à la quotidienneté consciente de l'individu, tant qu'elles demeurent extériorité et pouvoir sur l'individu, c'est-à-dire altérité ou aliénation. (141)

A ce sujet Marx écrit que l'émancipation humaine est consommée seulement quand l'homme réel, individuel a reconnu et organisé

ses forces propres en forces sociales et qu'il ne sépare plus de soi la force sociale sous la forme de la force politique. (142)

Pourquoi le politique constituerait-il un domaine séparé dans la société? Car tout ou presque tout est partiellement politique et rien ou presque rien n'est totalement politique.

Ainsi la société est essentiellement constituée par un système d'interactions sociales. Nous prétendons que ces interactions constituent des interdépendances, des intersoumissions, des intercontraintes, des interventions dans la vie d'autrui. Or ces interventions, ces contraintes interpersonnelles définissent la quotidienneté. C'est Henri Lefebvre qui écrit que:

"Le quotidien, le bien-être sont des institutions surajoutées à des oeuvres: l'activité appropriative, la parole, le désir créateur (...) la production au sens large, la production par les hommes de leur propre vie s'y changent en contraintes (...) au lieu de s'ouvrir vers la liberté." (143)

### 3.7- METALANGAGE ET METAPOLITIQUE.

C'est ici que nous introduisons l'explication du concept de "métapolitique". Pour cela, référons-nous d'abord à Henri Lefebvre et à ce qu'il écrit au sujet du métalangage.

"Qu'est-ce que le métalangage? C'est le discours sur le discours, le deuxième degré du discours. En utilisant la terminologie de R. Jakobson, nous disons que la fonction métalinguistique (axée sur le code) déplace et suplante la fonction référentielle (axée sur le dénoté). Il apparaît dans certaines conditions (historiques et sociales) un conflit entre ces deux fonctions, dès lors un mouvement dialectique enveloppe et surdétermine leur rapport de complémentarité. Le référentiel s'estompe et même disparaît. Le contexte verbal remplace le référentiel pratico-sensible de sorte que le langage n'a plus affaire qu'à lui-même par récurrence ou redondance." (144)

En utilisant la terminologie de Lefebvre nous écrivons:  
qu'est-ce que le métapolitique? C'est la stratégie de la stratégie, c'est un ensemble d'actions coordonnées en vue d'un ensemble d'actions coordonnées. C'est la contrainte de la contrainte, c'est la violence légale qui encadre la violence légitime, c'est l'organisation de l'organisation de la vie. C'est le deuxième degré du politique, le politique à la seconde puissance, le deuxième degré de la stratégie et de la contrainte. La fonction métapolitique (axée sur le pouvoir institutionnalisé, c'est-à-dire sur le monopole légal de la contrainte légitime, sur l'hétéronomie des participants) déplace, suplante et dévalorise la fonction politique (axée sur le pouvoir local, ici et maintenant, sur la contrainte légitime démocratiquement partagée et sur l'autonomie des participants). Il apparaît dans certaines conditions (historiques et sociales) un

conflit entre ces deux fonctions. Dès lors un mouvement dialectique enveloppe et surdétermine leur rapport de complémentarité. Le politique s'estompe et même disparaît. Le deuxième degré du politique, le deuxième degré de la stratégie et de la contrainte remplacent le politique pratico-sensible, de sorte que le politique n'a plus affaire qu'à lui-même par récurrence ou redondance. Cette récurrence et cette redondance se manifestent par le suffrage universel en démocratie et par la concurrence politique entre les groupes, c'est-à-dire le pluralisme. C'est J. Ortega y Gasset qui écrivait :

"L'Etat est toujours, quelque soit sa forme l'invitation qu'un groupe d'hommes fait à d'autres groupes humains d'exécuter ensemble une entreprise. Cette entreprise consiste en définitive à organiser un certain type de vie commune." (145)

Ce type particulier de vie commune constitue le processus de la vie politique. Cependant le type particulier, la manière d'invitation (l'Etat) qu'un groupe d'hommes fait à d'autres humains d'exécuter ensemble une entreprise, ce type d'invitation et d'organisation de la vie commune organisée constitue le processus de la vie métapolitique. Ainsi l'organisation de l'invitation et de la reproduction de l'invitation c'est le métapolitique (l'Etat). L'organisation de la vie commune et sa reproduction c'est le politique (le capital). Le politique aujourd'hui

est constitué en structures, en superstructures, en métapolitique, en systèmes définitifs bouchant toute issue, tout horizon, toute possibilité autre que la combinaison formelle des éléments donnés. Le politique, le métapolitique, se réduit à la reproduction systématisée des rapports donnés, ce qui élimine la création de rapports de production, de distribution essentiellement différents. Ainsi le déplacement de la fonction politique vers la fonction métapolitique, la dévalorisation de la fonction politique par la fonction métapolitique favorise et détermine la stigmatisation, la cristallisation des rapports constants de production du surproduit social et de l'intérêt public en des lois et des institutions qui favorisent et déterminent en dernière instance la reproduction des rapports spécifiques de production et de reproduction du surproduit social et de l'intérêt public. Dans ce sens le métapolitique constitue un ensemble spécifique d'actions coordonnées en vue de la reproduction d'un ensemble spécifique d'actions coordonnées en vue de la production du surproduit social et de l'intérêt public. De plus à l'intérieur de ces cadres de production et de reproduction il y a possibilité pour des changements quantitatifs et qualitatifs. Ces changements sont quand même limités par les rapports spécifiques d'accumulation du surproduit social (capital) et du pouvoir métapolitique (Etat) et par les rapports spécifiques de répartition, du surproduit social et du pouvoir politique (pour ce qui en reste) et métapolitique (pouvoir politique légitime légalisé).

Nous tenons maintenant à conclure cette analyse du phénomène de dissolution du social dans et par le politique (l'Etat) par une définition du processus de dissolution du politique dans et par le social, c'est-à-dire la reprise par la société entière (non institutionnalisée) des fonctions assurées par l'Etat.

#### 4. LE POLITIQUE

##### 4.1. LA VIE POLITIQUE: L'INDIVIDU AGENT ABSOLU ET RELAIS.

C'est Stirner qui disait qu'il

"n'y a pas d'autre liberté que celle que l'individu conquiert lui-même." (146)

nous pourrions ajouter qu'il n'y a pas d'autre connaissance, pas d'autre habileté, compétence que celle que l'individu conquiert lui-même. Or,

"la praxis responsable, la praxis concrète est un mode de vie nouveau, différent du mode ancien passif, et de spectateur. L'acteur s'insère lui-même dans l'histoire et assume avec ses muscles et son cerveau la production de sa vie. Cette nouvelle réalité que l'homme irresponsable recherche elle n'existe que par son action concrète." (147)

Or cette praxis responsable, cette praxis concrète, inven-

tive et créatrice, révolutionnaire, elle n'a pas pour objectif la destruction pure et simple de l'Etat (attitude anarchisante) mais plutôt la reprise par la société entière des fonctions sociales assurées par l'Etat et la dissolution du politique dans et par le social. A propos de cette reprise par la société tout entière (non institutionalisée) des fonctions assurées par l'Etat, Lénine écrivait:

" Or du moment que c'est la majorité du peuple qui réprime elle-même ses oppresseurs, point n'est besoin d'une force spéciale de répression. C'est en ce sens que l'Etat commence aussitôt à dépérir: au lieu d'institutions spéciales d'une minorité privilégiée, la majorité elle-même peut s'acquitter directement de cette tâche et, plus les fonctions du pouvoir de l'Etat sont exercées par l'ensemble du peuple, moins nécessaire devient ce pouvoir." (148)

Par conséquent, c'est seulement quand l'homme réel, individuel a repris en soi, c'est-à-dire quand il s'est reconquis, quand il a mis fin à cette aliénation politique, quand il a repris en soi, récupéré les forces séparées de lui, quand il a repris en soi le citoyen abstrait et qu'il est devenu comme homme individuel, dans sa vie empirique, dans son travail individuel, dans ses rapports individuels, qu'il est devenu être générique c'est-à-dire l'humanité, l'espèce humaine, c'est alors seulement que s'accomplit l'émancipation humaine. C'est seulement quand l'homme a reconnu et organisé ses propres forces en forces sociales et qu'il ne sépare plus de lui e sous la forme de la force politique, c'est-à-dire

quand il n'y a plus hors de lui, érigées au-dessus de lui la forme et la force du politique: l'Etat et qu'il a alors récupéré les forces aliénées dans la politique, c'est alors seulement que s'accomplit l'émancipation humaine (149). A la lumière des textes de Frantz Fanon nous prétendons qu'au cours du procès de dissolution du politique dans et par le social, nous aurons affaire

"à une stratégie de l'immédiateté totalitaire et radicale. Le but, le programme de chaque groupe spontanément constitué est la libération locale. Si la nation est partout, alors elle est ici. Un pas de plus et elle n'est qu'ici. L'initiative est localisée, chaque village, chaque individu se découvre agent absolu et relais. Chaque groupe doit se comporter comme si le sort du pays se jouait ici et maintenant." (150)

Par conséquent, politiser les masses,

"C'est rendre la nation globale présente à chaque citoyen, c'est faire de l'expérience de la nation, l'expérience de chaque citoyen" (151).

Il faut préciser que politiser,

"C'est s'acharner avec rage à faire comprendre aux masses que tout dépend d'elles que si nous stagnons c'est de leur faute et que si nous avançons c'est aussi de leur faute, qu'il n'y a pas de demiurge, qu'il n'y a pas d'hommes illustres et responsables de tout mais que le demiurge c'est

"le peuple et que les mains magi-  
ciennes ne sont en définitive que les  
mains du peuple. Pour réaliser ces  
choses, pour les incarner véritable-  
ment il faut décentraliser à l'extrême."  
(152)

C) LE MODE DE PENSER PLURALISTE ET LA DE-  
MOCRATIE PLURALISTE. ~

1. ~ HIERARCHISATION DE LA SOCIETE  
ET MARCHANDAGE NATIONAL. ~

Dans les sociétés industrielles avancées qui sont celles d'ailleurs où le pluralisme apparaît comme la forme idéologique la plus développée sur le plan politique des servitudes du capitalisme (153) les fonctions sociales essentielles sont remplies par des hiérarchies. La hiérarchisation de la société constitue un moyen d'atteindre la démocratie. La hiérarchie est un processus d'institutionnalisation des fonctions essentielles notamment la fonction démocratique de contrôle. De plus les principales hiérarchies dans ces sociétés industrielles avancées sont habituellement: les grandes entreprises ~ les agences gouvernementales ~ l'armée ~ les syndicats ~ et la hiérarchie gouvernementale globale ou l'Etat. Cependant le processus hiérarchique n'équivaut pas au processus démocratique. En effet, dans la hiérarchie les non-leaders ne contrôlent pas les leaders. Les leaders ne sont pas liés aux préférences des non-leaders à l'intérieur d'une hiérarchie sociale.

Au contraire les relations de contrôle y sont unilatérales, les leaders contrôlent les non-leaders, leur donnent des ordres. Pour contrebalancer cette relation de contrôle non-démocratique, c'est-à-dire hiérarchique, pour affaiblir cette oligarchie le système pluraliste se sert de la compétition entre les oligopoles politiques ou économiques. En effet selon certains auteurs pluralistes et notamment R.A. Dahl plusieurs hiérarchies en compétition créent un processus polyarchique. La compétition entre des groupes ou des sphères d'influence locale, la concurrence entre des pôles de décision et de coordination affaiblissent les relations hiérarchiques et oligarchiques qui tendent à caractériser les sociétés industrielles avancées en les démocratisant mais à ce moment le terme démocratie s'enrichit de nouvelles dimensions et de nouvelles significations. L'on sait que l'égalité politique et la règle de la majorité sont les principes majeurs de la légitimité démocratique. Pourtant on sait également que l'élection et la compétition en vue de la représentation nationale des citoyens sont complétées, compensées ou même annulées par d'autres formes de contrôle pluralistes que certains auteurs comme Dahl qualifient de marchandage national mais qu'on peut en général définir comme étant des contrôles réciproques entre les leaders. Cependant il serait logique de se poser la question à savoir comment dans ce cas concilier le marchandage national avec les principes démocratiques d'égalité politique et de règle de la majorité. Si la conciliation est impossible à réaliser on peut alors conclure que

soit le marchandage national ou soit la représentation nationale est caduque dans les faits et n'a qu'une utilité idéologique.

## 2. DE LA REPRESENTATION NATIONALE AU MARCHANDAGE NATIONAL

Si la question est pertinente telle que présentée nous pensons quant à nous que Dahl lui-même y a répondu en disant que la démocratie représentative sous la forme de la compétition électorale, de la représentation nationale et de l'égalité politique entre les électeurs qui décident à la majorité du choix de leur porte-parole, cette démocratie n'est qu'une façade, qu'un cérémonial, un rituel dont la fonction est de revêtir la hiérarchisation de la société, l'oligopolarisation (économique et politique) et le marchandage national de la parure de la légitimité démocratique (154). Mais comme nous le disions précédemment le mot démocratie a un tout autre sens tant au niveau du marchandage national qu'au niveau de la représentation nationale. Au niveau de la représentation nationale, il a surtout un sens idéologique (rituel, cérémonial, crédo démocratiques). Tandis qu'au niveau du marchandage national le mot démocratie a le seul sens qu'il peut avoir réellement (dans les faits) dans un système hiérarchisé et oligopolarisé, ce sens c'est le suivant: En effet la souveraineté des non leaders et l'égalité des chances entre eux d'exercer un contrôle politique sont assurées par la compétition entre les leaders ou entre des coa-

litions de leaders c'est-à-dire par le marchandage national entre des groupes, des sphères d'influence, des souverainetés régionales, des pôles de décision et de coordination, des hiérarchies, des oligopoles politiques, économiques, des alliances d'associations. Le fait que les apolitiques, c'est-à-dire les non leaders, aient la possibilité d'utiliser leur ressources à des fins politiques en guise d'opposition advenant le cas où ils ne sont plus satisfaits des décisions négociées entre les oligopoles où imposées par les procédures prescrites c'est-à-dire: le corps représentatif national, le corps législatif, exécutif, les tribunaux, le corps administratif, bénéficiant tous plus ou moins d'un pouvoir d'arbitrage, ce fait donc constitue une menace tant pour les oligopoles politiques particuliers que pour les leaders élus au sommet de la hiérarchie nationale (les gouvernants),

Si les non-leaders, c'est-à-dire les apolitiques font un usage politique de leurs ressources les décisions négociées au cours du marchandage national, au cours de la compétition entre leaders seront encore moins satisfaisantes pour les leaders des oligopoles politiques. Il en est de même pour les décisions imposées par "l'arbitre-Etat", puisque s'il y a plus de participants et d'intérêts fragmentaires différents dans la compétition pluraliste le compromis imposé devra respecter plus de besoins différents et sera moins satisfaisant pour tout le monde. En effet, tous ne peuvent

imposer totalement à tous les autres membres de la société, leur idée, leur différence dans sa totalité. L'homme est limité physiquement et mentalement à un minimum de compromis social, de consensus social, qui est l'amalgame d'une partie de la différence de la majorité des membres. Une partie de leurs besoins est satisfaite. Cette partie est minimale pour chacun des individus et des groupes particuliers mais elle est maximale par rapport à la capacité de la majorité d'absorber la diversité, la pluralité. Ce compromis social, cet amalgame commun d'une partie des différences individuelles constitue l'intérêt public issue du consensus. Ce consensus est un processus de nivellement obligatoire, sinon c'est "l'anarchie" et la destruction provoquée par la recherche de domination totale de chacun sur tous les autres. C'est pour ces raisons que la démocratie occidentale fait montre d'un niveau d'accord assez élevé sur les pratiques politiques essentielles et dominantes et sur les institutions fondamentales notamment les grands types de hiérarchie mentionnés précédemment. D'où une faible opposition structurelle, un estompage des antagonismes et une extension du consensus proportionnellement à l'évolution du mode dominant d'agir et de penser socialement c'est-à-dire la consommation capitaliste de masse. Ainsi en démocratie pluraliste on ne conteste plus les valeurs et objectifs dominants, on se bat plutôt pour bénéficier davantage du statu quo, c'est ce que Dahl appelle la compétition monopoliste ou la concurrence entre les oligopoles politiques. Par conséquent toute décision d'importance négociée ou imposée doit tenir compte dans une certaine mesure des besoins des non-leaders ou tout au moins chercher à éviter de

rendre intolérable la situation des non-leaders. C'est ainsi que les non-leaders contrôlent "réellement" les décisions et font valoir une certaine souveraineté de la majorité, souveraineté qu'ils doivent cependant partager avec les souverainetés mineures, les sphères d'influence, les "holdings" politiques. Les oligopoles politiques et économiques doivent donc tenir compte de ces tendances autolimitatives caractéristiques de la démocratie pluraliste. Car chaque citoyen ou presque a libre accès aux ressources politiques inutilisées. Les oligopoles politiques n'ont pas avantage à provoquer de fortes minorités à utiliser leurs ressources politiques à un taux sensiblement supérieur car alors l'équilibre des forces serait rompu. Cependant, il n'en demeure pas moins que le consensus sur les normes sociales dominantes est très peu remis en question. Il s'ensuit que dans le pluralisme il se produit un décentrement du politique qui se manifeste par le "déplacement de l'attention des besoins et des possibilités de l'individu aux exigences du fonctionnement du système". (155) Il y a donc visiblement avantage pour les oligopoles politiques et économiques à limiter le nombre et la diversité des intérêts concurrents et aussi à ne pas rendre intolérable les situations des minorités fragmentaires qui, ajoutées les unes aux autres, donnent une opposition majoritaire. De plus il est fortement possible, dans ce contexte, que se produise des situations où il faut trouver un compromis économique négocié ou imposé entre d'une part les intérêts de la majorité des électeurs politiques occasionnellement et temporairement et d'autre part les intérêts

particuliers de quelques fortes minorités de professionnels de la politique et d'oligopoles politiques et économiques. Il n'est pas exclu d'envisager même que ces professionnels de la politique en conflit avec les intérêts de la majorité des apolitiques (les non-leaders mécontents de l'utilisation du pouvoir qu'ils ont délégués démocratiquement) puissent être les leaders élus et représentatifs de la nation trônant à la tête de la hiérarchie juridique nationale (l'Etat). Les leaders politiques ont ainsi tout avantage à faire croire (credo, rituel, cérémonial, façade, idéologie démocratiques) qu'ils représentent et défendent de façon tolérable et optimale (démocratiquement) les intérêts des citoyens apolitiques (non-leaders) et ce dans le but d'éviter que les oligopoles politiques ne soient menacés par de nouveaux concurrents. Cette façade démocratique de la représentation nationale empêche l'opposition d'entrer en irruption et de menacer l'équilibre des forces au sein du marchandage national, ce qui pourrait provoquer " l'immobilisme", le manque de "cohésion sociale" et la "destruction de la démocratie". Ce rituel démocratique de la représentation nationale permet également le maintien de la stabilité, de l'échelle des préférences d'usage non politique des ressources chez les citoyens. De toute façon l'important c'est que les principes démocratiques de l'égalité politique et de la règle de la majorité soient maintenus. Quand nous parlons d'égalité politique ce n'est pas l'égalité de contrôle sur les décisions politiques

car cette égalité n'existe pas ou presque pas, nous faisons surtout référence à l'égalité des chances de contrôler les décisions et d'entrer dans la compétition politique. Tous peuvent également y entrer mais tous ne le veulent pas. Ceux qui ne veulent pas entrer dans la compétition politique font partie de la catégorie des apolitiques. Ils préfèrent être représentés par des membres jugés représentatifs. De plus les apolitiques adhèrent à un front commun de valeurs et d'objectifs avec le groupe des leaders politiques. C'est d'ailleurs sur la base de ce consensus qu'existe l'usage non-politique des ressources chez la majorité. De plus sans sa légitimation via la compétition entre partis politiques et via l'élection ce front commun de valeurs ne serait pas exprimé et n'existerait pas. La catégorie apolitique élit les leaders qu'elle juge représentatifs de ce consensus. Or le seul consensus indispensable c'est celui des politiquement actifs. C'est dans ce sens que le principe démocratique de la règle de la majorité c'est-à-dire la souveraineté nationale du peuple changé de perspective et de signification et devient au niveau du marchandage national pluraliste la souveraineté mineure et fragmentaire c'est-à-dire que la loi de la majorité des électeurs devient la loi de la majorité des politiquement actifs. En ce sens au niveau du marchandage national la majorité gouverne encore par son contrôle. Cependant cette majorité des politiquement actifs tous savent qu'elle fait partie de la minorité. Ainsi la loi de la majorité devient en

fait la loi des minorités politiquement actives. Par conséquent la seule influence politique directe remarquable est celle des leaders et des professionnels de la politique. Par conséquent c'est la majorité des politiquement actifs qui détient le pouvoir de définition du consensus global et dominant. De plus les oligopoles politiques contrôlent effectivement la plupart des ressources politiques ainsi que l'arrivée de nouveaux groupes dans la compétition politique. Aussi c'est à cause de cette idéologie démocratique de la représentation nationale que justement la majorité des électeurs fait surtout un usage non politique de ses ressources. Car en démocratie pluraliste, il existe une croyance qui prétend que ceux qui agissent sont représentatifs des non politiquement actifs. Nous croyons cependant que cette théorie de la représentativité des gouvernants n'explique pas complètement le silence de la majorité et son apathie politique. En effet, si la majorité des citoyens semble indifférente à l'intérêt public c'est qu'elle ne trouve pas dans le processus de promotion de l'intérêt public une satisfaction proportionnelle à sa grandeur. D'où sa non participation à un procès de production de moyens de satisfaction qui ne l'avantage pas, ne lui donnent pas sa juste part de bénéfices tout en lui réclamant des coûts importants. La majorité ne participe pas parce qu'elle est dévalorisée et perdante au départ. D'où son apathie. Ce silence n'est donc pas un silence d'approbation, au contraire c'est un silence d'aliénation. N'ou-

blions pas non plus que le mode dominant d'agir en société post-industrielle et pluraliste c'est la consommation de biens et de services offerts par le mode de production capitaliste. De plus, les citoyens en démocratie pluraliste croient fermement que la dissolution du politique dans le social est impossible. Ils croient surtout que la dissolution du politique équivaut purement et simplement à la dissolution du social. Les citoyens croient qu'en supprimant les gestionnaires spécialisés, les concentrateurs spécialisés du pouvoir social et du surproduit social ils supprimeront implicitement le pouvoir social, le surproduit social et la vie sociale. Ainsi les fonctions sociales assurées par l'Etat et le capital ne peuvent être assurées autrement, du moins c'est ce que prétend la démocratie pluraliste. Or justement ce pouvoir et ce surproduit social d'où viennent-ils sinon des forces productives et des citoyens,

De plus, dans le système pluraliste et malgré le marchandage national et les décisions négociées entre les oligopoles politiques toute décision importante exige quand même l'assentiment formel d'une façon ou d'une autre des autorités gouvernementales. Or s'il est un organe représentatif de la majorité c'est bien le sommet de la hiérarchie juridique nationale c'est-à-dire le parlement. Cependant le parlement est exclu des négociations au sein du marchandage pluraliste. En effet le parlement c'est le supporteur par

excellence de l'idéologie libérale, de la souveraineté populaire, de la responsabilité des représentants des électeurs. Le parlement c'est l'arbitre idéologique, le conciliateur des conflits. Il ne peut quand même pas s'immiscer dans le marchandage pluraliste puisque le parlement ne marchandage pas, il protège le bien commun, l'intérêt public. Sa politique n'est pas le compromis et le marchandage mais le débat oratoire et la législation qui constituent l'expression même de la volonté du peuple. Mais avec le déclin du parlement et son exclusion des négociations entre les intérêts partiels organisés pour la définition du bien commun il n'y a donc plus d'institutions représentant la majorité des électeurs au sein du marchandage national pour défendre les électeurs et contrôler la négociation des décisions en faveur de la majorité des électeurs. Avec le déclin du Parlement et son exclusion du marchandage il y a rejet du modèle classique du gouvernement d'assemblée et passage du gouvernement d'assemblée nationale au gouvernement d'exécutif plébiscitaire et de bureaucratie officielle indépendante et sans grande opposition. Il y a donc passage de la représentation nationale comme principale méthode de définition du bien commun et de gouvernement au marchandage national comme principale méthode de définition du bien commun et de gouvernement. Avec le passage du gouvernement d'assemblée au gouvernement d'exécutif, avec le passage de la représentation nationale au marchandage national il y a également passage de la souveraineté populaire aux souverainetés mineures fragmen-

taires. Passage de l'égalité de contrôle des électeurs sur l'élection des représentants à l'égalité des opportunités d'entrer dans la compétition politique et le marchandage national.

### 3 - L'INTEGRATION DES INTERETS FRAGMENTAIRES

Dans ce système politique l'influence est spécialisée par secteur et par "strates sociales". L'autorité et le contrôle sont délibérément dispersés, la communication politique est spécialisée et se produit via un réseau de leaders (relais, points de contacts) différemment situés. Dans ce système politique pluraliste il n'y a que des intérêts fragmentaires. Toute organisation tend à devenir un groupe d'intérêt. Les officiels eux-mêmes (législateurs - gouvernementaux - bureaucrates) sont des groupes de leaders en compétition qui défendent d'abord et avant tout leurs intérêts propres. De plus, comme on est dans une société hiérarchisée il existe "érigés" en système des inégalités de contrôle sur les décisions entre les leaders et les non-leaders. Ces inégalités sociales hiérarchiques de contrôle sur les décisions entre les leaders et les non-leaders s'ajoutent aux inégalités sociales de contrôle entre les non-leaders puisqu'il existe des héritages sociaux différents, des talents et des capacités différents, des expériences différentes ainsi que des inégalités sociales concernant

les possibilités d'accès aux ressources. Or il faut dire ici que la distribution sociale des ressources, leur dispersion, leur fragmentation, leur spécialisation, ainsi que l'utilisation dominante qu'on en fait aboutissent à une situation où non seulement les ressources sont oligopolarisées au niveau du marchandage pluraliste par les souverainetés mineures et les oligopoles politiques, mais ces oligopoles détiennent par la suite le pouvoir de monopoliser la compétition politique elle-même. C'est ainsi que ce monopole de la compétition politique par les oligopoles politiques constituent un processus d'auto-limitation de la concurrence ou de la compétition entre les minorités puissantes et actives (groupes organisés). Ce monopole de la compétition politique empêche la concurrence politique, le marchandage national, d'aller trop loin, d'être trop coûteux et de menacer la démocratie. Evidemment l'égalité politique de contrôle sur les décisions n'est plus possible dans ce contexte. "L'important" cependant c'est qu'il y ait consensus sur les conditions préalables du marchandage pluraliste (représentation nationale - hiérarchisation de la société - oligopolarisation) et qu'il y ait égalité politique des chances et opportunités pour les non-leaders d'entrer dans la compétition politique, de s'organiser et de défendre leurs intérêts laissés pour compte par le marchandage pluraliste, par l'équilibre des forces déjà en place.

Mais il n'y a pas que le monopole de la compétition politique

qui puisse stabiliser et maintenir la démocratie pluraliste. En effet, les procédures prescrites, les sites officiels, sont une partie de la "solution". Nonobstant le marchandage national, la lutte ouverte, la compétition politique entre les groupes organisés nécessite l'intégration, à un moment donné, des leaders et des influences spécialisées à un système de procédures prescrites, telles le corps législatif, l'exécutif, le corps administratif, les tribunaux, et en dernière instance les élections. Or ces procédures prescrites remplissent une fonction d'arbitrage, c'est-à-dire qu'elles encadrent la compétition, elles la sanctionnent par un rituel démocratique et elles coiffent la compétition pluraliste d'une étiquette démocratique. Résumons-nous. En bref, il y a intégration des groupes en conflit ou non à un système de prise de décisions qui se divise en deux parties. D'une part les procédures prescrites (les sites officiels et hiérarchiques). Elles constituent des pôles plus ou moins légitimes de décision et de coordination. Il se produit ici une centralisation de l'autorité au niveau des hiérarchies locales particulières ou au niveau de la hiérarchie juridique nationale (Etat).. De plus il existe des contrôles réciproques entre ces pôles de décision. Ce qui nous frappe ici, au niveau des sites officiels c'est le fort consensus et la centralisation de l'autorité. La deuxième partie de ce système de prise de décisions c'est celle du marchandage entre les groupes organisés, des négociations et des véto mutuels. Il y a toutes les caractéristiques du pluralisme, d'une part la diversi-

té d'organisations sociales et d'autre part une large autonomie de chaque organisation vis-à-vis des autres. A ce niveau-ci il y a "décentralisation" de l'autorité légitime et légale, séparation des pouvoirs, poids et contreponds. Au niveau des procédures prescrites il y a centralisation de l'autorité légale légitime en des pôles légaux de décision et de coordination. Au niveau des procédures prescrites le compromis est arbitré, imposé tandis qu'au niveau des groupes organisés ou des intérêts partiels organisés, le compromis est négocié.

Cependant nous voyons des contradictions importantes dans ces tendances et ces processus. La première contradiction est celle entre la tendance pluraliste à la diversité d'organisations et la tendance au fort consensus global (nivellement des différences, oligopolarisation, monopole de la compétition). La seconde contradiction est celle entre tendance à une large autonomie de chaque organisation et la tendance à la réciprocité des contrôles entre les groupes et les organisations. Voilà selon nous les contradictions fondamentales du pluralisme. L'Etat dans ce contexte va répondre davantage à la tendance au fort consensus. L'Etat est en effet une institution de conciliation entre les sphères d'influence, entre les diversités.

L'Etat qui a adhéré à la conception pluraliste du monde est semblable à une balance, il reflète le poids des unités politiques de base mais il ne les engendre pas. L'Etat n'existe que pour constituer une arène où les sources du pouvoir, les unités politiques de base peuvent se rencontrer et créer un compromis non violent sur l'idée maîtresse qui va imprégner de sa cohérence l'organisation des instruments sociaux et des fonctions sociales ainsi que les porteurs de ces fonctions, en vue de la production de la vie, de son développement et de la répartition équitable des jouissances.

#### 1 - L'ETAT ARBITRE

Si l'Etat a un rôle quelconque d'arbitre, il est limité à l'application des lois définies par les unités politiques de base. Nous croyons qu'il est très important de bien circonscrire cette notion de l'Etat arbitre car elle est la source de nombreuses illusions politiques. Car selon nous l'Etat constitue un filtre, un prisme idéologique socialement dominant qui présente les hommes comme étant égaux devant la loi et non pas en vertu de la loi. Car en réalité les hommes sont inégaux de naissance. Or la loi ne favorise pas l'égalisation des hommes, elle ne fait que recon-

naître les inégalités. Ainsi puisque l'Etat applique les lois, il a également pour fonction de reconnaître les inégalités. Pourtant chez les groupes d'intérêts dits "groupes communautaires" comme chez les universitaires tels F. Dumont et J. Grand Maison il y a dans leur esprit une équation entre l'Etat et le public, la société, la communauté.

" L'Etat est le seul mécanisme collectif de décision qui représente en principe l'intérêt général, le seul par conséquent qui ait pour vocation de contrôler les autres techniques sociales et de les ordonner à nos intentions. " (156)

Pour les gens dits "ordinaires" il est clair que l'Etat est là pour les représenter et pour défendre en priorité et en dernière instance l'intérêt de la société et non plus l'intérêt de l'entreprise privée. Selon eux l'intérêt privé est satisfait ou doit l'être secondairement, après celui de la majorité. Ils raisonnent ainsi parce qu'ils adoptent la conception démocratique de l'Etat et de la société. Pour la majorité des gens l'Etat est un arbitre qui respecte le poids politique de la majorité dans son application des lois. Cependant, ce n'est pas l'Etat en tant qu'arbitre neutre qui détermine la définition des lois. L'Etat n'est pas un pouvoir neutre, indépendant totalement des unités politiques de base qui le supportent. D'ailleurs l'Etat n'a pas le choix, même si les gouvernants étaient tous des prolétaires leurs décisions tom-

beraient dans le vide car la majorité qu'ils représentent ne possède pas le pouvoir, c'est-à-dire les moyens de produire la vie et de la contrôler. Le pluralisme est donc une idéologie en prétendant que les décisions politiques s'établissent par le compromis, le partage des intérêts particuliers dans un contexte de concurrence. Car le pluralisme est une théorie politique de la concurrence dans un contexte d'oligopoles économiques et politiques.

## 2 - L'ETAT ARENE

L'Etat arène est donc le lieu d'une lutte pour le pouvoir politique et cette lutte amène le partage du pouvoir. Or l'équilibre se réalise entre un nombre limité d'intérêts très puissants d'intérêts compensateurs qui cherchent à s'annuler. Aussi la réduction par l'Etat de la contrainte, la limitation de l'agressivité, le compromis s'effectuent au bénéfice de la majorité, mais pas n'importe quelle majorité, la majorité des concurrents dans l'arène politique. De plus le partage du pouvoir et des bénéfices s'effectue de façon inégale. Or la lutte pour le pouvoir politique ne peut pas être différente de celle pour le pouvoir économique. Car celui qui perd la lutte économique ou qui n'est pas sur un pied d'égalité avec

ses concurrents de la lutte économique celui-là ne peut se retrouver dans une position très différente au niveau de la lutte politique.

### 3 - LE DROIT EGAL - INEGAL

Il faut cependant être conscient que le partage inégal du pouvoir et des bénéfices dans le domaine politique a des racines profondes que l'on retrouve au niveau du Droit et de l'échange entre les hommes. Aussi pour bien comprendre le rôle de l'Etat pluraliste, il faut comprendre que même si les hommes sont égaux devant la loi et le Droit ils ne sont plus réellement égaux en vertu de cette loi et de ce Droit. Cette égalité est formelle, ce sont la loi et le Droit qui prétendent que les hommes sont égaux. L'Etat démocratique, comme le Droit, ne reconnaît aucune distinction de classe. Mais cette négation constitue une sanction tacite de l'inégalité entre les individus et les groupes. En effet,

" le droit du producteur est proportionnel au travail qu'il a fourni; l'égalité consiste ici dans l'emploi comme unité de mesure commune. Mais un individu l'emporte physiquement ou moralement sur un autre, il fournit donc dans le même temps plus de travail ou peut travailler plus de temps; et pour que le travail puisse servir de mesure, il faut

déterminer sa durée ou son intensité, sinon il cesserait d'être unité. Ce droit égal est un droit inégal pour un travail inégal. Il ne reconnaît aucune distinction de classe, parce que tout homme n'est qu'un travailleur comme un autre; mais il reconnaît tacitement l'inégalité des dons individuels et par suite de la capacité de rendement comme des privilèges naturels. C'est donc dans sa teneur un droit fondé sur l'inégalité, comme tout droit. " (157)

Cependant si l'on veut éviter cette reconnaissance tacite et juridique de l'inégalité des dons individuels, de l'inégalité de la capacité positive de rendement, de l'inégalité des privilèges et des moyens naturels "le droit devrait être non pas égal, mais inégal." (158) Ainsi quand le travail ne sera plus seulement un moyen de vivre, mais deviendra lui-même le premier besoin vital, quand avec le développement multiple des individus les forces productives se seront accrues elles aussi et que toutes les sources de la richesse collective jailliront avec abondance alors seulement l'horizon borné du droit bourgeois pourra être définitivement dépassé et la société pourra écrire sur ses drapeaux: "De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins." (159)

#### 4 - L'ECHANGE INEGAL ET L'ETAT

C'est dans l'échange social de travail, de temps, de valeur

et d'information que se réalise cette inégalité en capacité positive de rendement entre les hommes. Ainsi dans le M.P.C. la valeur d'échange est généralisée, ainsi elle imprègne de sa cohérence tous les rapports sociaux intégrés à la chaîne des équivalences. Or selon H. Lefebvre la contrainte est inhérente à l'échange en ce sens que dans l'échange il y a un processus de nivellement, d'écrasement de l'inégal et du contenu différent. Le règne de la valeur d'échange c'est le règne de la loi de la forme. Par conséquent, pour Lefebvre, tout échange est inégal et détériorant. Selon lui dans l'acte d'échange la violence cède à la paix, l'individu cède au social (moyennes sociales). Pour lui l'acte d'échange privilégie l'équivalence, la réciprocité et laisse tomber la violence, la contrainte. Ainsi dans l'échange il n'y a que conscience de partenaire, tandis que l'adversaire et l'adversité sont occultés. (160)

Or pour que l'acte d'échange soit pacifique et pacifié au niveau du marché de la vie, sur la place publique et politique il faut qu'il y ait eu auparavant appropriation privée de la nature, expropriation des producteurs, des artisans, de leurs instruments de travail, prélèvement et appropriation privée du surproduit social, et équivalence imposée aux non-équivalents, égalisation forcée de l'inégal, contrainte homogénéisante via la valeur d'échange généralisée et via l'Etat souverain.

## 5-- LES RAPPORTS ETATIQUES ET LA VIOLENCE CREATIVE

Quant à l'occultation de la violence et de l'adversité via l'acte d'échange et via les rapports étatiques nous voulons dire ceci. Selon nous tout geste politique est violent, c'est-à-dire contraignant, parce qu'il constitue une intervention dans la vie d'autrui. De plus tout homme est différent des autres, toute manifestation différentielle est une critique de ce qui existe. Parce que c'est une création de ce qui n'était pas avant, donc de ce qui devait être. Si toute création est une critique, toute critique est violente. Donc toute manifestation, toute réalisation d'un principe ou d'un sentiment ou d'une convention est contraignante, violente. C'est-à-dire véhicule de la contrainte, de l'adversité, de la concurrence, de la contestation. Toute action individuelle ou de groupe est une intervention plus ou moins contraignante positivement ou négativement dans la vie des autres hommes.

Toute violence révolutionnaire complète, prolonge, enrichit, diversifie ce qui était avant. Au contraire le but de la violence réactionnaire est d'annuler toute action différentielle, toute création essentiellement nouvelle, parce que considérée comme contraire à ce qui était, opposée à la réalité que l'on doit repro-

duire. La violence réactionnaire constitue une force cohésive artificielle parce qu'elle nie la nécessité de la création différentielle dans le développement de la totalité cohérente.

Or, si les principes nouveaux et différents, si les idées et les pratiques originales et nouvelles sont permis en démocratie pluraliste, la règle d'application et la praxis doivent être celles de l'idéologie dominante qui sont contraires et opposées à l'idée et aux principes révolutionnaires. Ce qui signifie que peu importe la conception du monde des citoyens ordinaires, ces derniers sont contraints par un contrôle coercitif et institutionnel à promouvoir leur conception du monde via des cadres institutionnels d'action contrôlés et imposés par une autorité politique, un ordre social qui détient le monopole exclusif de l'utilisation légitime de la violence et de la contrainte. De plus ces cadres institutionnels d'action constituent des règles d'application imprégnées par la cohérence de l'idéologie dominante. Cette idéologie dominante et ses cadres institutionnels d'application sont contraires et opposés à la liberté de pensée et à la liberté de choix de la règle d'application des principes et des conceptions différentes. C'est sans doute pour ces raisons que Marcuse écrivait:

" ... à l'intérieur d'une société répressive,  
même les mouvements progressistes menacent

de se transformer en mouvements contraires dans la mesure où ils acceptent les règles du jeu. " (161)

Ceci étant dit nous pouvons maintenant compléter et terminer notre définition de l'intérêt public, fondamentale pour la compréhension du pluralisme politique. Par là même nous clorons pour le moment le débat sur les limites à la réalisation de l'intérêt public au sein des cadres institutionnels et idéologiques pluralistes.

Selon le discours pluraliste l'entreprise privée fournit un service public. L'Etat aussi fournit un service public, c'est-à-dire qu'il définit les politiques de la communauté en fonction des schémas industriels acceptés, il favorise le développement du capital tout en respectant les contraintes inhérentes à l'exercice des responsabilités gouvernementales. L'Etat favorise l'acceptabilité des politiques et la viabilité des intéressés (acteurs politiques). Quant à l'utilisateur (le consommateur - le citoyen) il n'a qu'à consommer en silence le service qu'on lui offre.

Ainsi dans le discours pluraliste, l'Etat représente la population, il agit en son nom et défend ses intérêts. De plus on reconnaît très difficilement à cette population le droit de se défendre elle-même directement.

Or en réalité, en pratique, l'Etat pondère les intérêts particuliers et fait la péréquation de la satisfaction des intérêts particuliers. Parmi ces intérêts particuliers différents et parfois même antagoniques il y a notamment les intérêts de l'Etat lui-même qui doit se reproduire, il y a ceux de la population qui doit consommer et ceux des entreprises privées qui doivent se développer.

#### 6 - L'INTERET GENERAL ET L'INTERET DE L'ETAT

Selon nous, en M.P.C. il n'y a que des intérêts particuliers tels ceux par exemple de l'Etat, des groupes, des individus, des entreprises privées, des collectivités. Ces intérêts particuliers utilisent des instruments collectifs. Leurs utilisations doivent être dans le sens de l'intérêt général et sous le contrôle et la surveillance de l'Etat. Par conséquent l'Etat se trouve des deux côtés de la barrière, d'une part il fait la promotion des intérêts particuliers, c'est-à-dire ceux de la reproduction de l'Etat et des technocrates et d'autre part l'Etat joue le rôle d'agent de contrôle de la sauvegarde de l'intérêt général.

Ainsi la pondération par l'Etat des intérêts particuliers et la péréquation de la satisfaction de ces intérêts particuliers constituent l'intérêt général, donc la viabilité de la communauté. On ne

vit que ce que l'on accepte vraiment ou que ce que l'on tolère vraiment. Quand la situation devient inacceptable il y a changement, réforme, révolte, révolution. Ainsi la viabilité de la communauté, c'est-à-dire l'intérêt général, l'intérêt public, le bien commun, est constituée de ce qui est acceptable par l'ensemble de la population, c'est-à-dire par la somme des intérêts partiels organisés.

La pondération dont nous parlons elle se définit comme suit: attribution d'une valeur particulière aux divers éléments d'une totalité, valeur qui leur redonne une place proportionnelle à leur importance réelle. Cette pondération s'établit évidemment en fonction d'une conception précise du progrès et du développement. Cette pondération consiste à fonder les droits politiques sur les supériorités en capacités positives. Ainsi la véritable égalité industrielle et démocratique consiste à ce que chacun retire de la société des bénéfices exactement proportionnés à sa mise sociale, c'est-à-dire à sa capacité positive, à l'emploi utile qu'il fait de ses moyens. Or l'utilisateur des services et des biens offerts, le citoyen, ne peut avoir grande capacité positive puisqu'ils ont délégué leur pouvoir de contrôler leur praxis et ils ont perdu le contrôle et la propriété des instruments collectifs aux mains de l'entreprise privée et de l'Etat. Le rôle du citoyen se borne donc à la consommation des services publics et à leur reproduction.

A ce sujet J. Grand Maison écrivait:

" ... notre système social récupère tout le monde du plan d'une quotidienneté qui commande des styles de vie semblables, une échelle de valeur unique, des produits édentiques pour tous. Il ne reste à vrai dire que des niveaux de consommation pour justifier les illusions de distance culturelle, sociale ou politique. " (162)

De plus lorsque nous disons que l'Etat agit au nom du public afin de pondérer, de modérer la satisfaction des intérêts particuliers en faveur de l'intérêt public, dans ce contexte le public et l'intérêt public ce sont deux entités différentes. Le public constitue un des intérêts particuliers que l'Etat pondère.

Par conséquent l'intérêt public se définit comme étant la pondération par l'Etat des intérêts particuliers qui reçoivent une valeur particulière en fonction de leur habileté à contrôler "de fait" le développement de la totalité socio-économique. Cette pondération est doublée d'une péréquation de la satisfaction des intérêts particuliers. Et cette péréquation se réalise en fonction de la pondération précédente.

Or ce développement de la totalité socio-économique il est défini par l'Etat. Ainsi l'Etat est à la fois - un intérêt particulier organisé - un agent de pondération des intérêts particuliers - et un agent de péréquation de la satisfaction de ces intérêts parti-

culiers.

7 - REDUCTION DE L'INTERET PUBLIC A LA METHODE  
POUR LE DEFINIR ET LE PROMOUVOIR

Ainsi le processus de recherche et de promotion de l'intérêt public, le procès de définition, d'organisation, d'articulation du bien commun, prennent l'apparence du bien commun et de l'intérêt public eux-mêmes. Il y a donc réduction des finalités du pouvoir c'est-à-dire de la promotion de l'intérêt public, de la défense du bien commun au pouvoir lui-même et à son cadre d'équilibre institutionnel.

Le pluralisme nous amène ainsi à confondre l'intérêt public avec les mécanismes institutionnels, formels, qui ont pour fonction de promouvoir l'intérêt public. Ainsi le procès de définition de l'intérêt public prend l'apparence de l'intérêt public. Et c'est précisément là que l'intérêt public est bloqué et que la démocratie est bloquée. Car nous disons bien: prend l'apparence de l'intérêt public. Nous pourrions aussi employer les mots illusion, masque. Car ceux qui se sont approprié le pouvoir de définir l'intérêt public, sous le masque de cette légitimité et de ce droit d'incarner l'intérêt public, ne peuvent incarner en réalité que leur propre intérêt

de groupe, de classe ou d'individu.

Nous dirons donc que ceux qui sont les détenteurs spécialisés de la fonction ou de la technique de définition de l'intérêt public détiennent par le fait même le pouvoir de projeter une apparence qui nous porte à croire qu'ils défendent effectivement le bien commun, parce qu'on les a investis démocratiquement de cette responsabilité.

Par conséquent, derrière la réduction de l'intérêt public à la méthode pour le définir se cache la réduction de l'intérêt public à l'intérêt particulier, de classe, des définisseurs de l'intérêt public. Il y a identification entre l'intérêt public et l'intérêt de la classe sociale des définisseurs de l'intérêt public. Lorsque nous écrivons que l'intérêt public est réduit à l'intérêt particulier des gestionnaires spécialisés dans la promotion de cet intérêt nous ne signifions pas par là qu'il y a disparition de l'intérêt public. En effet il y a plusieurs niveaux où l'intérêt public et la démocratie peuvent être biaisés ou bloqués. Le premier niveau est celui des valeurs établies, le deuxième celui du centre de prise de décision (les procédures, les institutions) le troisième niveau est celui de la décision, du compromis, le quatrième celui de l'exécution, du compromis (interprétation administrative) (163). Par conséquent comme la gestion de l'intérêt public est spécialisée,

c'est-à-dire effectuée par une minorité, celle-ci a tout le loisir et les instruments ainsi que la légitimité de biaiser, de bloquer une partie de l'intérêt public (qui menace le cadre d'équilibre institutionnel du pouvoir) tout au cours du long mécanisme de prise de décision. Sans compter qu'il est très difficile pour un individu ou même un groupe d'aller dans les dédales de la techno-structure pour contrôler l'application fidèle de la décision en fonction de l'intérêt public.

Les fonctionnaires, les gestionnaires, les organisateurs, les promoteurs du surproduit social et de l'intérêt public cherchent non pas à accaparer dans leurs mains tout le surproduit social et tout l'intérêt public, c'est-à-dire qu'ils ne cherchent pas à imposer totalement à la majorité leur intérêt particulier, sinon ce serait de l'esclavage, mais ils cherchent à maintenir et si possible à consolider (via les régulateurs de contradiction) et promouvoir un mode, un système particulier d'organisation sociale et économique de production du surproduit social, et de l'intérêt public (Etat-capital). Ces rapports spécifiques qu'on veut développer et imposer ce sont les rapports capitalistes et étatiques (le capital et l'Etat).

Cependant la société pluraliste se présente comme étant une société de tolérance. Il est vrai que la société pluraliste est une société de tolérance. Cependant cette tolérance est restrictive. En effet la société pluraliste tolère la polymorphie au niveau de

l'éthos dominant mais elle ne tolère pas la pluralité des idées ou des éthos. Les idées ou les éthiques de remplacement ne sont pas tolérées, si oui elles sont dominées. Le pluralisme dans le M.P.C. se résume à un blocage des forces et des puissances créatrices au profit du maintien des rapports de reproduction polymorphiques d'une éthique sociale particulière (le capital - la consommation).

De plus si l'on s'accorde pour définir la concurrence comme une période de consolidation d'une élite et le monopole comme une phase de consolidation d'un système l'on comprendra que dans un contexte où les rapports de production de l'intérêt public et du surproduit social sont définis par l'idée de monopolisation, d'appropriation privée (le capital - l'Etat) des techniques et fonctions de gestion et de promotion du surproduit social et de l'intérêt public, dans ce contexte le processus de péréquation du taux de satisfaction des groupes s'effectuera en fonction des capacités des groupes organisés à consolider ou tout au moins à maintenir les rapports dominants de production de l'intérêt public et du surproduit social (l'Etat et le capital).

De plus, dans le M.P.C. les groupes et les individus ne se définissent qu'en rapport à la fonction qu'ils remplissent dans le système socio-économique. Or cette fonction trouve sa significa-

tion dans son intégration à l'intérieur de la totalité sociale, dans l'organisation, l'articulation des fonctions sociales. De plus cette articulation est déterminée par une finalité, une idée spécifique qui est celle du capitalisme et de l'Etat. Mais quelle est-elle cette idée spécifique de la démocratie qui imprègne toute la formation sociale de sa logique et de sa cohérence ? Selon nous cette idée de la démocratie, ce dessein démocratique se caractérise par la tendance à la recherche d'un équilibre entre la réalisation de l'intérêt public et la consolidation des rapports spécifiques (le capital - l'Etat) de définition de l'intérêt public.

Cependant en cas de bris, de rupture de cet équilibre c'est la consolidation des rapports de pouvoir qui est prioritaire. Cependant si les individus et les groupes pensent qu'avec la disparition ou le changement radical de la disposition spécifique des fonctions (disparition du capital et de l'Etat), s'ils croient qu'ils disparaîtront eux aussi avec l'anarchie et la famine qu'entraînera la révolution c'est parce que consciemment ou non ils croient que dans toute société il doit y avoir des fonctions impératives, vitales qui doivent être remplies pour la survivance de la société. Or ils identifient ou réduisent ces fonctions neutres avec les fonctions existantes dans le mode de production capitaliste et démocratique. Cependant ces fonctions-ci ne sont pas neutres, ni indépendantes car elles sont imprégnées, déterminées et articulées

par la logique et la cohérence de l'idéologie globale du système.

Ainsi ce sont les rapports de production du surproduit social et de l'intérêt public (l'Etat - le capital) qui déterminent les forces qui produisent ce surproduit social et cet intérêt public. Or le surproduit social et l'intérêt public sont générés, enfantés par leurs forces productives, c'est-à-dire les travailleurs et les citoyens. Par conséquent à la question: quelles sont les limites à la réalisation de l'intérêt public ? Nous pouvons maintenant répondre ceci: les rapports de production de l'intérêt public (l'Etat) limitent, bloquent délibérément le développement, la promotion de l'intérêt public en fonction de leur consolidation (consolidation de l'Etat, accumulation des formes du pouvoir et de la légalité).

L'élite du pouvoir cherche sans cesse un équilibre entre la consolidation des règles d'articulation et de disposition des citoyens et la promotion de l'intérêt public.

C O N C L U S I O N

Dans cette thèse, nous avons tenté de démontrer que les sociétés capitalistes, post-industrielles, démocratiques et pluralistes se donnaient globalement et quotidiennement comme objectifs fondamentaux la reproduction élargie des modèles dominants de produire, d'agir et de penser socialement et l'accumulation des formes que peuvent prendre ces modèles. Nous pensons avoir montré la coupure politique entre la pensée marxiste et les modèles dominants que sont le capital, l'Etat, la démocratie et le pluralisme. Nous avons produit une analyse essentiellement critique de ces modèles sociaux dominants. Nous avons tenté de ramener les événements capitalistes, étatiques, démocratiques, pluralistes aux projets sociaux dominants: le capital, l'Etat, la démocratie, le pluralisme. Nous concluons que l'Etat et le capital sont des rapports socio-politiques de domination et d'exploitation entre les hommes. Le capital c'est le mode d'obtention de la part de richesse sociale des classes sociales et des individus. Ce mode d'obtention est déterminé par des oligopoles humains, politiques et économiques. L'Etat lui, est un mode de sanction et de protection du mode dominant d'obtention de la part de richesse sociale.

Une des formes de cette protection c'est l'intervention directe de l'Etat dans le procès d'accumulation du capital via ses dépenses productives et improductives. De plus nous avons montré et critiqué la nécessité de l'élargissement de l'utilisation improductive de la plus-value sociale via la tertiarisation de l'économie et l'intervention envahissante de l'Etat dans l'économie. Nous concluons que les conditions de l'arrêt de l'accumulation du capital sont la non-tertiarisation de l'économie et la non-intervention étatique dans le financement public de la production et de la consommation. Nous avons d'ailleurs montré que le modèle de consommation est devenu le principe de cohérence dans les sociétés industrielles avancées. Cependant l'intervention de l'Etat ne peut résoudre de manière définitive la contradiction fondamentale du M.P.C. entre les conditions de production et les conditions de réalisation de la plus-value. Le problème d'absorption du surplus ne se règle pas définitivement avec l'intervention de l'Etat. C'est pour cette raison que nous avons introduit l'analyse de la tertiarisation. Comme l'Etat, le secteur tertiaire cherche à régulariser ou à contrecarrer les contradictions du capitalisme monopoliste.

La contradiction entre le capital c'est-à-dire le capitalisme monopoliste et le pluralisme politique réside dans le fait que d'une

part le capital constitue la norme sociale pratique dominante tandis que d'autre part le pluralisme, théorie politique explicative de l'émergence des normes sociales dominantes, est une théorie de la concurrence entre les groupes.

Nous avons donc affaire à une contradiction entre un mode d'action sociale et un mode de pensée sociale. La contradiction c'est celle entre les conditions sociales de l'accumulation des richesses sociales dans l'entreprise privée de production et de reproduction du capital (oligopoles) et d'autre part le modèle dominant de conception de la répartition des richesses sociales entre les groupes organisés (pluralisme et concurrence). La démocratie pluraliste est une conception d'allocation du pouvoir de décision des idées et principes orientant la production du quotidien. Cette conception est en contradiction avec le mode concret, dominant, et quotidien d'exercice du pouvoir de décision des idées et principes orientant la production du quotidien. L'éthique sociale vécue, imposée ou désirée par la majorité des citoyens ce n'est pas la théorie politique de la concurrence (pluralisme) en vue du contrôle politique mais c'est plutôt la concurrence au niveau de la consommation et de l'accumulation polymorphiques d'une pluralité de formes que peuvent prendre l'Etat et le capital. L'Etat n'est pas le pouvoir social dominant de décision des principes orien-

tant l'allocation des ressources puisque déjà ce principe existe et c'est le capital.

En réalité l'Etat pondère les intérêts particuliers et favorise la péréquation de la satisfaction des intérêts partiels plus ou moins organisés. L'Etat favorise l'acceptabilité des politiques et la viabilité des intéressés. Cette pondération, cette péréquation et cette promotion du consensus global constituent d'ailleurs l'intérêt public que l'Etat a la responsabilité de défendre.

Il y a réduction des finalités du pouvoir politique c'est-à-dire de la promotion de l'intérêt public au pouvoir lui-même (l'Etat - le capital) et à son cadre d'équilibre institutionnel..

R E F E R E N C E S

- (1) Vachet André, "La dialectique de l'individu et de la collectivité dans la pensée de Marx: remarques pour une esquisse d'une théorie marxiste des fondements des droits et des libertés humaines" Revue philosophique, avril 1975, vol. II, p. 52.
- (2) Latouche Serge, "Idéologie, fausse conscience et phantasme", document ronéotypé, Université d'Ottawa, octobre 1972, p. 14.
- (3) Ibidem, p. 31.
- (4) Lefebvre Henri, "Sociologie de Marx", coll. S.U.P., P.U.F., Paris 1974, p. 58.
- (5) Ibidem, p. 65
- (6) Cf. ibidem, p. 60
- (7) Marx Karl, "Contribution à la Critique de l'économie capitaliste" ed. sociales, Paris 1968, p. 4 - 5.
- (8) Cf. Latouche Serge, "Le projet marxiste", coll. S.U.P., P.U.F., Paris 1975, p. 44.
- (9) Lefebvre Henri, "Forme, fonction, structure dans Le Capital", in l'Homme et la Société, p. 69.

- (10) Ibidem, p. 73.
- (11) Latouche Serge, "Le projet marxiste", op. cit. p. 201.
- (12) Lefebvre Henri, "Sociologie de Marx", op. cit. p. 94.
- (13) Bettelheim Charles, "Calcul économique et formes de propriété", coll. Economie et socialisme, Maspero, Paris 1970, p. 57 - 58.
- (14) Dhoquois Guy, "Pour l'histoire", Anthropos, Paris 1971, p. 39.
- (15) Ibidem, p. 40
- (16) Latouche Serge, "Le projet marxiste", op. cit., p. 107.
- (17) Ibidem, p. 154.
- (18) Lénine V. I, "La grande initiative", in Oeuvres choisies t. III, éditions du Progrès, Moscou 1962, p. 271.
- (19) Cf. Bettelheim Charles, op. cit. p. 60.
- (20) Vachet André, "La théorie socialiste et la critique étatique de l'Etat", in Revue Canadienne de Science Politique, juin 1974, tome VII, no 2, p. 218.
- (21) Cf. Jalée Pierre, "L'exploitation capitaliste, initiation au marxisme", Maspero, Paris 1974, p. 96.

- (22) Marx Karl, "L'idéologie allemande" ed. sociales, Paris 1965, p. 77.
- (23) Vachet André, "La théorie socialiste et la critique étatique de l'Etat", op. cit. p. 221.
- (24) Mandel Ernest, "Traité d'économie marxiste", coll. 10-18, Union générale d'éditions, Paris 1971, t. I, p. 45.
- (25) Ibidem, p. 45 - 46
- (26) Latouche Serge, "Le projet marxiste", op. cit. p. 77.
- (27) Mandel Ernest, op. cit. p. 108.
- (28) Latouche Serge, "Le projet marxiste", op. cit. p. 109.
- (29) Ibidem, p. 115.
- (30) Mandel Ernest, op. cit. p. 109.
- (31) Dhoquois Guy, op. cit. p. 156.
- (32) Bettelheim Charles, op. cit. p. 23.
- (33) Latouche Serge, "Le projet marxiste", op. cit. p. 121.
- (34) Cf. ibidem, p. 137.
- (35) Luxemburg Rosa, "L'accumulation du capital", petite collection Maspero, Paris 1972, t. I, p. 30.

- (36) Ibidem, p. 32.
- (37) Marx Karl, "Le Capital", ed. sociales, Paris 1965, livre III, t. 3, p. 71.
- (38) Luxemburg Rosa, op. cit. tome II, p. 18.
- (39) Idem, tome I, p. 112.
- (40) Ibidem, p. 112.
- (41) Ibidem, p. 116.
- (42) Cf. Palloix Christian, "L'économie mondiale capitaliste t. II: le stade monopoliste et l'impérialisme", coll. Economie et socialisme, Maspero no 17, Paris 1971, p. 73.
- (43) Luxemburg Rosa, op. cit. t. II, p. 141.
- (44) Ibidem, p. 38.
- (45) Ibidem, p. 111.
- (46) Danjou François, "Sur la baisse tendancielle du taux de profit", Cahiers du C.E.R.E.L., Lille 1972, p. 105.
- (47) Cf. ibidem, p. 103.
- (48) Cf. ibidem, p. 106.
- (49) Palloix Christian, t. II op. cit., p. 118.

- (50) Baran P.A., "Economie politique de la croissance", coll. Economie et socialisme, no 7, Maspero, Paris 1967, p. 132.
- (51) Danjou François, op. cit. p. 111.
- (52) Ibidem, p. 111.
- (53) Palloix Christian, op. cit., t. II, p. 122.
- (54) Cf. ibidem, p. 122.
- (55) Cf. ibidem, p. 26 - 27.
- (56) Cf. ibidem, p. 122.
- (57) Cf. Barel Yves, "Des contradictions du capitalisme contemporain" in Politique aujourd'hui no 8 - 9, Paris 1969, p. 126.
- (58) Ibidem, p. 127.
- (59) Ibidem, p. 127.
- (60) Ibidem, p. 130.
- (61) Cf. ibidem, p. 131.
- (62) Ibidem, p. 132.
- (63) Ibidem, p. 132.
- (64) Galbraith J.K., "Le nouvel Etat industriel - essai sur le système économique américain", N.R.F. Bibliothèque des Sciences Humaines, Gallimard, Paris 1969, p. 252.

- (65) Cf. Barel Yves, op. cit. no 10, p. 71.
- (66) Ibidem, p. 71.
- (67) Ibidem, p. 72.
- (68) Dhoquois Guy, op. cit. p. 187.
- (69) Ibidem, p. 233.
- (70) Palloix Christian, "L'économie mondiale capitaliste, T. I: le stade concurrentiel", coll. Economie et socialisme, Maspero no 16, Paris 1971, p. 79.
- (71) Salama P. & Valier J., "Une introduction à l'économie politique", petite coll. Maspero, Paris 1974, p. 132.
- (72) Cf. Danjou François, op. cit. p. 128 - 129 - 130.
- (73) Rivière Marc, "Economie bourgeoise et pensée technocratique", coll. Problèmes, ed. Sociales, Paris 1965, p. 109.
- (74) Ibidem, p. 50.
- (75) Cf. ibidem, p. 87.
- (76) Cf. Baran P.A., op. cit. p. 132.
- (77) Cf. ibidem, p. 146.
- (78) Dhoquois Guy, op. cit. p. 253.

- (79) Collectif de rédaction, "L'inflation", petite collection Maspéro, Maspéro, Paris 1974, p. 52.
- (80) Baran P.A., op. cit. p. 169.
- (81) Ibidem, p. 167,
- (82) Cf. ibidem, p. 167.
- (83) Robinson Joan, "Collected Economic Papers", vol. III, Oxford 1960, p. 171.
- (84) Baran P.A., op. cit. p. 157.
- (85) Ibidem, p. 174 - 175.
- (86) Ibidem, p. 171.
- (87) Ibidem, p. 174.
- (88) Lefebvre Henri, "Sociologie de Marx", op. cit. p. 99.
- (89) Locke John, in Vachet André, "L'idéologie Libérale", ed. Anthropos, Paris 1970, p. 240.
- (90) Cf. Pinto R. & Grawitz M., "Méthodes des Sciences Sociales", Précis Dalloz, Dalloz, Paris 1969, p. 15.
- (91) Platon, "La République", ed. Garnier - Flammarion, Paris 1966, p. 100.

- (92) Cf. Morris D., "Le zoo humain", coll. Livre de poche, Grasset, Paris 1970, p. 30.
- (93) Cf. ibidem, p. 30.
- (94) Cf. ibidem, p. 31.
- (95) Cf. Lefebvre Henri, "Les sources de la théorie marxiste - léniniste de l'Etat", in les Cahiers du Centre d'Etudes Socialistes, mai 1964, no 42 - 43, p. 41.
- (96) Lefebvre Henri, "Sociologie de Marx", op. cit. p. 47 - 48.
- (97) Cf. Morris D., op. cit. p. 40.
- (98) Cf. ibidem, p. 40.
- (99) Duverger Maurice, "Sociologie de la politique", coll. Thémis, P.U.F., Paris 1973, p. 27.
- (100) Ibidem, p. 27.
- (101) Pinto R. & Grawitz M., op. cit. p. 64.
- (102) Burdeau Georges, "L'Etat", coll. Politique, ed. du Seuil, Paris 1970, p. 58.
- (103) Cf. idem, "La démocratie", coll. Politique ed. du Seuil, Paris 1966, p. 112.
- (104) Idem, "L'Etat", op. cit., p. 53.
- (105) Cf. Pinto R. & Grawitz M., op. cit. p. 150.

- (106) Cf. ibidem, p. 149.
- (107) Cf. ibidem, p. 113.
- (108) Marx Karl, "Critique de la philosophie de l'Etat de Hegel", in Oeuvres philosophiques, t. 4, Molitor, p. 67.
- (109) Cf. Pinto R. & Grawitz M., op. cit. p. 80.
- (110) Cf. ibidem, p. 83.
- (111) Lefebvre Henri, "Vers le cybernantrope, contre les technocrates", coll. Médiations, ed. Denoël-Gonthier, Paris, 1971, p. 147.
- (112) Cf. ibidem, p. 150.
- (113) Proudhon, in Guérin D., "L'Anarchisme", coll. N.R.F., Gallimard, Paris 1965, p. 20.
- (114) Cf. Marx Karl, "Critique de la philosophie politique de Hegel", in Oeuvres choisies, t. 1, coll. idées no 41, Gallimard, Paris 1963, p. 34.
- (115) Vachet André, "La dialectique de l'individu et de la collectivité de Marx:...", op. cit. p. 40.
- (116) Cf. Moore Barrington Jr, "Les origines sociales de la dictature et de la démocratie", coll. textes à l'appui, Maspero, Paris 1969, p. 379.
- (117) Vachet André, "La dialectique de l'individu et de

la collectivité dans la pensée de Marx:...", op. cit. p. 42.

- (118) Marx Karl, "Oeuvres choisies", op. cit. t. I, p. 78.
- (119) Lefebvre Henri, "Sociologie de Marx", op. cit. p. 122.
- (120) Marx Karl, in Vachet André. "La dialectique de l'individu et de la collectivité dans la pensée de Marx:...", op. cit. p. 41.
- (121) Ibidem, p. 41.
- (122) Cf. Lefebvre Henri, "Vers le cybernanthrope", op. cit. p. 60.
- (123) Galbraith J.K., op. cit. p. 49.
- (124) Vachet André, "La démocratie bloquée: les ambiguïtés du pluralisme politique", in Pluralism - Le pluralisme..., coll. Heritage et projet, vol. 10, Montréal Fides 1974, p. 184.
- (125) Cf. ibidem, p. 213.
- (126) Morris D., op. cit. p. 42.
- (127) Platon, op. cit. p. 95.
- (128) Bakounine, in Guérin D., op. cit. p. 30.
- (129) Vachet André, "La démocratie bloquée...", op. cit. p. 201.

- (130) Ibidem, p. 201.
- (131) Bachrach Peter, in Vachet André, "La démocratie bloquée...", op. cit. p. 201 - 202.
- (132) Grand Maison J., "Stratégies sociales et nouvelles idéologies", H M H Hurtibise, Montréal 1970, p. 26.
- (133) Ibidem, p. 38.
- (134) Cf. Garneau R., "Intervention en deuxième lecture de la loi de l'administration financière à l'Assemblée Nationale de Québec", Québec 15 décembre 1970, Bureau du Ministre des Finances, p. 1.
- (135) Cf. ibidem, p. 1.
- (136) Proudhon, in Guérin D., op. cit. p. 19.
- (137) Cf. Lefebvre Henri, "Vers le cybernanthrope", op. cit. p. 161.
- (138) Marx Karl, in Vachet André, "La dialectique de l'individu...", op. cit. p. 29.
- (139) Cf. idem, "Oeuvres choisies; La question juive", tome 1, op. cit. p. 86.
- (140) Vachet André, "La dialectique de l'individu...", op. cit. p. 33.
- (141) Ibidem, p. 34.

- (142) Cf. Marx Karl, in Vachet André, "La dialectique de l'individu...", op. cit. p. 43.
- (143) Lefebvre Henri, "Vers le cybernanthrope", op. cit. p. 162.
- (144) Ibidem, p. 49.
- (145) Ortega y Gasset J., "La révolte des masses", coll. Idées, N.R.F., Gallimard, Paris 1967, p. 226.
- (146) Stirner, in Guérin D., op. cit. p. 32.
- (147) Fanon Frantz, "Les damnés de la terre", petite collection Maspero, Maspero, Paris 1968, p. 94.
- (148) Lénine V., "L'Etat et la Révolution", ed. Sociales, Paris 1969, p. 55.
- (149) Cf. Lefebvre Henri, "Les sources de la théorie marxiste - Léniniste de l'Etat", op. cit., p. 38.
- (150) Fanon Frantz, op. cit., p. 82 - 83.
- (151) Ibidem, p. 135.
- (152) Ibidem, p. 133.
- (153) Cf. Vachet André, "La démocratie bloquée...", op. cit. p. 213.
- (154) Cf. Dahl R.A., "Qui gouverne?" Coll. Analyse politique, Armand Colin, Paris 1971, p. 125.

- (155) Vachet André, "La démocratie bloquée...", op. cit. p. 212.
- (156) Grand Maison J., op. cit. p. 45.
- (157) Marx Karl, "Critique du programme de Gotha", classiques marxistes, ed. sociales, Paris 1966, p. 37.
- (158) Ibidem, p. 32.
- (159) Ibidem, p. 32.
- (160) Cf. Lefebvre Henri, "Notes du Séminaire sur l'Etat", donné par H. Lefebvre, Université d'Ottawa, 7 août 1974.
- (161) Marcuse Herbert, "Critique de la tolérance pure", ed. John Didier, Paris 1969, p. 15.
- (162) Grand Maison J., op. cit. p. 13.
- (163) Cf. Vachet André, "La démocratie bloquée..." op. cit. p. 210.

B I B L I O G R A P H I E

Volumes

- Baran, Paul A., "Economie politique de la croissance", coll. "Economie et Socialisme", no 7, Maspero, Paris 1971, pp. 344.
- Bettelheim, Charles, "Calcul économique et formes de propriété", coll. "Economie et Socialisme", no 13, Maspero, Paris 1971, pp. 141.
- Burdeau, Georges, "La Démocratie", coll. Politique, Seuil, Paris 1966, pp. 192.
- " " "L'Etat", coll. Politique, Seuil, Paris 1970, pp. 182.
- Collectif de rédaction, "L'inflation", Petite collection Maspero, Maspero, Paris 1974, pp. 190.
- Dahl Robert A., "Qui gouverne?", coll. Analyse politique, A. Colin, Paris 1971, pp. 369.
- Dhoquois Guy, "Pour l'histoire", Anthropos, Paris 1971, pp. 333.
- Duverger Maurice, "Sociologie de la politique: éléments de science politique", Coll. Thémis, Presses Universitaires de France, Paris 1973, pp. 452.

- Fanon Frantz, "Les damnés de la Terre", Petite collection Maspero, Maspero no 20, Paris 1968, pp. 233.
- Galbraith J. K., "Le Nouvel Etat industriel; essai sur le système économique américain", coll. Bibliothèque des Sciences Humaines, N.R.F. Gallimard, Paris 1968, pp. 421.
- Grand'Maison Jacques, "Stratégies sociales et nouvelles idéologies", Hurtibise, H M H, Montréal 1970, pp. 159.
- Guérin Daniel, "L'Anarchisme", coll. idées no 89, N.R.F. Gallimard, Paris 1965, pp. 191.
- Jalée Pierre, "L'exploitation capitaliste. Initiation au marxisme", Petite collection Maspero, Maspero, Paris 1974, pp. 136.
- Latouche Serge, "Le projet marxiste", coll. S.U.P. Presses Universitaires de France, Paris 1975, pp. 208.
- Lefebvre Henri, "Sociologie de Marx", coll. S.U.P. Presses Universitaires de France, Paris 1974, pp. 176.
- " " "Vers le cybernanthrope, contre les technocrates", coll. Médiations, Denoël-Gauthier, Paris 1971, pp. 224.
- Lenine V.I, "La grande initiative", in Oeuvres choisies, t. III, éditions du Progrès, Moscou 1962, pp. 1013.

- Lenine V. I, "L'Etat et la révolution", éditions sociales, Paris 1967, pp. 176.
- Luxemburg Rosa, "L'accumulation du capital", petite collection Maspero, Maspero, Paris 1972, t. I, II, pp. 302.
- Mandel Ernest, "Traité d'économie marxiste", coll. 10/18, t. I, Union Générale d'Éditions, Julliard, Paris 1962, pp. 314.
- Marcuse Herbert, avec Barrington Moore Jr et Robert Paul Wolff, "Critique de la tolérance pure", éditions John Didier, Paris 1969, pp. 143.
- Marx Karl, Contribution à la "Critique de l'économie politique", ed. sociales, Paris 1968, pp. 309.
- " " "Critique de la philosophie de l'Etat de Hegel", in Oeuvres philosophiques, tome 4, Molitor, Paris.
- " " & Engels F., "Critique du programme de Gotha et D'Erfurt", coll. classiques marxistes, ed. Sociales, Paris 1965, pp. 112.
- " " "Le Capital", éditions Sociales Paris 1965, Livre III, tome III.
- " " & " " "L'idéologie Allemande", coll. classiques marxistes, ed. sociales, Paris 1965, pp. 112.
- " " "Oeuvres choisies", coll. Idées no 41, t. I, ed. Gallimard N.R.F., Paris 1963, pp. 384.

- Moore Barrington Jr., "Les origines sociales de la dictature et de la démocratie", Maspero, textes à l'appui, Paris 1969, pp. 431.
- Morris Desmond, "Le zoo humain", coll. Livres de poche, no 3148, ed. Grasset, Paris 1970, pp. 313.
- Musgrave R.A., "The theory of public finance, a study in public economy", McGraw-Hill, New-York 1959, pp. 628.
- Ortega y Gasset J., "La révolte des masses", coll. Idées no 130, ed. Gallimard, Paris 1967, pp. 251.
- Palloix Christian, "L'Economie mondiale capitaliste tome I: le stade concurrentiel, tome II: le stade monopoliste et l'impérialisme", coll. "Economie et socialisme", Maspero, Paris 1971, pp. 504.
- Pinto Roger & Grawitz M., "Méthodes des Sciences Sociales", Précis Dalloz, Paris 1969, pp. 940.
- Platon, "La République", Garnier-Flammarion no 90, Paris 1966, pp. 512.
- Rivière Marc, "Economie bourgeoise et pensée technocratique", coll. "Problèmes", Editions Sociales, Paris 1965, pp. 238.
- Robinson Joan, "Collected Economics Papers", ed. Basil Blackwell, Oxford 1960, vol. III, pp. 216.

- Salama P. & Valier J., "Une introduction à l'économie politique", petite collection Maspero, Maspero, Paris 1974, pp. 204.
- Vachet André, "L'idéologie libérale; l'individu et sa propriété", Anthropos, Paris 1970, pp. 566.
- Articles et autres références:
- Barel Yves, "Des contradictions du capitalisme contemporain", in Politique Aujourd'hui, no 8 - 9, Paris 1969.
- Danjou François, "Sur la baisse tendancielle du taux de profit", Université de Lille, Cahiers du C.E.R.E.L. (Centre d'étude et de recherche en épistémologie de Lille), octobre 1972, cahier no 3.
- Garneau Raymond, "Intervention en deuxième lecture à l'Assemblée Nationale du Québec de la loi de l'administration financière", Québec, 15 décembre 1970, Bureau du Ministre des finances.
- Latouche Serge, "Idéologie fausse conscience et phantasme", document ronéotypé, Université d'Ottawa, octobre 1972.
- Lefebvre Henri, "Forme, fonction, structure dans le capital", in l'Homme et la Société janvier-février-mars 1968, no 7, p. 69 à 81.

- Lefebvre Henri, "Les sources de la théorie marxiste léniniste de l'Etat", in Les Cahiers du Centre d'Etudes Socialistes, mai 1964, no 42 - 43.
- " " "Séminaire sur l'Etat", Université d'Ottawa, 7 août 1974.
- Vachet André, "La démocratie bloquée: les Ambiguités du pluralisme politique", in "Le pluralisme - pluralism: its meaning today" coll. Héritage et projet, vol. 10, Fides, Montréal 1974, p. 173 à 215.
- " " "La dialectique de l'individu et de la collectivité dans la pensée de Marx: remarques pour une esquisse d'une théorie marxiste des fondements des droits et des libertés humaines", Revue Philosophiques, avril 1975, vol. II, p. 23 à 53.
- " " "La théorie socialiste et la critique étatique de l'Etat", in Revue Canadienne de Science Politique, juin 1974, tome VII, no 2, p. 210 à 227.

## R E S U M E

Dans cette thèse nous avons tenté de démontrer que les sociétés capitalistes post-industrielles, démocratiques et pluralistes se donnaient globalement et quotidiennement comme objectifs fondamentaux la reproduction élargie des modèles dominants de produire, d'agir et de penser socialement et l'accumulation des formes que peuvent prendre ces modèles. Nous pensons avoir montré la coupure politique entre la pensée marxiste et les modèles dominants que sont le capital, l'Etat, la démocratie et le pluralisme.

Nous avons produit une analyse essentiellement critique de ces modèles sociaux dominants. Nous avons tenté de ramener les évènements capitalistes, étatiques, démocratiques, pluralistes aux projets sociaux dominants: le capital, l'Etat, la démocratie et le pluralisme. La contradiction fondamentale révélée par cette thèse est celle entre le capital c'est-à-dire le

capitalisme monopoliste et le pluralisme politique. Elle réside dans le fait que d'une part le capital constitue la norme sociale pratique dominante tandis que d'autre part le pluralisme, théorie politique explicative de l'émergence des normes sociales dominantes, est une théorie de la concurrence entre les groupes.

Nous avons donc affaire à une contradiction entre un mode d'action sociale et un mode de pensée sociale.